

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions Travaux
publics et Services gouvernementaux Canada
800 Burrard Street, 2nd floor
800, rue Burrard, 2e étage
Vancouver, B.C.
Vancouver
British Columbia
V6Z 0B9
Bid Fax: (604) 775-9381**

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Departmental Individual Standing Offer (DISO)

Offre à commandes individuelle du département(OCID)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada - Pacific
Region
800 Burrard Street, 12th floor
800,rue Burrard, 12e étage
Vancouver, B.C.
V6Z 0B9
British C

Title - Sujet Architectural Services	
Solicitation No. - N° de l'invitation EZ899-140271/A	Date 2013-08-02
Client Reference No. - N° de référence du client	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$TPV-026-7060
File No. - N° de dossier TPV-3-36048 (026)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-09-16	Time Zone Fuseau horaire Pacific Daylight Saving Time PDT
Delivery Required - Livraison exigée See Herein	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Liu (TPV), Patty	Buyer Id - Id de l'acheteur tpv026
Telephone No. - N° de téléphone (604)775-6227 ()	FAX No. - N° de FAX (604)775-6633
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: PWGSC - Various Locations, BC & Yukon	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

DEMANDE D'OFFRE À COMMANDES (DOC)**TABLE DES MATIÈRES**

Page de couverture

INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX PROPOSANTS (IP)

IP 1 CODE DE CONDUITE ET ATTESTATIONS - DOCUMENTATION CONNEXE**IP 2 EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ**

Instructions générales aux proposants (IG)

Particularités de l'offre à commandes (PO)

Modalités et Conditions

Conditions générales (CG)

Conditions supplémentaires (CS)

Modalités de paiement (MP)

Services de l'expert-conseil (SE)

Fixation des honoraires (FH)

Énoncé de l'Offre à commandes - Services Requis (SR)

Exigences de présentation et évaluation des propositions (EPEP)

Annexe A Formulaire de déclaration/d'attestations

Annexe B Formulaire de proposition de prix

Annexe C Faire affaire avec A&ES (Membres du conseil d'administration) sur demande

Annexe D Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire

PWGSC-TPSGC Form 229

(http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-eng.html)

Annexe E Faire affaire avec la A&ES (sur demande)

INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX PROPOSANTS (IP)

IP 1 CODE DE CONDUITE ET ATTESTATIONS - DOCUMENTATION CONNEXE

Voir l'article intitulé Code de conduite et attestations - soumission des Instructions générales aux proposants.

En présentant une soumission, le proposant atteste que le proposant et ses affiliés respecte les dispositions stipulées à la clause Code de conduite et attestations - soumission des Instructions générales aux proposants. La documentation connexe requise à cet égard, assistera le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

IP 2 EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

Pour les offres à commandes concernant la zone A (établissements correctionnels), les proposants retenus devront obtenir de l'État une autorisation d'accès aux installations avant l'attribution du offres à commandes.

Après l'attribution de la COC, TPSGC devra être averti par écrit lorsque d'autres personnes devront accéder à une installation de la zone A, car il faudra alors qu'elles obtiennent une autorisation de sécurité.

Zone A soumissionnaires doivent prendre note des exigences relatives à la protection des installations stipulées dans les documents de la soumission et du contrat, et ils doivent les respecter. Les employés et les membres du personnel du soumissionnaire, ainsi que les autres membres de l'équipe participant à la réalisation du projet, devront être titulaires d'une cote de sécurité du personnel valable et pertinente, pouvant être exigée en vertu des clauses de la DDP, ou devront s'engager à faire l'objet d'une enquête pour se faire délivrer cette cote.

Si une cote de sécurité est exigée, chaque personne participant à la réalisation du projet doit en être titulaire avant le début des travaux.

Dans toutes les ententes contractuelles conclues avec des personnes qui doivent participer aux services à fournir, l'entrepreneur retenu devra prévoir des modalités pour s'acquitter des obligations qui peuvent lui être imposées en vertu des modalités de la présente clause.

Pour les offres à commandes concernant la zone B (établissements non correctionnels), les proposants retenus pourraient ne pas avoir à obtenir une autorisation de sécurité.

Il est fortement possible que les offres à commandes comprennent certaines commandes subséquentes pouvant exiger que les experts-conseils ainsi que leur personnel possèdent une attestation de sécurité d'installations (ASI) au niveau SECRET émise par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

TPSGC parrainera les proposants retenus qui n'auront pas le niveau de sécurité précisé ci-haut afin que la DSIC entreprenne les formalités nécessaires. La DSIC enverra par la poste les documents à remplir aux proposants retenus.

Les proposants intéressés à un tel parrainage devront le préciser dans leur lettre accompagnant leur proposition.

TPSGC ne pressentira pas un proposant retenu, à qui on a émis une Offre à commandes découlant de cette DOC, ne possédant pas la cote de sécurité nécessaire au moment de la commande subséquente mais plutôt l'expert-conseil qui la possède et qui est le plus loin de son pourcentage de répartition idéale du travail. Voir les Particularités de l'offre à commandes pour de plus amples renseignements au sujet de la répartition idéale du travail.

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES AUX PROPOSANTS (IG)

Code de conduite et attestations - soumission

- IG 1 Introduction
- IG 2 Numéro d'entreprise d'approvisionnement
- IG 3 Autorité contractante
- IG 4 Représentant du Ministère
- IG 5 Quantité
- IG 6 Obligation de TPSGC
- IG 7 Propositions recevables
- IG 8 Communications en période de soumission
- IG 9 Aperçu de la procédure de sélection
- IG 10 Présentation des propositions
- IG 11 Refus des propositions transmises par des moyens électroniques
- IG 12 Évaluation du prix
- IG 13 Limite quant au nombre de propositions
- IG 14 Permis et licences nécessaires
- IG 15 Rejet d'une proposition
- IG 16 Sans objet
- IG 17 Assurances à souscrire
- IG 18 Coentreprise
- IG 19 Propositions présentées en retard
- IG 20 Définition du proposant et Capacité juridique
- IG 21 Séance d'explications
- IG 22 Capacité financière
- IG 23 Révision des propositions
- IG 24 Évaluation du rendement
- IG 25 Coûts relatifs aux soumissions
- IG 26 Conflit d'intérêts / Avantage indu
- IG 27 Limitation de la responsabilité
- IG 28 Statut et disponibilité du personnel

INSTRUCTIONS GÉNÉRALES AUX PROPOSANTS

Code de conduite et attestations - soumission

1. Les proposants doivent se conformer au Code de conduite pour l'approvisionnement (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/contexte-context-fra.html>). En plus de se conformer au Code de conduite pour l'approvisionnement, les proposants doivent a) répondre aux demandes d'offres à commandes (DOC) de façon honnête, juste et exhaustive, b) rendre compte avec précision de leur capacité à satisfaire aux exigences énoncées dans la DOC, les offres à commandes et tous contrats subséquents, c) présenter des soumissions et conclure des contrats uniquement s'ils sont en mesure de satisfaire à toutes les obligations du contrat.
2. En outre, les proposants reconnaissent que, pour assurer l'équité, l'ouverture et la transparence du processus d'approvisionnement, la commission de certaines actions ou infractions les rendra inadmissibles à l'émission d'une offre à commandes et à l'attribution d'un contrat. Le Canada déclarera une soumission non recevable s'il constate que les renseignements exigés sont manquants ou inexacts, ou que les renseignements contenus dans les attestations précisées ci-après sont faux, à quelque égard que ce soit. S'il est déterminé, après l'émission d'une offre à commandes, que le proposant a fait une fausse déclaration, le Canada aura le droit de mettre de côté l'offre à commande et de résilier pour manquement tous contrats subséquents. Le proposant devra agir avec diligence et maintenir à jour l'information exigée par les présentes. Le proposant et ses affiliés devront également demeurer libres et quittes des actions ou condamnations précisées aux présentes pendant la durée de l'offre à commandes découlant de cette DOC ainsi que de tous contrats subséquents à l'offre à commandes.
3. Aux fins du présent article quiconque, incluant mais sans s'y limiter les organisations, personnes morales, sociétés, compagnies, sociétés de personnes, entreprises, associations de personnes, sociétés mères, filiales qu'elles soient en propriété exclusive ou non, individus et administrateurs, sont des affiliés au proposant si :
 - a. le proposant ou l'affilié contrôle directement ou indirectement l'autre ou a le pouvoir de le faire, ou
 - b. un tiers a le pouvoir de contrôler le proposant et l'affilié.

Les indices de contrôle comprennent, sans s'y limiter, une gestion ou une propriété interdépendante, l'identité d'intérêts des membres d'une famille, le partage d'installations et d'équipement, l'utilisation conjointe d'employés ou une entité créée suite aux actions ou aux condamnations précisées dans le présent article dont la gestion, la propriété ou les employés principaux sont les mêmes ou similaires, selon le cas.

4. Les proposants qui sont incorporés, incluant ceux soumissionnant en coentreprise, doivent fournir avec leur soumission ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci la liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs du proposant. Les proposants déposant une offre à titre d'entreprise à propriétaire unique, incluant ceux déposant une soumission dans le cadre d'une coentreprise, doivent fournir avec leur soumission ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci le nom du propriétaire. Les proposants déposant une soumission à titre de sociétés, de sociétés de personnes ou d'entreprises n'ont pas à fournir de liste de noms. Si les noms requis n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le proposant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. À défaut de fournir ces noms dans le délai prévu, la soumission

sera déclarée non recevable. Fournir les noms requis est une exigence obligatoire pour l'émission d'une Offre à commandes.

Le Canada peut, à tout moment, demander à un proposant de fournir des formulaires de consentement dûment remplis et signés (Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire - PWGSC-TPSGC 229) pour toute personne susmentionnée, et ce dans un délai précis. À défaut de fournir les formulaires de consentement dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5. Le proposant doit diligemment tenir à jour la liste de noms en informant le Canada par écrit de tout changement survenant au cours de la période de validité de la soumission de même qu'au cours de la période d'exécution de tout contrat découlant de la présente demande d'offres à commandes. Il doit également, lorsque la demande lui en est faite, fournir au Canada les formulaires de consentement correspondants.
6. En présentant une soumission, le proposant atteste être informé, et que ses affiliés sont informés, du fait que le Canada pourra vérifier tous les renseignements fournis par le proposant, incluant les renseignements relatifs aux actions ou condamnations précisées aux présentes en faisant des recherches indépendantes, en utilisant des ressources du gouvernement ou en communiquant avec des tiers.
7. En présentant une soumission, le proposant atteste que ni lui ni ses affiliés n'ont versé ni accepté de verser, directement ou indirectement, et qu'ils ne verseront pas, directement ou indirectement, des honoraires conditionnels à un particulier pour la sollicitation, la négociation ou l'obtention d'une offre à commandes ainsi que de tous contrats subséquents à l'offre à commandes, si le paiement de ces honoraires obligerait cette personne à faire une déclaration en application de l'article 5 de la Loi sur le lobbying.
8. En présentant une soumission, le proposant atteste qu'aucune personne déclarée coupable de l'une des infractions ci-après énoncées sous a) ou b) ne recevra un avantage en vertu d'un contrat découlant de cette demande d'offres à commandes. De plus, le proposant atteste qu'à l'exception des infractions pour lesquelles ils ont obtenu un pardon ou une suspension de casier, ou pour lesquelles leurs droits ont été rétablis par le gouverneur en conseil, ni lui ni ses affiliés n'ont jamais été reconnus coupables d'une infraction visée par l'une des dispositions suivantes :
 - a. l'alinéa 80(1)d) (*Fausse inscription, faux certificat ou faux rapport*), le paragraphe 80(2) (*Fraude commise au détriment de Sa Majesté*) ou l'article 154.01 (*Fraude commise au détriment de Sa Majesté*) de la Loi sur la gestion des finances publiques, ou
 - b. l'article 121 (*Fraudes envers le gouvernement et Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale*), l'article 124 (*Achat ou vente d'une charge*), l'article 380 (*Fraude*) pour fraude commise au détriment de Sa Majesté ou l'article 418 (*Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté*), du Code criminel du Canada, ou
 - c. l'article 462.31 (*Recyclage des produits de la criminalité*) ou les articles 467.11 à 467.13 (*Participation aux activités d'une organisation criminelle*) du Code criminel du Canada, ou
 - d. l'article 45 (*Complot, accord ou arrangement entre concurrents*), l'article 46 (*Directives étrangères*), l'article 47 (*Truquage des offres*), l'article 49 (*Accords bancaires fixant les intérêts, etc.*), l'article 52 (*Indications fausses ou trompeuses*), l'article 53 (*Documentation trompeuse*) de la Loi sur la concurrence, ou
 - e. l'article 239 (*Déclarations fausses ou trompeuses*) de la Loi de l'impôt sur le revenu, ou
 - f. l'article 327 (*Déclarations fausses ou trompeuses*) de la Loi sur la taxe d'accise, ou

-
- g. l'article 3 (*Corruption d'un agent public étranger*) de la Loi sur la corruption d'agents publics étrangers, ou
- h. l'article 5 (*Trafic de substances*), l'article 6 (*Importation et exportation*), ou l'article 7 (*Production de substances*) de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances.
9. Dans les cas où un pardon ou une suspension de casier a été obtenu, ou pour lesquels des droits ont été rétablis par le gouverneur en conseil, le proposant doit fournir avec sa soumission ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci une copie des documents officiels le confirmant. Si cette documentation n'a pas été fournie par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le proposant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. À défaut de se conformer, la soumission sera déclarée non recevable.
10. Les proposants reconnaissent que le Canada pourrait, à l'extérieur du cadre du présent processus de demande d'offres à commandes, conclure un contrat avec un fournisseur ayant été reconnu coupable de l'une des infractions énumérées sous c) à h) du paragraphe ci-avant, ou affilié avec une entité reconnue coupable en vertu de l'une des infractions énumérées sous c) à h) du paragraphe ci-avant, lorsqu'ainsi requis de le faire en vertu d'une obligation légale ou judiciaire ou lorsque le Canada l'estime nécessaire dans l'intérêt public pour des raisons incluant, mais sans s'y limiter:
- o le contrat ne peut être exécuté que par une seule personne
 - o urgence;
 - o sécurité nationale;
 - o santé ou sécurité;
 - o préjudice économique.

Le Canada se réserve le droit d'imposer des conditions ou des mesures supplémentaires afin d'assurer l'intégrité du processus d'approvisionnement.

IG 1 INTRODUCTION

1. Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) invite les entreprises d'experts-conseils ayant des compétences spécialisées en architecture présenter des propositions pour des offres à commandes. Il s'agit d'un processus de soumission ne comportant qu'une seule étape. Les experts-conseils sélectionnés devront fournir divers rapports d'enquête et rapports de recommandations, ainsi que des services de conception et de construction, pour des projets de construction de bâtiments fédéraux, comme indiqué à la section Services requis du présent document, dans les zones suivantes :

Zone A : Projets concernant des bâtiments correctionnels en Colombie-Britannique
 Zone B : Projets concernant des bâtiments autres que correctionnels en Colombie-Britannique et au Yukon

Les proposants peuvent présenter des propositions pour l'une ou l'autre des zones ou pour les deux dans des dossiers séparés.

2. Les proposants doivent être agréés ou pouvoir se faire agréer pour exercer leur activité en Colombie-Britannique pour la zone A et en Colombie-Britannique et au Yukon pour la zone B. Les sociétés d'experts-conseils doivent montrer qu'elles ont mené à bonne fin une grande

variété de projets au cours des cinq (5) dernières années. En règle générale, on évaluera l'entreprise et son personnel en fonction de leur compréhension confirmée de la portée des services, de leur démarche et de leur méthodologie dans la prestation de ces services, de la qualité de leur expérience pertinente dans ce secteur, ainsi que du coût de prestation desdits services.

3. TPSGC a l'intention d'autoriser jusqu'à concurrence de deux (2) offres à commandes pour la zone A et jusqu'à concurrence de trois (3) offres à commandes pour la zone B, chacune pour une durée de deux (2) ans à partir de la date d'attribution des offres à commandes. La valeur totale prévue de toutes les offres à commandes est estimée à 12 000 000 \$ (taxes applicables comprises), un tiers de cette somme étant affecté aux projets de la zone A et deux tiers étant affecté aux projets de la zone B. La valeur des commandes subséquentes variera, jusqu'à un maximum de 1 000 000 \$ (taxes applicables comprises). Les proposants doivent savoir que rien ne garantit que l'on passera des commandes pour l'intégralité ou quelconque montant des offres à commandes; TPSGC attribuera les commandes subséquentes uniquement lorsqu'il aura besoin des services particuliers visés par les offres à commandes. Veuillez consulter la section PO5, PROCÉDURES APPLICABLES AUX COMMANDES SUBSÉQUENTES.
4. Le présent contrat est assujéti aux dispositions de l'Accord de libre-échange nord-américain et de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce, de l'Accord de libre-échange Canada-Columbia, de l'Accord de libre-échange Canada-Pérou et de l'Accord sur le commerce intérieur.

IG 2 NUMÉRO D'ENTREPRISE - APPROVISIONNEMENT

Les proposants doivent avoir un numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA) avant l'attribution d'une offre à commandes. Les proposants peuvent demander un NEA en direct à Données d'inscription des fournisseurs (<https://srisupplier.contractsCanada.gc.ca/>). Il est également possible de communiquer avec la LigneInfo au 1 800-811-1148 pour obtenir le numéro de téléphone de l'agent d'inscription des fournisseurs le plus près.

IG 3 AUTORITÉ CONTRACTANTE

1. L'autorité contractante pour cette Demande d'offre à commandes est:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Marchés immobiliers
800, rue Burrard, bureau 219
Vancouver (C-B) V6Z 0B9

Patty Liu
Téléphone: (604) 775-6227
Télécopieur: (604) 775-6633
Courriel: patty.liu@tpsgc-pwgsc.gc.ca

2. L'autorité contractante est responsable de la mise en place de l'offre à commandes, de l'administration et des aspects contractuels de chaque commande subséquente.

IG 4 REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE

1. Un Représentant du Ministère sera nommé à chaque émission d'une commande subséquente.
2. Le Représentant du Ministère est chargé de toutes des questions relatives à l'aspect technique des besoins.

IG 5 QUANTITÉ

Le niveau des services et la dépense estimative précisés dans la Demande d'offre à commandes ne sont qu'une approximation des besoins, exprimée de bonne foi. La présentation d'une offre par le proposant ne constitue pas un engagement du Canada. Canada peut passer une ou plusieurs commandes subséquentes dans le cadre d'une offre à commandes.

IG 6 OBLIGATION DE TPSGC

Une Demande d'offre à commandes n'engage pas TPSGC à autoriser l'utilisation d'une offre à commandes, ni à payer les frais engagés dans le dépôt des offres ou dans la réalisation des études nécessaires à leur préparation, ni non plus à acheter les services ou à établir des contrats à ce titre. TPSGC se réserve le droit de rejeter ou d'autoriser l'utilisation de toute proposition en totalité ou en partie, avec ou sans autre discussion ou négociation. Le Canada se réserve le droit d'annuler ou de modifier la Demande d'offre à commandes à n'importe quel moment.

IG 7 PROPOSITIONS RECEVABLES

Pour être jugée recevable, votre proposition doit respecter toutes les exigences obligatoires énoncées dans la Demande d'offre à commandes. Le proposant qui aura présenté une proposition irrecevable ne pourra plus participer à la suite de la procédure de sélection. Les proposants qui présentent des propositions irrecevables seront avisés en conséquence.

IG 8 COMMUNICATIONS EN PÉRIODE DE SOUMISSION

1. Les questions ou les demandes d'éclaircissement pendant la durée de la demande d'offre à commandes doivent être soumises par écrit le plus tôt possible à l'autorité contractante dont le nom figure à la page 1 de la Demande d'offre à commandes. **Les demandes de renseignements ou d'éclaircissement devraient être reçues au plus tard dix (10) jours ouvrables avant la date limite indiquée sur la page couverture de la Demande d'offre à commandes.** Pour ce qui en est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.
2. Afin d'assurer l'intégrité du processus d'appel à la concurrence, toutes les demandes de renseignements, et autres communications ayant trait à la Demande d'offre à commandes doivent être adressées uniquement à l'autorité contractante dont le nom est indiqué dans la Demande d'offre à commandes. Le défaut de se conformer à cette exigence pourrait avoir pour conséquence que la proposition soit déclarée non recevable.
3. Afin d'assurer l'uniformité et la qualité de l'information fournie aux soumissionnaires, les demandes de renseignements importantes reçues, ainsi que les réponses à ces demandes, seront fournies simultanément à tous les soumissionnaires qui auront reçu la Demande d'offre à commandes sans que le nom de l'auteur des demandes de renseignements soit mentionné.

IG 9 APERÇU DE LA PROCÉDURE DE SÉLECTION

1. L'offre à commandes est généralement conclue selon les modalités suivantes :

- (a) les proposants obtiennent une copie de la Demande d'offre à commandes par l'entremise du Service électronique d'appel d'offres du gouvernement (SEAOG);
- (b) pour donner suite à la Demande d'offre à commandes, les proposants intéressés doivent présenter leur proposition suivant la procédure prévoyant "deux enveloppes": le proposant doit présenter le volet "technique" de la proposition dans une enveloppe et le volet financier de son offre (proposition de prix) dans une deuxième enveloppe (se reporter à l'article IG 10.3 pour plus de détails);
- (c) un comité d'évaluation de TPSGC examinera, évaluera et cotera les propositions recevables conformément aux critères, aux éléments et aux coefficients de pondération indiqués dans la Demande d'offre à commandes;
- (d) TPSGC peut émettre une offre à commandes aux proposants retenus;
- (e) TPSGC avisera les proposants non retenus dans un délai d'une semaine suivant la conclusion de l'offre à commande avec les proposants retenus.

IG 10 PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

1. Le Canada exige que chaque proposition, à la date et à l'heure de clôture ou sur demande de l'autorité contractante, soit signée par le soumissionnaire ou par son représentant autorisé. Si une proposition est présentée par une coentreprise, elle doit être conforme à l'article IG18.
2. Il appartient au proposant :
 - (a) de demander des précisions sur les exigences contenues dans la Demande d'offre à commandes, au besoin, avant de déposer sa proposition;
 - (b) de présenter un original de la proposition rempli en bonne et due forme, en plus des copies demandées, SELON LE MODÈLE PROPOSÉ, au plus tard à la date et à l'heure de clôture indiquées pour la présentation des propositions;
 - (c) de faire parvenir sa proposition uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) tel qu'indiqué à la page 1 de la Demande d'offre à commandes ou à l'adresse indiquée dans la Demande d'offre à commandes;
 - (d) de veiller à ce que le nom du soumissionnaire, l'adresse de l'expéditeur, le numéro et la description de l'invitation ainsi que la date et l'heure de clôture de la Demande d'offre à commandes soient clairement indiqués sur l'enveloppe ou le colis renfermant la proposition; et
 - (e) de présenter une proposition complète et suffisamment détaillée, permettant de faire une évaluation exhaustive conformément aux critères exprimés dans la présente Demande d'offre à commandes.
3. L'offre technique et l'offre de prix de la proposition doivent être présentées dans des enveloppes distinctes et faciles à reconnaître, conformément aux instructions reproduites dans les documents de la Demande d'offres à commandes. Les deux enveloppes doivent être présentées dans un seul colis, reproduisant clairement et en évidence les renseignements indiqués à l'alinéa 2. (d) ci-dessus.
4. Le proposant est seul responsable de présenter dans les délais et en bonne et due forme la proposition auprès du bureau désigné pour la présentation des propositions. Travaux publics et

Services gouvernementaux Canada n'assumera pas cette responsabilité, qui ne pourra pas lui être cédée non plus. Le proposant assume seul tous les risques et toutes les conséquences si la proposition n'est pas présentée dans les délais et en bonne et due forme.

5. L'évaluation des propositions peut mener à l'autorisation d'utiliser une ou plusieurs offres à commandes en totalité ou en partie, compte tenu des critères d'évaluation et de la méthode de sélection mentionnés dans les présentes. La proposition la moins élevée ou toute autre proposition ne sera pas nécessairement autorisée. En cas d'erreur dans le calcul des prix, les prix unitaires seront retenus.
6. La proposition doit faire état, intégralement et parfaitement, de chacun des éléments des besoins énumérés dans la Demande d'offre à commandes. Il est également essentiel que les éléments d'information reproduits dans la proposition soient exprimés avec clarté et concision.
7. On peut présenter les propositions et les pièces justificatives en français ou en anglais.

IG 11 REFUS DES PROPOSITIONS TRANSMISES PAR DES MOYENS ÉLECTRONIQUES

À cause de la nature de cette Demande d'offre à commandes, vous devez soumettre une offre technique complète, avec une offre de prix (sous pli séparé) et les renseignements à l'appui, pour permettre d'effectuer une évaluation en bonne et due forme. On ne juge pas pratique la transmission électronique des propositions par des moyens comme le courrier électronique ou le télécopieur; par conséquent, les propositions ainsi déposées ne seront pas acceptées.

IG 12 ÉVALUATION DU PRIX

Vous devez soumettre vos prix en dollars canadiens, on les évaluera en excluant les taxes applicables.

IG 13 LIMITE QUANT AU NOMBRE DE PROPOSITIONS

1. Le proposant ne peut déposer plus d'une soumission. Cette limite quant au nombre de propositions s'applique aussi aux personnes ou entités dans le cas d'une coentreprise. Un proposant (ou dans le cas d'une coentreprise, les personnes ou les entités) qui dépose plus d'une soumission, occasionnera le rejet de toutes ces soumissions, lesquelles ne seront plus considérées.
2. On entend par « coentreprise » une association de deux ou plusieurs parties réunissant leurs moyens financiers, leurs biens, leurs connaissances, leurs compétences, leur temps ou d'autres ressources dans une coentreprise, en s'engageant à en partager les bénéfices et les pertes, chacune exerçant sur l'entreprise un certain contrôle.
3. Ne constitue pas un accord de coentreprise, une convention selon laquelle le Canada conclut un contrat directement avec un expert-conseil principal qui peut faire appel à des sous-experts-conseils ou à des experts-conseils spécialisés pour assurer certaines tranches de services. Par conséquent, différents proposants peuvent proposer d'inclure dans leur équipe, un même sous-expert-conseil ou un même expert-conseil spécialisé. Le proposant déclare que le sous-expert-conseil ou l'expert-conseil spécialisé lui a donné par écrit l'autorisation de proposer ses services dans le cadre des services à réaliser.
4. Sans égard à l'alinéa 3. ci-dessus, afin d'éviter les conflits d'intérêts, en apparence comme en réalité, un proposant ne doit pas inclure dans sa soumission un autre proposant comme membre de son équipe d'expert-conseil que ce soit à titre de sous-expert-conseil ou expert-conseil spécialisé.

-
5. Toutes les coentreprises constituées pour fournir des services professionnels ou autres doivent respecter intégralement les exigences des lois provinciales ou territoriales afférentes, dans la province ou le territoire où se déroulera le projet.

IG 14 PERMIS ET LICENCES NÉCESSAIRES

1. Les membres de l'équipe de l'expert-conseil et les membres du personnel clé doivent être ou pouvoir être accrédités, certifiés ou autorisés pour fournir les services professionnels nécessaires, dans toute la mesure prescrite par les lois provinciales ou territoriales, dans la province où se déroulera le projet.
2. En présentant une proposition, le proposant atteste que l'équipe de l'expert-conseil et les membres du personnel clé respectent les exigences de l'alinéa 1 ci-dessus. Le proposant reconnaît que TPSGC se réserve le droit de vérifier tous les renseignements à ce titre et qu'une attestation fausse ou erronée peut entraîner le rejet de la proposition, qui sera déclarée irrecevable.

IG 15 REJET D'UNE PROPOSITION

1. Le Canada peut rejeter une soumission dans l'un des cas suivants:
- a) le proposant a été jugé inadmissible à ce projet de marchés à la suite d'un rendement insatisfaisant dans le cadre d'un projet antérieur déterminé conformément aux procédures d'évaluation de rendement du ministère;
 - b) un employé, un sous-expert-conseil ou un expert-conseil spécialisé faisant partie de la proposition a été jugé inadmissible pour des travaux avec le ministère, conformément aux procédures d'évaluation de rendement mentionné à l'alinéa 1. a), ce qui lui interdit de présenter une proposition pour répondre au besoin ou à la partie du besoin que l'employé, le sous-expert-conseil ou l'expert-conseil spécialisé exécuterait;
 - c) le proposant déclare faillite ou ne peut, pour quelque motif que ce soit, exercer ses activités pour une période prolongée;
 - d) des preuves de fraude, de corruption ou de fausse déclaration ou des preuves confirmant l'incapacité de respecter des lois protégeant les personnes contre toute forme de discrimination ont été déposés, à la satisfaction du Canada, à l'égard du soumissionnaire, de l'un quelconque de ses employés, d'un sous-expert-conseil ou d'un expert-conseil spécialisé proposé dans la soumission;
 - e) des preuves à la satisfaction du Canada que, compte tenu de son comportement antérieur, le soumissionnaire, un sous-expert-conseil, un expert-conseil spécialisé ou une personne désignée pour exécuter les services ne convient pas ou s'est comporté de façon inappropriée;
 - f) à l'égard d'opérations antérieures ou actuelles avec le gouvernement du Canada:
 - (i) le Canada a exercé ses recours contractuels de services retirés à l'expert-conseil, de suspension ou de résiliation pour inexécution à l'égard d'un contrat attribué au soumissionnaire ou à l'un quelconque de ses employés, sous-experts-conseils ou experts-conseils spécialisés proposés dans la soumission;

- (ii) le Canada détermine que le rendement du soumissionnaire en vertu d'autres contrats, notamment l'efficacité et la qualité dans l'exécution des services et la mesure dans laquelle le proposant a réalisé les services conformément aux clauses et aux conditions contractuelles, sont suffisamment médiocres pour qu'on le considère incapable de répondre au besoin faisant l'objet de la soumission.

2. Dans les cas où le Canada a l'intention de rejeter une soumission conformément à l'alinéa 1. f), l'autorité contractante le fera savoir au soumissionnaire et lui donnera un délai de dix (10) jours pour faire valoir son point de vue, avant de rendre une décision définitive sur le rejet de la soumission.

IG 16 SANS OBJET

IG 17 ASSURANCES À SOUSCRIRE

1. Le proposant retenu devra souscrire en permanence à une assurance responsabilité professionnelle et à une assurance responsabilité civile des entreprises, conformément aux exigences énoncées ailleurs dans les documents de la Demande d'offre à commandes.
2. Nulle exigence en matière d'assurance stipulée dans les documents de la Demande d'offre à commandes n'aura pour effet de limiter les assurances à souscrire en vertu des lois fédérales, provinciales ou municipales. Elle ne limitera pas non plus les assurances que le proposant retenu et les autres membres de l'équipe de l'expert-conseil pourront juger nécessaires, pour leur propre protection ou pour s'acquitter de leurs obligations.
3. En présentant une proposition, le proposant atteste que lui-même et les autres membres de l'équipe de l'expert-conseil, le cas échéant, sont en mesure de souscrire et souscriront effectivement, en permanence à une assurance responsabilité professionnelle, conformément aux exigences exprimées dans les documents de la Demande d'offre à commandes.

IG 18 COENTREPRISE

1. Une coentreprise est une association d'au moins deux parties qui regroupent leurs fonds, leurs biens, leurs connaissances, leur expertise ou d'autres ressources dans une entreprise commerciale conjointe, parfois appelée consortium, pour déposer ensemble une soumission pour un besoin. Les soumissionnaires qui soumissionnent à titre de coentreprise doivent indiquer clairement qu'ils forment une coentreprise et fournir les renseignements suivants :
 - a) le nom de chaque membre de la coentreprise;
 - b) le numéro d'entreprise-approvisionnement de chaque membre de la coentreprise;
 - c) le nom du représentant de la coentreprise, c'est-à-dire le membre choisi par les autres membres pour les représenter, s'il y a lieu;
 - d) le nom de la coentreprise, s'il y a lieu.
2. Si les renseignements contenus dans la soumission ne sont pas clairs, le soumissionnaire devra fournir les renseignements à la demande de l'autorité contractante.
3. La soumission et toute offre à commandes subséquente doivent être signées par tous les membres de la coentreprise à moins qu'un membre ait été nommé pour représenter tous les membres de la coentreprise. L'autorité contractante peut, en tout temps, demander à chaque

membre de la coentreprise de confirmer que le représentant a reçu les pleins pouvoirs pour agir à titre de représentant aux fins de la DOC et toute offre à commandes subséquente. Si une offre à commandes est émise à une coentreprise, tous ses membres seront conjointement et solidairement responsables de l'exécution de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

IG 19 PROPOSITIONS PRÉSENTÉES EN RETARD

Les propositions présentées après la date et l'heure fixées pour la clôture de la Demande d'offre à commandes sont retournées à leur expéditeur sans être décachetées.

IG 20 DÉFINITION DU PROPOSANT ET CAPACITÉ JURIDIQUE

Le terme « proposant », également appelé « soumissionnaire » dans les présentes, désigne la personne ou l'entité (ou dans le cas d'une coentreprise, les personnes ou les entités) qui dépose une proposition pour la fourniture de services suite à une commande subséquente à l'offre à commandes. Le terme ne comprend pas la société mère, les filiales ou autres affiliées du proposant, ni ses sous-experts-conseils. Le soumissionnaire doit avoir la capacité juridique de contracter. Si le soumissionnaire est une entreprise à propriétaire unique, une société de personnes ou une personne morale, il doit fournir, à la demande de l'autorité contractante, une déclaration et toutes les pièces justificatives demandées indiquant les lois en vertu desquelles son entreprise est incorporée ou enregistrée, ainsi que sa dénomination sociale et son lieu d'affaires. Ce qui précède s'applique également si le soumissionnaire est une coentreprise.

IG 21 SÉANCE D'EXPLICATIONS

Si un proposant souhaite obtenir une séance d'explications, le proposant devrait contacter la personne dont le nom figure sur la page couverture de la Demande d'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception de l'avis les informant du résultat de l'invitation. Les explications fournies comprendront un exposé des points forts et faiblesse de la proposition, en rappelant les critères d'évaluation. On protégera le caractère confidentiel de l'information se rapportant aux autres propositions. Les explications peuvent être fournies par écrit, par téléphone ou en personne.

IG 22 CAPACITÉ FINANCIÈRE

1. Exigences en matière de capacité financière : Le proposant doit avoir la capacité financière nécessaire pour répondre à ce besoin. Afin d'évaluer la capacité financière du proposant, l'autorité contractante pourra, dans un avis écrit à l'intention du proposant, exiger que ce dernier fournisse une partie ou la totalité des renseignements financiers dont il est question ci-dessous durant l'évaluation des propositions. Le proposant doit fournir à l'autorité contractante les renseignements suivants dans un délai de quinze (15) jours ouvrables suivant la réception d'une demande de l'autorité contractante ou dans un délai précisé par l'autorité contractante dans l'avis.
 - a) Les états financiers vérifiés ou, si ces derniers ne sont pas disponibles, les états financiers non vérifiés (préparés par la firme de comptabilité externe de proposant, s'il y a lieu, ou encore préparés à l'interne si aucun état financier n'a été préparé par un tiers) pour les trois derniers exercices financiers du proposant ou, si l'entreprise est en opérations depuis moins de trois ans, pour toute la période en question (incluant au minimum le bilan, l'état des bénéfices non répartis, l'état des résultats et les notes afférentes aux états financiers).

-
- b) Si les états financiers mentionnés au paragraphe 1. a) datent de plus de cinq mois précédant la date à laquelle l'autorité contractante demande l'information, le proposant doit également fournir, à moins que ce soit interdit par une loi dans le cas des sociétés ouvertes au public, les derniers états financiers trimestriels (comprenant un bilan et un état des résultats depuis le début de l'exercice), datant de deux mois précédant la date à laquelle l'autorité contractante demande cette information.
- c) Si le proposant n'exerce pas ses activités depuis au moins un exercice complet, il doit fournir les renseignements suivants:
- (i) le bilan d'ouverture en date de début des activités (dans le cas d'une corporation, un bilan à la date de la constitution de la société);
 - (ii) les derniers états financiers trimestriels (comprenant un bilan et un état des résultats depuis le début de l'exercice) datant de deux mois précédant la date à laquelle l'autorité contractante demande cette information.
- d) Une attestation de la part du directeur financier ou d'un signataire autorisé du proposant stipulant que les renseignements financiers fournis sont exacts et complets.
- e) Une lettre de confirmation émise par toutes les institutions financières ayant fourni du financement à court terme au proposant. Cette lettre doit faire état du montant total des marges de crédit accordées au proposant ainsi que du crédit toujours disponible, et non utilisé, un mois précédant la date à laquelle l'autorité contractante demande cette information.
2. Si le proposant est une coentreprise, les renseignements financiers exigés par l'autorité contractante doivent être fournis par chaque membre de la coentreprise.
3. Si le proposant est une filiale d'une autre entreprise, alors les renseignements financiers mentionnés aux paragraphes 1. a) à e) exigés par l'autorité contractante doivent être fournis par la société mère elle-même. Toutefois, la fourniture des renseignements financiers de la société mère ne répond pas à elle seule à l'exigence selon laquelle le proposant doit fournir ses renseignements financiers, et la capacité financière de la société mère ne peut pas remplacer la capacité financière du proposant, à moins qu'un consentement de la société mère à signer une garantie de la société mère, rédigée par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), ne soit fourni avec les renseignements exigés.
4. Renseignements financiers déjà fournis à TPSGC : Le proposant n'est pas tenu de soumettre de nouveau des renseignements financiers demandés par l'autorité contractante qui sont déjà détenus en dossier à TPSGC par la Direction des services des politiques, de la vérification et de l'analyse des coûts du Secteur de la politique, du risque, de l'intégrité et de la gestion stratégique, à condition que dans le délai susmentionné :
- a) le proposant indique par écrit à l'autorité contractante les renseignements précis qui sont en dossier et le besoin à l'égard duquel ces renseignements ont été fournis;
 - b) le proposant autorise l'utilisation de ces renseignements pour ce besoin.

Il incombe au proposant de confirmer auprès de l'autorité contractante que ces renseignements sont encore détenus par TPSGC.

-
5. Autres renseignements : Le Canada se réserve le droit de demander au proposant de fournir tout autre renseignement requis par le Canada pour procéder à une évaluation complète de la capacité financière du proposant.
 6. Confidentialité : Si le proposant fournit au Canada, à titre confidentiel, les renseignements exigés ci-dessus et l'informe de la confidentialité des renseignements divulgués, le Canada doit traiter ces renseignements de façon confidentielle, suivant les dispositions de la Loi sur l'accès à l'information, L.R., 1985, ch. A-1, alinéas 20(1) b) et c).
 7. Sécurité : Pour déterminer si le proposant a la capacité financière requise pour répondre au besoin, le Canada pourra prendre en considération toute garantie que le proposant peut lui offrir, aux frais du proposant (par exemple, une lettre de crédit irrévocable provenant d'une institution financière enregistrée et émise au nom du Canada, une garantie d'exécution provenant d'une tierce partie, ou toute autre forme de garantie exigée par le Canada).
 8. S'il advenait qu'une proposition soit jugée irrecevable parce qu'il aura été déterminé que le proposant n'a PAS la capacité financière requise pour s'acquitter des travaux demandés, un avis officiel à cet effet lui sera transmis.

IG 23 RÉVISION DES PROPOSITIONS

On pourra modifier les propositions présentées à la condition que la proposition révisée parvienne au bureau désigné pour la présentation des propositions au plus tard à la date et à l'heure fixées pour la clôture de la Demande d'offre à commandes. La révision apportée à la proposition devra être transmise sur le papier à en-tête du proposant ou porter une signature l'identifiant. La révision doit également montrer clairement la (les) modification(s) à la proposition originelle. La révision doit également inclure les renseignements exigés à l'alinéa 2.d) de l'article IG 10.

IG 24 ÉVALUATION DU RENDEMENT

Les proposants doivent prendre note que le rendement de l'expert-conseil pendant et après la prestation des services sera évalué par le Canada. L'évaluation sera basée sur les critères suivants : conception, qualité des résultats, gestion, délais et coûts. Si le rendement de l'expert-conseil est jugé insatisfaisant, celui-ci pourrait se voir refuser des contrats dans le futur. Le formulaire PWGSC-TPSGC 2913-1, SELECT - Formulaire du rapport d'évaluation du rendement de l'expert-conseil (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/2913-1.pdf>), est utilisé pour évaluer le rendement.

IG 25 COÛTS RELATIFS AUX SOUMISSIONS

Aucun paiement ne sera versé pour des coûts encourus pour la préparation et la présentation d'une soumission en réponse à la Demande d'offre à commandes. Le soumissionnaire sera seul responsable des frais engagés dans la préparation et la présentation d'une proposition, ainsi que des frais engagés par lui pour l'évaluation de sa proposition.

IG 26 CONFLIT D'INTÉRÊTS / AVANTAGE INDU

1. Afin de protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement, les soumissionnaires sont avisés que le Canada peut rejeter une soumission dans les circonstances suivantes :

-
- a) le soumissionnaire, un de ses sous-experts-conseils, un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, a participé d'une manière ou d'une autre à la préparation de la demande de soumissions; ou est en situation de conflit d'intérêts ou d'apparence de conflit d'intérêts.
- b) le Canada juge que le soumissionnaire, un de ses sous-experts-conseils, un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, a eu accès à des renseignements relatifs à la demande de soumissions qui n'étaient pas à la disposition des autres soumissionnaires et que cela donne ou semble donner au soumissionnaire un avantage indu.
2. Le Canada ne considère pas, qu'en soi, l'expérience acquise par un soumissionnaire qui fournit ou a fourni les biens et services décrits dans la demande de soumissions (ou des biens et services semblables) représente un avantage indu en faveur du soumissionnaire ou crée un conflit d'intérêts. Ce soumissionnaire demeure cependant assujetti aux critères énoncés plus hauts.
3. Dans le cas où le Canada a l'intention de rejeter une soumission conformément au présent article, l'autorité contractante prévendra le soumissionnaire et lui donnera la possibilité de faire valoir son point de vue, avant de prendre une décision définitive. Les soumissionnaires ayant un doute par rapport à une situation particulière devraient contacter l'autorité contractante avant la date de clôture de la demande de soumissions. En soumissionnant, le soumissionnaire déclare qu'il n'est pas en conflit d'intérêts et qu'il ne bénéficie d'aucun avantage indu. Le soumissionnaire reconnaît que le Canada est seul habilité à établir s'il existe un conflit d'intérêts, un avantage indu ou une apparence de conflit d'intérêts ou d'avantage indu.

IG27 LIMITATION DE LA RESPONSABILITÉ

Sauf dans les cas expressément et spécifiquement autorisés dans cette Demande d'offre à commandes, aucun soumissionnaire, ou soumissionnaire potentiel, ne pourra réclamer des dommages-intérêts de quelque nature que ce soit par rapport à la présente Demande d'offre à commandes, ou tout autre aspect du processus d'approvisionnement, et en soumettant une proposition, chaque soumissionnaire est réputé avoir accepté qu'il n'a aucun droit à cet égard.

IG 28 STATUT ET DISPONIBILITÉ DU PERSONNEL

Le proposant atteste que, s'il obtient une offre à commandes découlant de la demande d'offres à commandes, chaque individu proposé dans sa soumission sera disponible pour exécuter les services dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes, tel qu'exigé par le représentant du Canada, au moment indiqué dans la commande ou convenue avec ce dernier. Si pour des raisons hors de son contrôle, le proposant est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans sa soumission, le proposant peut proposer un remplaçant avec des qualifications et une expérience similaire. Le proposant doit aviser l'autorité contractante de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualifications et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle du proposant : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EZ899-140271/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

tpv026

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

TPV-3-36048

PARTICULARITÉS DE L'OFFRE À COMMANDES (PO)

- PO 1 Généralités
- PO 2 Retrait et révision
- PO 3 Période de l'offre à commandes
- PO 4 Limite des dépenses pour les commandes subséquentes
- PO 5 Procédures applicables aux commandes subséquentes
- PO 6 Facturation

PARTICULARITÉS DE L'OFFRE À COMMANDES

PO 1 GÉNÉRALITÉS

1. L'expert-conseil reconnaît qu'une offre à commandes n'est pas un contrat et que l'émission d'une offre à commandes et d'une autorisation de passer une commande subséquente n'oblige ni n'engage le Canada à acheter les services énumérés dans l'offre à commandes ou à établir un contrat à cet effet.
2. L'expert-conseil propose de fournir et de livrer au Canada les services décrits dans l'offre à commandes selon les prix établis dans l'offre à commandes lorsque l'autorité contractante pourrait demander les services conformément aux conditions du paragraphe 3 ci-après.
3. L'expert-conseil comprend et convient :
 - (a) qu'une commande subséquente à une offre à commandes ne constituera un contrat que pour les services qui ont été commandés, pourvu que la commande soit faite conformément aux dispositions de l'offre à commandes;
 - (b) que la responsabilité du Canada est limitée à celle qui découle des commandes subséquentes à l'offre à commandes passées pendant la période précisée dans l'offre à commandes;
 - (c) que le Canada a le droit d'acheter les services précisés dans l'offre à commandes au moyen de tout autre contrat, offre à commandes ou méthode d'approvisionnement;
 - (d) que l'offre à commandes ne peut être cédée ou transférée en tout ou en partie;
 - (e) que l'offre à commandes peut être mise de côté par le Canada en tout temps.

PO 2 RETRAIT ET RÉVISION

Si l'expert-conseil désire retirer son offre à commandes une fois que l'autorisation de passer des commandes subséquentes à une offre à commandes a été donnée, il doit donner à l'autorité contractante un avis écrit d'au moins trente (30) jours, à moins d'indication contraire dans l'offre à commandes. La période de trente (30) jours débutera à la date de réception de l'avis par l'autorité contractante, et le retrait sera en vigueur à compter de la date d'expiration de cette période. L'expert-conseil doit exécuter toutes commandes passées avant la date d'expiration de cette période.

La période de l'offre à commandes peut uniquement être prolongée, ou son utilisation augmentée, par l'autorité contractante au moyen d'une révision à l'offre à commandes faite par écrit.

PO 3 PÉRIODE DE L'OFFRE À COMMANDES

La période au cours de laquelle on pourra passer des commandes subséquentes dans le cadre de l'offre à commandes sera de [deux (2)] ans, à partir de la date de début identifiée de l'offre à commandes.

PO 4 LIMITE DES DÉPENSES POUR LES COMMANDES SUBSÉQUENTES

L'offre à commandes sera établie avec une limite maximale de dépenses de [1 000 000.00 \$] (taxes applicables comprises) pour chacune des commandes subséquentes. La limite des dépenses inclut les honoraires et les débours reliés à la commande subséquente.

PO 5 PROCÉDURES APPLICABLES AUX COMMANDES SUBSÉQUENTES Zone A

1. Les services seront commandés comme suit :

- a) Le Représentant du Ministère déterminera l'étendue des services à fournir. Pour chaque commande subséquente, on prendra en considération les experts-conseils selon un système automatisé de répartition. Ce système fera un suivi de toutes les commandes subséquentes attribuées à chaque expert-conseil et tiendra à jour un cumul de la valeur monétaire des contrats attribués. Le système établira, pour chaque expert-conseil, un pourcentage de répartition idéale du travail, fondé sur les éléments suivants : [60] % du travail confié à l'expert-conseil classé premier; [40] % pour l'expert-conseil classé deuxième. Dans l'éventualité que moins de deux (2) experts-conseils soient retenus, le % de travail à répartir sera distribué aux offrants retenus en utilisant la formule suivante:

$$\text{Le \% révisé de répartition} = \frac{\text{\% préétabli}}{100 \text{ moins le \% à répartir}} \times 100$$

L'expert-conseil qui aura obtenu le moins de travail par rapport à son pourcentage de répartition idéale établi en relation avec les autres expert-conseils sera retenu pour la commande suivante.

- b) On fournira l'étendue des services et l'expert-conseil présentera une proposition au Représentant du Ministère conformément aux tarifs horaires fixes établis dans l'offre à commandes. La proposition de l'expert-conseil comprendra la catégorie de personnel, le nom des employés et le nombre d'heures estimé ou nécessaire pour l'exécution des services, ainsi qu'un estimé, le cas échéant, des débours. Si pour des raisons hors de son contrôle, l'expert-conseil est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans sa soumission (pour donner suite à la demande d'offre à commandes), l'expert-conseil peut proposer un remplaçant qui possède au moins les mêmes qualifications et expérience selon l'avis du Canada. L'expert-conseil doit aviser l'autorité contractante de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualifications et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle de l'expert-conseil : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente. Si l'expert-conseil est incapable de fournir un remplaçant avec des qualités et une expérience similaire, le Canada pourrait mettre de côté l'offre à commandes.
- c) Pour les services d'un expert-conseil spécialisé non désigné ou pour une discipline non identifiée dans l'Offre à commandes, la proposition de l'expert-conseil comprendra la catégorie et le nom du personnel ainsi que leur(s) tarif(s) horaire(s) avec le nombre d'heures estimé ou nécessaire à l'expert-conseil spécialisé pour l'exécution de ces services. On établira des honoraires fixes ou, si ce n'est pas possible ou s'il ne convient pas de s'entendre sur des honoraires fixes, des honoraires à l'heure jusqu'à concurrence d'une limite.
- d) Pour la préparation des documents bilingues, l'expert-conseil doit estimer le nombre d'heures nécessaires et le multiplier par les tarifs horaires établis dans l'offre à commandes. Si on doit faire appel aux services d'un cabinet de traduction pour produire des documents bilingues, les frais correspondants seront considérés comme des débours.

- e) On établira des honoraires fixes ou, si ce n'est pas possible ou s'il ne convient pas de s'entendre sur des honoraires fixes, des honoraires à l'heure jusqu'à concurrence d'une limite, conformément aux tarifs horaires établis dans l'offre à commandes.
 - f) Au moment de la commande subséquente, TPSGC ne pressentira pas un détenteur d'Offre à commandes qui ne possède pas la cote de sécurité nécessaire mais plutôt l'expert-conseil qui la possède et qui est le plus loin de son pourcentage de répartition idéale du travail.
2. L'expert-conseil sera autorisé par écrit à fournir les services par l'autorité contractante qui établira une commande subséquente à l'offre à commandes.
 3. On doit discuter avec le Représentant du Ministère de tous les changements qu'on propose d'apporter à l'étendue des travaux; toutefois, ces changements ne pourront être autorisés qu'au moyen d'un modificatif établi par l'autorité contractante.

PO 5 PROCÉDURES APPLICABLES AUX COMMANDES SUBSÉQUENTES Zone B

1. Les services seront commandés comme suit :
 - a) Le Représentant du Ministère déterminera l'étendue des services à fournir. Pour chaque commande subséquente, on prendra en considération les experts-conseils selon un système automatisé de répartition. Ce système fera un suivi de toutes les commandes subséquentes attribuées à chaque expert-conseil et tiendra à jour un cumul de la valeur monétaire des contrats attribués. Le système établira, pour chaque expert-conseil, un pourcentage de répartition idéale du travail, fondé sur les éléments suivants : [42] % du travail confié à l'expert-conseil classé premier; [32] % pour l'expert-conseil classé deuxième; [26]% pour l'expert-conseil classé troisième . Dans l'éventualité que moins de trois (3) experts-conseils soient retenus, le % de travail à répartir sera distribué aux offrants retenus en utilisant la formule suivante:

$$\text{Le \% révisé de répartition} = \frac{\text{\% préétabli}}{100 \text{ moins le \% à répartir}} \times 100$$

L'expert-conseil qui aura obtenu le moins de travail par rapport à son pourcentage de répartition idéale établi en relation avec les autres expert-conseils sera retenu pour la commande suivante.
 - b) On fournira l'étendue des services et l'expert-conseil présentera une proposition au Représentant du Ministère conformément aux tarifs horaires fixes établis dans l'offre à commandes. La proposition de l'expert-conseil comprendra la catégorie de personnel, le nom des employés et le nombre d'heures estimé ou nécessaire pour l'exécution des services, ainsi qu'un estimé, le cas échéant, des débours. Si pour des raisons hors de son contrôle, l'expert-conseil est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans sa soumission (pour donner suite à la demande d'offre à commandes), l'expert-conseil peut proposer un remplaçant qui possède au moins les mêmes qualifications et expérience selon l'avis du Canada. L'expert-conseil doit aviser l'autorité contractante de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualifications et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle de l'expert-conseil : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement

- justifié ou la résiliation par manquement d'une entente. Si l'expert-conseil est incapable de fournir un remplaçant avec des qualités et une expérience similaire, le Canada pourrait mettre de côté l'offre à commandes.
- c) Pour les services d'un expert-conseil spécialisé non désigné ou pour une discipline non identifiée dans l'Offre à commandes, la proposition de l'expert-conseil comprendra la catégorie et le nom du personnel ainsi que leur(s) tarif(s) horaire(s) avec le nombre d'heures estimé ou nécessaire à l'expert-conseil spécialisé pour l'exécution de ces services. On établira des honoraires fixes ou, si ce n'est pas possible ou s'il ne convient pas de s'entendre sur des honoraires fixes, des honoraires à l'heure jusqu'à concurrence d'une limite.
- d) Pour la préparation des documents bilingues, l'expert-conseil doit estimer le nombre d'heures nécessaires et le multiplier par les tarifs horaires établis dans l'offre à commandes. Si on doit faire appel aux services d'un cabinet de traduction pour produire des documents bilingues, les frais correspondants seront considérés comme des débours.
- e) On établira des honoraires fixes ou, si ce n'est pas possible ou s'il ne convient pas de s'entendre sur des honoraires fixes, des honoraires à l'heure jusqu'à concurrence d'une limite, conformément aux tarifs horaires établis dans l'offre à commandes.
- f) Au moment de la commande subséquente, TPSGC ne pressentira pas un détenteur d'Offre à commandes qui ne possède pas la cote de sécurité nécessaire mais plutôt l'expert-conseil qui la possède et qui est le plus loin de son pourcentage de répartition idéale du travail.

PO 6 FACTURATION

1. Pour traiter rapidement les factures, il faudra reproduire les renseignements suivants sur chaque facture d'honoraires :
 - (a) Numéro du projet de TPSGC;
 - (b) Période de facturation et dates;
 - (c) Travaux effectués pour justifier la facture (brève description),
 - (d) Sommaire des coûts, comme suit :

Montant de la facture	(1) = Honoraires + taxes applicables =	Total
Total des factures précédentes	(2) = Honoraires + taxes applicables =	Total
Total facturé à ce jour	(1+2) = (3) = Honoraires + taxes applicables =	Total
Honoraires convenus	(4) = Honoraires + taxes applicables =	Total
Montant jusqu'à la fin des travaux	(4-3) = (5) Honoraires + taxes applicables =	Total
% des services réalisés à cette étape	(6)	
 - (e) Signature des fondés de pouvoirs de l'expert-conseil et date.
2. Joindre, à chaque facture portant sur des dépenses remboursables, l'original des factures pour toutes les dépenses dont on demande le remboursement (ou des copies lisibles, si on ne peut pas fournir d'originaux).
3. On se servira des directives données dans l'article 3.2 du Tariff of Fees de l'AIBC (voir le site Web à www.aibc.ca) pour le paiement des honoraires des étapes de service.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EZ899-140271/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

tpv026

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

TPV-3-36048

MODALITÉS ET CONDITIONS

0220DA	Conditions générales
0000DA	Conditions supplémentaires
9998DA	Modalités de paiement
9999DA	<i>Services de l'expert-conseil</i>
2000DA	Fixation des honoraires

0220DA**CONDITIONS GÉNÉRALES**

CG 1	Définitions
CG 2	Interprétations
CG 3	Sans objet
CG 4	Cession
CG 5	Indemnisation
CG 6	Avis
CG 7	Suspension
CG 8	Résiliation
CG 9	<i>Services retirés à l'expert-conseil</i>
CG 10	Registres que doit tenir l'expert-conseil
CG 11	Sécurité nationale ou ministérielle
CG 12	Droits de propriété intellectuelle
CG 13	Conflit d'intérêts et codes de valeurs et d'éthique pour la fonction publique
CG 14	Statut de l'expert-conseil
CG 15	Déclarations de l'expert-conseil
CG 16	Exigences en matière d'assurance
CG 17	Règlement des désaccords
CG 18	Modifications
CG 19	Totalité de l'entente
CG 20	Honoraires conditionnels
CG 21	Harcèlement en milieu de travail
CG 22	Taxes
CG 23	Changements dans l'équipe de l'expert-conseil
CG 24	Responsabilité conjointe et individuelle
CG 25	Sans objet
CG 26	Sanctions internationales
CG 27	Code de conduite et attestations - Offre à commandes et contrat

CG 1 Définitions

Autorité contractante: la partie identifiée à la première page et responsable de la mise en place de l'Offre à commandes, des modifications, de l'administration et des aspects contractuels de chaque commande subséquente;

Calendrier de projet : échéancier incluant l'ordonnancement des tâches, les dates jalons et les dates critiques qui doivent être respectés pour la mise en oeuvre des phases de planification, de conception et de construction du projet;

Canada, Couronne, Sa Majesté ou État : Sa Majesté la Reine du chef du *Canada*;

Contrat de construction : contrat passé entre le *Canada* et un *entrepreneur* relativement à la construction du projet;

Coût estimatif de construction : montant prévu du projet de construction exécuté par l'*entrepreneur*;

Coût estimatif total, coût estimatif révisé, augmentation (diminution) : à la page 1 du contrat ou modification au contrat signifie un montant utilisé à des fins administratives internes seulement qui comprend le *prix contractuel*, ou le *prix contractuel* révisé, ou le montant qui augmenterait ou diminuerait le *prix contractuel* et les *taxes applicables*, conformément à l'évaluation de l'*autorité contractante*; il ne s'agit pas d'une opinion fiscale de la part du *Canada*;

Documentation technique : comprend études, rapports, photographies, modèles physiques, relevés, dessins, devis, logiciels élaborés pour les besoins du projet, imprimés d'ordinateur, notes se rapportant à la conception, calculs, CDAO (documents relatifs à la conception et au dessin assistés par ordinateur) et autres données, renseignements et documents préparés, recueillis, calculés, dessinés ou produits ainsi que des guides de fonctionnement et d'entretien préparés ou colligés pour les besoins du projet;

Énoncé de projet ou cadre de référence : document qui décrit en détail les *services* devant être fournis par l'*expert-conseil* et peut inclure des informations générales sur le projet, l'étendue et l'échéancier des travaux, ainsi que des données spécifiques sur le site et la conception, pour permettre à l'*expert-conseil* d'amorcer son travail;

Entrepreneur : personne, entreprise ou société commerciale avec laquelle le *Canada* a passé ou entend passer un *contrat de construction*;

Expert-conseil : la partie identifiée dans l'Offre à commandes qui exécute les *services d'expert-conseil* précisés dans l'Offre à commandes et dans les commandes subséquentes et qui comprend l'agent ou l'employé de l'*expert-conseil*, que ce dernier désigne par écrit;

Expert-conseil spécialisé : architecte, ingénieur ou spécialiste autre que l'*expert-conseil*, engagé directement par le *Canada* ou, à la demande expresse de ce dernier, par l'*expert-conseil*;

Jours : jours civils continus, y compris les fins de semaine et les congés fériés légaux;

Médiation : processus de résolution des désaccords dans lequel une tierce partie neutre aide les parties en litige à négocier leur propre règlement;

Plafond du coût de construction : la partie des fonds affectés au projet qui ne doit pas être dépassée pour la construction du projet;

Plan des coûts : document dans lequel les coûts prévus sont répartis de façon détaillée entre les divers éléments du projet, tels que décrits dans l'*énoncé de projet* ou le *cadre de référence*;

Prix adjugé du contrat de construction : prix auquel le *contrat de construction* est adjugé à un *entrepreneur*;

Prix contractuel : désigne la somme mentionnée au contrat payable à l'*expert-conseil* pour les *services*, excluant les *taxes applicables*;

Représentant du Ministère : le fonctionnaire ou l'employé du Canada désigné par écrit à l'*expert-conseil* pour exercer les fonctions de *représentant du Ministère* aux termes de la commande subséquente;

Services : comprend les services fournis par l'*expert-conseil* et les services requis pour le projet inclus aux termes de l'Offre à commandes et des documents des commandes subséquentes;

Sous-expert-conseil : architecte, ingénieur ou autre spécialiste que l'*expert-conseil* a engagé pour fournir des *services* compris dans l'Offre à commandes ou pour les commandes subséquentes;

Taux d'escompte : le taux d'intérêt, fixé de temps à autre par la Banque du Canada, qui représente le taux minimum auquel elle consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements;

Taux d'escompte moyen : la moyenne arithmétique simple du *taux d'escompte* en vigueur chaque jour, à 16 h, heure de l'Est, pour le mois de calendrier immédiatement antérieur à la date de paiement;

Taxes applicables : la taxe sur les produits et services (TPS), la taxe de vente harmonisée (TVH) et toute taxe provinciale payable par le *Canada* selon la loi, tel que la taxe de vente du Québec (TVQ) à compter du 1er avril 2013.

CG 2 Interprétations

1. Selon le contexte, le singulier comprend le pluriel et vice versa;
2. Les titres ou notes ne font pas partie de l'Offre à commandes ni ne doivent servir à son interprétation;
3. « Dans les présentes », « par les présentes », « en vertu des présentes » et autres expressions semblables renvoient à l'ensemble de l'Offre à commandes et non à une section ou partie de celle-ci.

CG 3 Sans objet

CG 4 Cession

1. L'*expert-conseil* ne peut ni en partie ni en totalité céder une commande subséquente sans le consentement préalable du *Canada*.
2. La cession des présentes sans le consentement précité ne libère l'*expert-conseil* ou le cessionnaire d'aucunes des obligations que lui impose une commande subséquente et n'impose aucune responsabilité au *Canada*.

CG 5 Indemnisation

1. L'*expert-conseil* tient le *Canada*, ses employés et ses agents, indemnes et à couvert des pertes liées aux erreurs, omissions ou aux actes de négligence de l'*expert-conseil*, de ses employés ou de ses agents dans l'exécution des commandes subséquentes à l'Offre à commandes.
2. L'obligation de l'*expert-conseil* d'indemniser ou de rembourser le *Canada* en vertu de l'Offre à commandes n'empêche pas celui-ci d'exercer tout droit que lui confère la loi.

CG 6 Avis

1. Quand l'Offre à commandes exige que l'une des parties donne un avis, une directive, un consentement ou toute autre indication ou présente une demande ou rende une décision, la communication se fait par écrit et elle est réputée avoir été transmise,
 - (a) si elle est transmise en mains propres, le jour de la livraison;
 - (b) si elle est envoyée par courrier recommandé, lorsque l'autre partie en accuse réception;
 - (c) si elle est envoyée par télécopieur ou autre moyen de communication électronique, un jour ouvrable après la transmission.
2. L'adresse des parties ou de la personne autorisée à recevoir les avis peut être changée par avis donné en conformité avec la présente disposition.

CG 7 Suspension

1. Le *représentant du Ministère* peut demander à l'*expert-conseil* de suspendre la prestation de la totalité ou d'une partie des *services* pour une durée déterminée ou indéterminée.
2. Si la suspension ne dépasse pas soixante (60) *jours* et si, ajoutée à d'autres suspensions, elle ne dépasse pas quatre-vingt-dix (90) *jours*, l'*expert-conseil* reprend, à l'expiration de cette suspension, la prestation des *services* en conformité avec l'Offre à commandes et la commande subséquente applicable, sous réserve de toute entente concernant la révision du calendrier du projet, comme il est précisé dans l'article SE 3 de la clause 9999DA, Services de l'expert-conseil.
3. Si la suspension dépasse soixante (60) *jours* ou, lorsqu'ajoutée à d'autres suspensions, dépasse quatre-vingt-dix (90) *jours* et :
 - (a) le *représentant du Ministère* et l'*expert-conseil* conviennent de la reprise des *services*, l'*expert-conseil* en reprend la prestation, sous réserve des conditions convenues avec le *représentant du Ministère* ou
 - (b) le *représentant du Ministère* et l'*expert-conseil* ne s'entendent pas sur la reprise des *services*, le *Canada* résiliera la commande subséquente par avis donné à l'*expert-conseil*, conformément à l'article CG 8.
4. Les frais de suspension reliés à cette clause sont couverts à l'article MP 8 de la clause 9998DA, Modalités de paiement.

CG 8 Résiliation

Le *Canada* peut résilier, à sa seule et entière discrétion, une commande subséquente en tout temps et les honoraires versés à l'*expert-conseil* sont établis en conformité avec les dispositions pertinentes de l'article MP 9 de la clause 9998DA, Modalités de paiement.

CG 9 Services retirés à l'expert-conseil

1. Le Canada peut retirer à l'*expert-conseil* la totalité ou une partie des *services* et prendre les moyens nécessaires qu'il considère raisonnables pour en assurer la prestation si :
 - (a) l'*expert-conseil* est devenu insolvable ou a commis un acte de faillite, et n'a pas fait une proposition aux créanciers de l'*expert-conseil*, ni présenté un avis d'intention de faire une telle proposition en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*; ou
 - (b) l'*expert-conseil* ne remplit pas l'une ou l'autre des obligations précisées dans l'Offre à commandes ou dans l'une des commandes subséquentes ou si, de l'avis du Canada, la prestation des *services* laisse tellement à désirer que l'*expert-conseil* risque de ne pas être en mesure de respecter les modalités de l'Offre à commandes ou de ses commandes subséquentes.
2. Si l'*expert-conseil* qui est devenu insolvable ou qui a commis un acte de faillite, a soit fait une proposition aux créanciers de l'*expert-conseil*, soit présenté un avis d'intention d'en faire une conformément à la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, il doit immédiatement donner copie de la proposition ou de l'avis d'intention à l'*autorité contractante*.
3. Avant que la totalité ou une partie des *services* ne soit retirée à l'*expert-conseil*, en conformité avec l'article CG 9.1(b), le *représentant du Ministère* avise l'*expert-conseil* et peut exiger que des mesures soient prises pour corriger la situation. Si, quatorze (14) *jours* après réception d'un avis la situation n'est pas corrigée ou si des mesures correctives ne sont pas prises, le Canada peut, sur avis, sans limiter tout autre droit ou recours, retirer en totalité ou en partie les *services* à l'*expert-conseil*.
4. Si la totalité ou une partie des *services* lui est retirée, l'*expert-conseil* est tenu, sur demande, d'indemniser le *Canada* de la totalité des pertes et dommages qu'il aura subis en raison de l'inexécution des *services*.
5. Si l'*expert-conseil* n'indemnise pas le *Canada* sur demande des pertes ou dommages visés à l'article CG 9.4, celui-ci pourra déduire et retenir le montant de ces pertes ou dommages de toute somme qu'il lui doit.
6. Si les *services* sont retirés à l'*expert-conseil* en conformité avec les articles CG 9.1(b) et CG 9.3, le montant visé à l'article CG 9.5 sera conservé dans le Trésor jusqu'à ce qu'il y ait entente entre les parties ou qu'une décision juridique soit rendue. La somme totale ou partielle qui sera due à l'*expert-conseil* lui sera alors remboursée, avec intérêts comptés à partir de la date d'échéance mentionnée à l'article MP 2 de la clause 9998DA, Modalités de paiement, et selon les dispositions de l'entente.
7. Le retrait de la totalité ou d'une partie des *services* n'a pas pour effet de libérer l'*expert-conseil* des obligations qui lui sont imposées par l'Offre à commandes, les commandes subséquentes ou la loi relativement à la totalité ou une partie des *services* qu'il a déjà fournis.

CG 10 Registres que doit tenir l'expert-conseil

1. Le temps imputé et l'exactitude du système d'enregistrement du temps de l'*expert-conseil*, avant ou après le versement du paiement à ce dernier en vertu des modalités de la commande subséquente, pourront être vérifiés par le *représentant du Ministère*.

2. L'*expert-conseil* tient un registre exact de feuilles de temps et des coûts engagés et, si la chose est nécessaire aux fins de l'Offre à commandes, il permet au *représentant du Ministère* de les consulter, d'en faire des copies et d'en noter des extraits.
3. Dès que la demande lui est faite, l'*expert-conseil* fournit des locaux où seront effectuées la vérification et l'inspection de ses registres et il communique au *représentant du Ministère* les renseignements qui peuvent être exigés de temps à autre relativement aux documents visés par l'article CG 10.2.
4. L'*expert-conseil* devra, sauf directives contraires, conserver les feuilles de temps et les registres des coûts à des fins de vérification et d'inspection pendant au moins deux (2) ans après l'achèvement des *services*.
5. Dans le cas où l'on effectue la vérification après le paiement par le Canada, l'*expert-conseil* s'engage à rembourser le trop-payé dès que la demande lui sera faite.

CG 11 Sécurité nationale ou ministérielle

1. Si le *représentant du Ministère* est d'avis que le projet est d'une classe ou d'une sorte qui met en jeu la sécurité nationale ou ministérielle, l'*expert-conseil* pourrait devoir :
 - (a) fournir tout renseignement sur les personnes engagées pour les besoins de l'Offre à commandes, à moins que la loi ne l'interdise;
 - (b) retirer une personne du projet et du chantier si cette personne ne peut satisfaire aux normes de sécurité prescrites; et
 - (c) conserver la *documentation technique* du projet qu'il a en sa possession, de la façon précisée par le *représentant du Ministère*.
2. Sans égard aux exigences de l'article CG 12, si le projet est d'une classe ou d'une sorte qui met en jeu la sécurité nationale ou ministérielle, l'*expert-conseil* ne doit pas utiliser, publier, montrer ou détruire la *documentation technique* du projet sans le consentement écrit du *représentant du Ministère*.

CG 12 Droits de propriété intellectuelle

1. Définitions

« Renseignements de base » : ensemble des résultats techniques qui ne sont pas originaux et qui constituent des renseignements exclusifs ou confidentiels pour l'*expert-conseil* ou ses *sous-experts-conseils*, ou encore pour toute autre entité à laquelle l'*expert-conseil* fait appel dans l'exécution des *services*.

« Renseignements originaux » : toute invention d'abord conçue, développée ou mise en pratique dans le cadre des *services* et tous les autres résultats techniques conçus, développés, produits ou mis en oeuvre dans le cadre de ces *services*.

« Droits de propriété intellectuelle » : tous les droits de propriété intellectuelle reconnus par la loi, y compris le droit de propriété intellectuelle protégé par les lois (par exemple le droit d'auteur, les brevets, la conception industrielle ou la topographie des circuits intégrés) ou

découlant de la protection de l'information à titre de secret de commerce ou d'information confidentielle.

« Invention » : tout art, processus, machine, procédé de fabrication ou matière de composition nouveau et utile, ou encore toutes les améliorations nouvelles et utiles apportées à tout art, processus, machine, procédé de fabrication ou matière de composition, brevetable ou non; sans limiter la portée générale de ce qui précède, ce terme comprend les systèmes uniques de conception et de construction.

« Résultats techniques » : (i) toute l'information à caractère scientifique, technique ou artistique relativement aux *services*, présentée de vive voix ou enregistrée sous quelque forme ou sur quelque support que ce soit et assujettie ou non à du droit d'auteur, y compris, sans nécessairement s'y limiter, les inventions, travaux de conception, méthodes, rapports, photographies, maquettes, relevés, dessins et caractéristiques élaborés pour le projet; (ii) les imprimés informatiques, notes de conception, calculs, fichiers de CDAO (conception et dessin assistés par ordinateur) et autres données, renseignements et documents préparés, calculés, dessinés ou produits dans le cadre du projet; (iii) les guides de fonctionnement et d'entretien préparés ou réunis pour le projet; (iv) tous les immeubles, ouvrages bâtis, structures et installations aménagés dans le cadre du projet. Les résultats techniques ne comprennent pas les données se rapportant à l'administration de l'Offre à commandes et/ou de la commande subséquente par le *Canada* ou *l'expert-conseil*, par exemple les renseignements financiers ou gestionnels internes, sauf s'il s'agit d'un document à présenter en vertu des conditions de l'Offre à commandes et/ou de la commande subséquente.

2. Désignation et divulgation de tous renseignements originaux

L'expert-conseil doit :

- a) rendre compte rapidement et divulguer intégralement au Canada tous les renseignements originaux pouvant constituer des inventions; en plus de lui rendre compte et de lui divulguer intégralement tous autres renseignements originaux au plus tard à la date de la fin des *services* ou à toute autre date antérieure que le Canada ou l'Offre à commandes et/ou la commande subséquente pourra exiger;
- b) préciser, pour chaque renseignement divulgué visé en a) ci-dessus, les noms de tous les *experts-conseils* à tous les niveaux, le cas échéant, auxquels les droits de propriété intellectuelle sur des renseignements originaux sont ou seront dévolus.

Avant et après le paiement final des comptes de *l'expert-conseil*, le Canada aura le droit d'examiner tous les dossiers et toutes les données justificatives de *l'expert-conseil* qu'il jugera raisonnablement pertinents pour la désignation de renseignements originaux.

3. Droits de propriété intellectuelle dévolus à *l'expert-conseil*

Sous réserve des articles CG 12.10 et CG 12.11 et des dispositions de l'article CG 11 (Sécurité nationale ou ministérielle), et sans modifier les droits de propriété intellectuelle ou les intérêts visés par les présentes et existant avant la conclusion de l'Offre à commandes et/ou de la commande subséquente, ou encore se rapportant à des renseignements ou à des données fournis par le *Canada* pour l'application de l'Offre à commandes et/ou de la commande subséquente, tous les droits de propriété intellectuelle sur des renseignements originaux seront, dès qu'ils existeront, dévolus à *l'expert-conseil*, qui en restera propriétaire.

4. Droits de propriété sur les biens et les *services* à fournir

Sans égard aux droits de propriété intellectuelle appartenant à *l'expert-conseil* sur tous les renseignements originaux constituant un prototype, un ouvrage bâti, un immeuble, une structure, une installation, une maquette ou un système ou un bien d'équipement sur mesure ou personnalisé, de même que sur les manuels connexes et sur les autres documents et outils de fonctionnement et d'entretien, le *Canada* aura des droits illimités sur la propriété de ces biens et *services*, y compris le droit de les mettre à la disposition du grand public, moyennant des frais ou autrement, et le droit de les vendre.

5. Licence sur les renseignements originaux

Sans limiter la portée de toutes les licences implicites qui pourraient normalement revenir au *Canada* et pour tenir compte de la participation de ce dernier au coût du développement des renseignements originaux, *l'expert-conseil* lui concède par les présentes une licence non exclusive, permanente, irrévocable, mondiale, entièrement acquittée et sans redevance pour l'exercice de tous les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux dévolus à *l'expert-conseil* conformément à l'article CG 12.3, pour :

- a) la construction ou la mise en oeuvre des immeubles, ouvrages bâtis, structures et installations envisagés dans le cadre du projet;
- b) le développement, la modification ou le perfectionnement continu de toute partie du projet construit ou mis en oeuvre, y compris l'achat des matériaux et des composants à cette fin;
- c) le développement, la modification (y compris les éléments ajoutés ou supprimés), l'achèvement, la traduction ou la mise en oeuvre continus des renseignements originaux et de tous les éléments qui y sont ajoutés selon les exigences du *Canada* pour l'achèvement, l'utilisation et l'évolution ultérieure du projet;
- d) l'utilisation, l'occupation, le fonctionnement, l'exploitation, l'entretien, la réparation ou la restauration du projet construit, mis en oeuvre ou modifié par la suite, y compris l'achat des matériaux et des composants de rechange nécessaires à cette fin;
- e) la publication et la transmission de reproductions du projet ou de toute partie de ce projet sous la forme de peintures, de dessins, de gravures, de photographies ou d'ouvrages cinématographiques, à l'intention du grand public, sur support imprimé ou électronique ou par d'autres moyens, à l'exception des copies de dessins ou de plans d'architecture.

6. Licence sur les renseignements originaux pour d'autres projets

L'expert-conseil concède par les présentes au *Canada* une licence non exclusive, permanente, mondiale et irrévocable qui lui permettra d'exercer tous les droits de propriété intellectuelle dévolus à *l'expert-conseil* conformément à l'alinéa CG 12.3, pour la planification, la conception, la construction ou la mise en oeuvre d'un projet distinct du projet visé, de même que pour toutes les fins exprimées à l'alinéa CG 12.5 en ce qui a trait à cet autre projet. Dans l'éventualité où le *Canada* exerce ces droits de propriété intellectuelle dans le cadre d'un autre projet, et à la condition qu'il n'ait pas déjà de droits équivalents dans le cadre d'un contrat antérieur ou autrement, ce dernier s'engage à verser à *l'expert-conseil* une indemnité raisonnable, calculée conformément à la pratique actuelle dans l'industrie et tenant compte de la participation du

Canada au coût du développement des renseignements originaux. *L'expert-conseil* devra s'assurer que dans la vente, la cession, le transfert ou la concession sous licence des droits de propriété intellectuelle qui lui sont dévolus en vertu de l'Offre à commandes et/ou de la commande subséquente, l'acheteur, le cessionnaire, le bénéficiaire du transfert ou le titulaire de la licence s'engage à respecter les clauses de cet article et à accepter de verser une indemnité raisonnable selon les modalités définies dans les présentes. *L'expert-conseil* devra aussi s'assurer que cet acheteur, ce cessionnaire, ce bénéficiaire ou ce titulaire des droits de propriété intellectuelle est obligé d'imposer les mêmes obligations aux autres acheteurs, cessionnaires, bénéficiaires ou titulaires par la suite.

7. Licence pour les renseignements de base

Sans limiter toute licence implicite qui pourrait normalement revenir au *Canada*, *l'expert-conseil* concède par les présentes à ce dernier une licence non exclusive, perpétuelle, irrévocable, mondiale, entièrement acquittée et sans redevance pour exercer les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements de base intégrés dans les *services* ou nécessaire à l'exécution des *services*, selon le cas :

- a) pour les fins visées dans les articles CG 12.5 et CG 12.6;
- b) pour la divulgation de l'information à tout entrepreneur auquel fait appel le *Canada* ou au soumissionnaire pour un tel contrat, et à utiliser uniquement pour une des fins exprimées dans les articles CG 12.5 et CG 12.6.

L'expert-conseil s'engage à mettre à la disposition du *Canada*, sur demande, ces renseignements de base.

8. Droit du *Canada* de divulguer et de concéder sous licence

L'expert-conseil reconnaît que le *Canada* pourra éventuellement attribuer des contrats, dans le cadre d'un processus de mise en concurrence, pour l'une quelconque des fins définies dans les articles CG 12.5, CG 12.6 et CG 12.7. Il est entendu avec *l'expert-conseil* que la licence du *Canada* en ce qui a trait aux droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux et les renseignements de base comprend le droit de divulguer ces renseignements aux soumissionnaires pour ces contrats et de les concéder sous licence ou d'autoriser les entrepreneurs ou les experts-conseils auxquels le *Canada* fait appel pour exécuter ces contrats à les utiliser.

9. Droit de *l'expert-conseil* de concéder des licences

- a) *L'expert-conseil* déclare et garantit qu'il a obtenu ou qu'il obtiendra sans tarder le droit de concéder au *Canada* une licence lui permettant d'exercer les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux et les renseignements de base conformément aux exigences de l'Offre à commandes et/ou de la commande subséquente.
- b) Dans les cas où les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux ou les renseignements de base appartiennent à un *sous-expert-conseil*, *l'expert-conseil* devra se faire délivrer, par ce *sous-expert-conseil*, une licence lui permettant de respecter les articles CG 12.5, CG 12.6 et CG 12.7 ou devra prendre des dispositions pour que ce *sous-expert-conseil* transfère directement au *Canada* les mêmes droits, en signant le formulaire prévu à cette fin par le *Canada*, au plus tard à la date à laquelle

ces renseignements originaux et ces renseignements de base sont divulgués au *Canada*.

10. Secrets de commerce et information confidentielle

L'expert-conseil ne devra pas utiliser ni intégrer de secrets de commerce ou d'information confidentielle dans les renseignements originaux ou les renseignements de base utilisés ou créés dans l'exécution de l'Offre à commandes et/ou de la commande subséquente.

11. Information fournie par le *Canada*

- a) Dans les cas où les *services* consistent à préparer une compilation à partir de l'information fournie par le *Canada*, les droits de propriété intellectuelle dévolus en vertu de l'alinéa CG 12.3 seront restreints aux droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux qui peuvent être exploités sans qu'on se serve de l'information fournie par le *Canada*. Tous les droits de propriété intellectuelle sur des compilations dont les renseignements originaux ne peuvent pas être exploités sans qu'on se serve de l'information fournie par le *Canada* reviendront à ce dernier. Il est entendu avec *l'expert-conseil* qu'il ne devra pas utiliser ni divulguer d'information fournie par le *Canada* pour d'autres fins que l'exécution des *services*. *L'expert-conseil* devra respecter le caractère confidentiel de cette information. Sauf disposition expresse contraire de l'Offre à commandes et/ou de la commande subséquente, *l'expert-conseil* devra remettre au *Canada* toute cette information, avec chaque copie, ébauche, document de travail et note renfermant cette information, à la date de cessation ou de résiliation de l'Offre à commandes et/ou de la commande subséquente, ou à toute autre date antérieure que le *Canada* pourra fixer.
- b) Si *l'expert-conseil* souhaite utiliser l'information fournie par le *Canada* dans le cadre de l'Offre à commandes et/ou de la commande subséquente pour l'exploitation commerciale ou de développement continu des renseignements originaux, il pourra demander par écrit au *Canada* une licence lui permettant d'exercer les droits de propriété intellectuelle nécessaires sur l'information fournie par le *Canada*. *L'expert-conseil* devra fournir au *Canada* des explications quant aux raisons pour lesquelles cette licence est nécessaire. Si le *Canada* est d'accord pour concéder cette licence, elle le sera selon des clauses à négocier entre les parties, y compris le paiement d'une indemnité au *Canada*.

12. Transfert des droits de propriété intellectuelle

- a) Si le *Canada* reprend, en totalité ou en partie, les *services* confiés à *l'expert-conseil* conformément à l'article CG 9 des Conditions générales ou que *l'expert-conseil* ne divulgue pas les renseignements originaux conformément à l'article CG 12.2, le *Canada* pourra, en lui donnant un préavis raisonnable, l'obliger à divulguer tous les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux non fournis. Les droits de propriété intellectuelle à transférer devront comprendre les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux qui ont été ou qui seront dévolus à un *sous-expert-conseil*. Dans le cas des droits de propriété intellectuelle sur des renseignements originaux qui ont été vendus ou cédés à une partie distincte d'un *sous-expert-conseil*, *l'expert-conseil* ne sera pas obligé de transférer lesdits droits au *Canada*, mais devra lui verser sur demande une somme égale à la contrepartie touchée par *l'expert-conseil* au titre de la vente ou de la cession des droits de propriété intellectuelle sur ces renseignements originaux ou, dans les cas où la vente ou la

cession n'a pas été conclue sans lien de dépendance, la juste valeur marchande des droits de propriété intellectuelle sur ces renseignements originaux, dans chaque cas, y compris la valeur des redevances ou des droits de licence à venir.

- b) Dans l'éventualité où le Canada lui adresse le préavis visé à l'alinéa a), *l'expert-conseil* devra, à ses frais et sans tarder, signer les actes de transfert ou les autres documents se rapportant au titre de propriété sur les droits de propriété intellectuelle que le *Canada* pourra exiger et devra, aux frais du *Canada*, apporter au Canada toute l'aide raisonnable dans la préparation des demandes et dans l'exécution en justice de toutes les demandes de droits de propriété intellectuelle ou de tout enregistrement de ces droits dans toute province ou dans tout territoire, y compris, sans nécessairement s'y limiter, l'aide de l'inventeur, dans le cas des inventions.
- c) Tant que *l'expert-conseil* n'aura pas fini de rendre les *services* et qu'il n'aura pas divulgué tous les renseignements originaux conformément à l'article CG 12.2, et sous réserve des dispositions de l'article CG 11 (Sécurité nationale ou ministérielle), *l'expert-conseil* ne devra pas, sans l'autorisation écrite préalable du Canada, vendre, céder, ni transférer autrement le titre sur les droits de propriété intellectuelle relatifs à ces renseignements originaux, ni concéder sous licence les droits de propriété intellectuelle sur ces renseignements originaux à qui que ce soit, ni l'autoriser autrement à utiliser ces droits.
- d) Dans la vente, la cession, le transfert ou la concession sous licence des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux par *l'expert-conseil*, sauf la vente ou la concession sous licence de ces droits pour l'utilisation finale d'un produit à partir des renseignements originaux, *l'expert-conseil* devra imposer à l'autre partie la totalité de ces obligations envers le *Canada* relativement aux droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux et toutes les restrictions exprimées dans l'Offre à commandes et/ou la commande subséquente quant à l'utilisation ou à la cession des droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux (et, le cas échéant, sur les renseignements originaux eux-mêmes), y compris l'obligation d'imposer les mêmes obligations et restrictions à tous les cessionnaires, titulaires de licence ou bénéficiaires de transfert par la suite. *L'expert-conseil* devra faire connaître rapidement au *Canada* le nom, l'adresse et les autres renseignements pertinents se rapportant à des cessionnaires, à des titulaires de licence ou à des bénéficiaires de transfert.

CG 13 Conflit d'intérêts et codes de valeurs et d'éthique pour la fonction publique

1. *L'expert-conseil* déclare qu'il ne possède aucun intérêt financier dans l'entreprise d'une tierce partie qui pourrait donner ou sembler donner lieu à un conflit d'intérêts relativement à la prestation des services. S'il acquiert un tel intérêt avant l'expiration de l'Offre à commandes, il le divulguera immédiatement au *représentant du Ministère*.
2. *L'expert-conseil* ne peut faire exécuter aucune vérification ou étude par une personne, entreprise ou société commerciale qui pourrait avoir un intérêt financier direct ou indirect dans les résultats de la vérification ou de l'étude.
3. *L'expert-conseil* ne peut présenter directement ou indirectement aucune soumission à l'égard d'un *contrat de construction* lié au projet.
4. L'expert-conseil reconnaît que les personnes qui sont assujetties aux dispositions de la Loi sur les conflits d'intérêts, 2006, ch. 9, art. 2, du Code régissant la conduite des titulaires de charge

publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat, du Code de valeurs et d'éthique de la fonction publique ou tout autre code de valeur et d'éthique en vigueur au sein d'organismes spécifiques ne peuvent bénéficier directement de l'Offre à commandes ou des commandes subséquentes.

5.
 - a) L'expert-conseil ne pourra participer, à titre d'expert-conseil ou de sous-expert-conseil, à un projet pouvant découler des services si l'expert-conseil participe à l'élaboration d'un Énoncé de projet ou cadre de référence, d'une Demande de proposition ou d'autres documents comparables pour ce projet.
 - b) L'expert-conseil qui fournit certains services préparatoires (par ex. études, analyses, avant-projet) n'impliquant pas l'élaboration d'un Énoncé de projet ou cadre de référence, d'une Demande de proposition ou d'autres documents comparables pour ce projet peut participer, à titre d'expert-conseil ou de sous-expert-conseil, à un projet pouvant découler des services ainsi offerts. L'expérience acquise par l'expert-conseil qui n'a fourni que les services préparatoires et dont la documentation / l'information est à la disposition des autres soumissionnaires, ne sera pas considérée par le Canada comme un avantage indu en faveur de l'expert-conseil ou créant un conflit d'intérêts.

CG 14 Statut de l'expert-conseil

L'expert-conseil est retenu à titre d'entrepreneur indépendant engagé par le Canada pour exécuter les services. Rien dans l'Offre à commandes par l'entremise d'une commande subséquente n'a pour objet de créer un partenariat, une coentreprise ou mandat entre le Canada et l'autre ou les autres parties. L'expert-conseil ne doit se présenter à quiconque comme un agent ou un représentant du Canada. Ni l'expert-conseil ni ses employés ne constituent des employés, des préposés ou des mandataires du Canada. L'expert-conseil doit effectuer toutes les déductions et tous les versements exigés par la loi relativement à ses employés.

CG 15 Déclarations de l'expert-conseil

L'expert-conseil déclare ce qui suit :

- (a) d'après les renseignements donnés à l'égard des *services* requis par l'Offre à commandes, il a reçu du *représentant du Ministère* suffisamment de renseignements pour lui permettre d'exécuter de façon satisfaisante les *services* requis aux termes de l'Offre à commandes. De plus, il possède les permis requis et les qualifications professionnelles ainsi que les connaissances, les aptitudes et l'habileté requises pour fournir ces *services*; et
- (b) il s'engage à fournir des *services* de qualité, conformément aux normes et critères professionnels généralement reconnus.

CG 16 Exigences en matière d'assurance

1. Généralités

- a) L'expert-conseil veille à ce que la couverture d'assurance responsabilité requise est en place pour assurer l'expert-conseil et les membres de son équipe et doit maintenir toutes les polices d'assurance exigées dans la présente.

- b) L'expert-conseil doit fournir à l'agent de négociation des contrats, à la demande de celui-ci, un certificat d'assurance et/ou l'original ou une copie certifiée conforme de tous les contrats d'assurance maintenus par l'expert-conseil conformément aux dispositions incluses dans la présente.
- c) L'expert-conseil doit assumer le paiement de toutes sommes d'argent en règlement d'une réclamation.
- d) Il appartient à l'expert-conseil et aux membres de son équipe de souscrire, à leurs frais, à toute couverture d'assurance complémentaire qu'ils estiment nécessaire pour assurer leur propre protection ou pour exécuter leurs obligations.

2. Responsabilité civile générale

- a) Cette couverture d'assurance ne doit pas être inférieure à ce qui est prévu dans le formulaire BAC 2100, conformément à toute modification qui pourrait être apportée de temps à autre, mais elle doit être d'au moins 5 000 000 \$ pour chaque événement, avec un maximum annuel d'au moins 5 000 000 \$.
- b) La police doit couvrir l'expert-conseil et Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, en tant qu'assuré additionnel, pour ce qui est de la responsabilité découlant de la prestation des services.

3. Responsabilité professionnelle

- a) Le montant de la couverture d'assurance de la responsabilité professionnelle est celui qui est habituellement souscrit suivant la nature des services visés, mais il doit être d'au moins 1 000 000 \$ par réclamation et être en vigueur du début de la prestation des services jusqu'à l'expiration d'une période minimale de cinq (5) ans après la fin de la prestation des services.
- b) La police d'assurance responsabilité civile professionnelle de l'expert-conseil doit contenir les dispositions suivantes : « Avis de résiliation de la couverture d'assurance: L'assureur convient de donner, à l'autorité contractante, un préavis écrit d'au moins trente (30) jours avant de résilier la police d'assurance et avant d'apporter tout changement défavorable concernant la protection . »

CG 17 Règlement des désaccords

- 1. Dans le cas d'un désaccord concernant un aspect quelconque des services ou d'une directive donnée en application de l'Offre à commandes et des commandes subséquentes :
 - (a) l'expert-conseil peut donner un avis de désaccord au *représentant du Ministère*. Cet avis doit être donné promptement et comprend les détails du désaccord, tout changement de temps ou sommes demandées ainsi que la référence aux clauses pertinentes de l'Offre à commandes et de la commande subséquente;
 - (b) l'expert-conseil doit continuer d'exécuter les services, conformément aux directives du *représentant du Ministère*; et

-
- (c) *l'expert-conseil* et le *représentant du Ministère* essaient de résoudre le désaccord en négociant de bonne foi. Les négociations seront menées d'abord entre le représentant de *l'expert-conseil* responsable du projet et le *représentant du Ministère* et, ensuite, si nécessaire, entre un directeur de la firme d'*expert-conseil* et un gestionnaire senior du Ministère.
2. Le fait que *l'expert-conseil* continue d'exécuter les services conformément aux directives du *représentant du Ministère* ne compromet pas sa position sur le plan juridique advenant un différend relativement à l'entente.
3. S'il s'avère par la suite que les directives étaient erronées ou allaient à l'encontre de l'Offre à commandes ou la commande subséquente, le *Canada* assumera les honoraires de *l'expert-conseil* pour la mise à exécution de ces directives, y compris les coûts raisonnables découlant de quelconque changement(s), les coûts ayant été préalablement autorisés par le *représentant du Ministère*.
4. Les honoraires, dont il est fait mention à l'article CG 17.3 seront calculés selon les Modalités de paiement de l'Offre à commandes et de la commande subséquente.
5. Si le désaccord n'est pas réglé, *l'expert-conseil* peut présenter au *représentant du Ministère* une demande de décision écrite et le *représentant du Ministère* avise *l'expert-conseil* de la décision du Ministère dans les quatorze (14) jours de la réception de la demande de décision, en donnant les détails de la réponse et en indiquant les clauses pertinentes de l'Offre à commande ou de la commande subséquente.
6. Dans les quatorze (14) jours suivant la réception de la décision écrite du Ministère, *l'expert-conseil* doit avertir le *représentant du Ministère* de son acceptation ou de son rejet de la décision.
7. Si *l'expert-conseil* n'est pas satisfait de la décision du Ministère, *l'expert-conseil*, par écrit, peut demander au *représentant du Ministère* que le désaccord soit renvoyé à la *médiation*.
8. Si le désaccord est renvoyé à la *médiation*, la *médiation* sera menée avec l'aide d'un médiateur compétent et expérimenté, choisi par *l'expert-conseil*, à partir d'une liste de médiateurs présentée par le Canada, et, sauf en cas d'entente alternative entre les parties, les procédures de *médiation* du Ministère seront utilisées.
9. Les négociations engagées en application de l'Offre à commandes et de toutes commandes subséquentes, y compris celles menées pendant une *médiation*, sont sous toutes réserves.

CG 18 Modifications

Aucune correction ou modification de l'Offre à commandes et des commandes subséquentes ni dispense relative à ses dispositions n'est valide à moins d'avoir été convenue par écrit par l'expert-conseil et l'autorité contractante.

CG 19 Totalité de l'entente

L'Offre à commandes et la commande subséquente constituent l'entente complète et unique intervenue entre les parties et remplace toutes les négociations, communications ou autres ententes, écrites ou verbales, à moins qu'elles ne soient incorporées par renvoi à l'Offre à commande et/ou à la commande subséquente. Seuls les engagements, représentations, déclarations et conditions qui figurent à l'Offre à commandes et à la commande subséquente lient les parties.

CG 20 Honoraires conditionnels

L'expert-conseil atteste qu'il n'a pas versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, et convient de ne pas verser, directement ou indirectement, des honoraires conditionnels en rapport avec la soumission, la négociation ou l'obtention de l'Offre à commandes à toute personne autre qu'un employé de l'expert-conseil remplissant les fonctions habituelles liées à son poste. Dans le présent article, « honoraires conditionnels » signifie tout paiement ou autre forme de rémunération qui est subordonné au degré de succès ou calculé en fonction du degré de succès obtenu en rapport à la soumission, à la négociation ou à l'obtention de l'Offre à commandes et « personne » comprend tout individu qui est tenu de fournir au directeur une déclaration en vertu de l'article 5 de la Loi sur le lobbying, 1985, ch. 44 (4e suppl.).

CG 21 Harcèlement en milieu de travail

1. L'expert-conseil reconnaît la responsabilité du Canada d'assurer à ses employés un milieu de travail sain et exempt de harcèlement. On peut trouver sur le site Web du Conseil du Trésor une copie de la Politique sur la prévention et le règlement du harcèlement en milieu de travail du Conseil du Trésor, qui s'applique également à l'expert-conseil.
2. L'expert-conseil ne doit pas, en tant qu'individu, ou en tant qu'entité constituée ou non en personne morale, par l'entremise de ses employés ou de ses sous-experts-conseils, harceler, maltraiter, menacer ou intimider un employé, un expert-conseil ou un autre individu employé par le Canada ou travaillant sous contrat pour celui-ci, ou exercer une discrimination contre lui. L'expert-conseil sera informé par écrit de toute plainte et aura le droit de répondre par écrit. Après avoir reçu la réponse de l'expert-conseil, l'autorité contractante déterminera, à son entière discrétion, si la plainte est fondée et décidera de toute mesure à prendre.

CG 22 Taxes

1. Les ministères et organismes fédéraux doivent payer les taxes applicables.
2. Les taxes applicables seront payées par le Canada conformément aux dispositions sur la présentation de factures. Les taxes applicables doivent être indiquées séparément dans toutes les factures, ainsi que les numéros d'inscription correspondant émis par les autorités fiscales. Tous les articles détaxés, exonérés ou auxquels les taxes applicables ne s'appliquent pas doivent être identifiés comme tels sur toutes les factures. Il revient à l'expert-conseil de facturer les taxes applicables selon le taux approprié, conformément aux lois en vigueur. L'expert-conseil accepte de remettre aux autorités fiscales appropriées les sommes acquittées ou exigibles au titre de taxes applicables.
3. L'expert-conseil n'a pas droit aux exemptions fiscales dont jouit le Canada, comme pour le paiement des taxes de vente provinciales, sauf indication contraire de la loi. L'expert-conseil doit payer la taxe de vente provinciale, les taxes accessoires et toute taxe à la consommation qui s'appliquent sur les biens ou services taxables utilisés ou consommés dans le cadre de l'exécution du contrat (conformément aux lois en vigueur), y compris les matériaux incorporés dans des biens immobiliers.
4. Dans les cas où les taxes applicables, les droits de douane et les taxes d'accise sont compris dans le prix contractuel, ce dernier sera ajusté afin de tenir compte de toute augmentation ou diminution des taxes applicables, droits de douane et taxes d'accise qui se sera produite entre la présentation de la soumission et l'attribution du contrat. Toutefois, il n'y aura pas

d'ajustement relatif à toute modification pour augmenter le prix contractuel si un avis public assez détaillé de la modification a été donné avant la date de clôture de la soumission qui aurait pu permettre à l'expert-conseil de calculer les effets de cette modification.

5. Retenue d'impôt de 15 p. 100 - Agence du revenu du Canada

En vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu, 1985, ch. 1 (5e suppl.) et le Règlement de l'impôt sur le revenu, le Canada doit retenir 15 p. 100 du montant à payer à l'expert-conseil pour des services rendus au Canada si l'expert-conseil n'est pas un résident du Canada, à moins que ce dernier obtienne une exonération valide de l'Agence du revenu du Canada. Le montant retenu sera conservé dans un compte pour l'expert-conseil pour tout impôt à payer exigible par le Canada.

CG 23 Changements dans l'équipe de l'expert-conseil

1. Si l'entité ou la personne désignée dans la proposition de l'*expert-conseil* comme devant exécuter les *services* ou une partie de ceux-ci n'est pas en mesure de les exécuter ou de les achever, l'*expert-conseil* obtient l'assentiment du *représentant du ministère*, laquelle ne peut être refusée que pour des motifs valables, avant d'exécuter ou d'achever les *services* ou avant de conclure une entente avec une autre entité également qualifiée ou personne dans le but d'exécuter ou d'achever les *services*.
2. Aux fins de l'obtention de l'assentiment du *représentant du ministère* mentionnée au paragraphe 1) ci-dessus, l'*expert-conseil* donne un avis au *représentant du ministère* dans lequel il expose les éléments suivants :
 - (a) la raison pour laquelle l'entité ou la personne n'est pas en mesure d'exécuter les *services*;
 - (b) le nom, les compétences et l'expérience de l'entité ou de la personne proposée comme remplaçant;
 - (c) le cas échéant, établir que l'entité ou la personne proposée comme remplaçant détient l'autorisation de sécurité accordée par le *Canada*.
3. En aucun cas, l'*expert-conseil* ne permet l'exécution de toute partie des *services* par un remplaçant - entité ou personne - non autorisé, et le fait que le *représentant du Ministère* donne son assentiment en ce qui concerne le remplaçant - entité ou personne - ne dégage pas l'*expert-conseil* de sa responsabilité au titre de l'exécution des *services*.
4. Le *représentant du Ministère*, en conformité avec le pouvoir délégué par le Canada, peut ordonner à l'*expert-conseil* de retirer de l'équipe de l'*expert-conseil* tout remplaçant - entité ou personne - non autorisé, auquel cas l'*expert-conseil* retire immédiatement ce remplaçant - entité ou personne - de l'exécution des *services*, et, suivant les paragraphes 1. et 2., il doit désigner un autre remplaçant.
5. Le fait que le *représentant du Ministère* n'ordonne pas le retrait du remplaçant - entité ou personne - de l'exécution des *services* ne dégage pas l'*expert-conseil* de sa responsabilité au titre de l'exécution des *services*.

CG 24 Responsabilité conjointe et individuelle

Si, à n'importe quel moment, l'*expert-conseil* est constitué de plus d'une entité juridique, l'engagement de ces entités en vertu de l'Offre à commandes et/ou de la commande subséquente sera considéré comme conjoint et individuel et s'appliquera à chacune des entités. Si l'*expert-conseil* est ou devient une société de personnes ou une coentreprise, chaque entité juridique qui est ou qui devient membre de la société de personnes ou de la coentreprise ou de la société remplaçante est et continue d'être conjointement et individuellement responsable de l'exécution des *services* et de tous les engagements de l'*expert-conseil* en vertu de l'Offre à commandes et/ou de la commande subséquente, que cette entité cesse ou non d'être membre de la société de personnes, de la coentreprise ou de la société remplaçante.

CG 25 Sans objet

CG 26 Sanctions internationales

1. Les personnes au Canada et les Canadiens et les Canadiennes à l'étranger sont liées par les sanctions économiques imposées par le Canada. En conséquence, le gouvernement du Canada ne peut accepter la livraison d'aucun bien ou service provenant, directement ou indirectement, d'un ou plusieurs pays ou personnes assujettis aux sanctions économiques (<http://www.international.gc.ca/sanctions/index.aspx?lang=fra>).
2. L'expert-conseil ne doit pas fournir au gouvernement du Canada un bien ou un service assujetti aux sanctions économiques.
3. L'expert-conseil doit se conformer aux modifications apportées au règlement imposé pendant la période de la commande subséquente. L'expert-conseil doit immédiatement aviser le Canada s'il est dans l'impossibilité d'exécuter les services suite à l'imposition de sanctions à un pays ou à une personne ou l'ajout de biens ou des services à la liste des biens ou des services sanctionnés. Si les parties ne peuvent alors s'entendre sur un plan de redressement, la commande subséquente sera résiliée pour des raisons de commodité par le Canada conformément aux modalités et conditions de l'Offre à commandes et/ou de la commande subséquente.

CG 27 Code de conduite et attestations - Offre à commandes et contrat

1. L'expert-conseil s'engage à se conformer au Code de conduite pour l'approvisionnement (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/contexte-context-fra.html>) et à ses modalités. En plus de se conformer au Code de conduite pour l'approvisionnement, l'expert-conseil doit aussi se conformer aux modalités du présent article.
2. L'expert-conseil reconnaît aussi que, pour assurer l'équité, l'ouverture et la transparence du processus d'approvisionnement, la commission de certaines actions ou infractions pourra donner lieu à la mise de côté de l'offre à commandes par le Canada et à la résiliation pour manquement de tous contrats subséquents. Si l'expert-conseil a fait une fausse déclaration dans sa soumission, ne maintient pas à jour avec diligence les renseignements exigés par les présentes, ou si l'expert-conseil ou ses affiliés ne demeurent pas libres et quittes des actions ou condamnations ici précisées pendant la durée de l'offre à commandes, une telle fausse déclaration ou défaut de se conformer pourra donner lieu à la mise de côté de l'offre à commandes par le Canada et à la résiliation pour manquement de tous contrats subséquents. L'expert-conseil comprend qu'une résiliation pour manquement ne restreindra pas le droit du Canada d'exercer tout autre recours disponible à son égard, et convient de retourner immédiatement tout paiement anticipé.

3. Aux fins du présent article quiconque, incluant mais sans s'y limiter les organisations, personnes morales, sociétés, compagnies, sociétés de personnes, entreprises, associations de personnes, sociétés mères, filiales qu'elles soient en propriété exclusive ou non, individus et administrateurs, sont des affiliés à l'expert-conseil si

- a. l'expert-conseil ou l'affilié contrôle directement ou indirectement l'autre ou a le pouvoir de le faire, ou
- b. un tiers a le pouvoir de contrôler l'expert-conseil et l'affilié.

Les indices de contrôle comprennent, sans s'y limiter, une gestion ou une propriété interdépendante, l'identité d'intérêts des membres d'une famille, le partage d'installations et d'équipement, l'utilisation conjointe d'employés ou une entité créée suite aux actions ou aux condamnations précisées dans le présent article dont la gestion, la propriété ou les employés principaux sont les mêmes ou similaires, selon le cas.

4. L'expert-conseil doit diligemment tenir à jour la liste de noms en informant le Canada par écrit de tout changement survenant au cours de la période de l'offre à commandes et de la période d'exécution de tous contrats en découlant. Il doit également, lorsque la demande lui en est faite, fournir au Canada les formulaires de consentement correspondants.
5. L'expert-conseil atteste être informé, et que ses affiliés sont informés, du fait que le Canada pourra vérifier tous les renseignements fournis par l'expert-conseil, incluant les renseignements relatifs aux actions ou condamnations ici précisées, en faisant des recherches indépendantes, en utilisant des ressources du gouvernement ou en communiquant avec des tiers.
6. L'expert-conseil atteste que ni lui ni ses affiliés n'ont versé ni accepté de verser, directement ou indirectement, et qu'ils ne verseront pas, directement ou indirectement, des honoraires conditionnels à un particulier pour la sollicitation, la négociation ou l'obtention d'une offre à commandes ainsi que de tous contrats subséquents à l'offre à commandes, si le paiement de ces honoraires obligerait cette personne à faire une déclaration en application de l'article 5 de la Loi sur le lobbying.
7. L'expert-conseil atteste qu'aucune personne déclarée coupable de l'une des infractions ci-après énoncées sous a) ou b) ne recevra un avantage en vertu d'un contrat découlant de cette offre à commandes. De plus, l'expert-conseil atteste qu'à l'exception des infractions pour lesquelles ils ont obtenu un pardon ou une suspension de casier, ou pour lesquelles leurs droits ont été rétablis par le gouverneur en conseil, ni lui ni ses affiliés n'ont jamais été reconnus coupables d'une infraction visée par l'une des dispositions suivantes :
- a. l'alinéa 80(1)d (*Fausse inscription, faux certificat ou faux rapport*), le paragraphe 80(2) (*Fraude commise au détriment de Sa Majesté*) ou l'article 154.01 (*Fraude commise au détriment de Sa Majesté*) de la Loi sur la gestion des finances publiques, ou
 - b. l'article 121 (*Fraudes envers le gouvernement et Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale*), l'article 124 (*Achat ou vente d'une charge*), l'article 380 (*Fraude*) pour fraude commise au détriment de Sa Majesté ou l'article 418 (*Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté*), du Code criminel du Canada, ou
 - c. l'article 462.31 (*Recyclage des produits de la criminalité*) ou les articles 467.11 à 467.13 (*Participation aux activités d'une organisation criminelle*) du Code criminel du Canada, ou
 - d. l'article 45 (*Complot, accord ou arrangement entre concurrents*), l'article 46 (*Directives étrangères*), l'article 47 (*Truquage des offres*), l'article 49 (*Accords bancaires fixant les*

- intérêts, etc.), l'article 52 (Indications fausses ou trompeuses), l'article 53 (Documentation trompeuse) de la Loi sur la concurrence, ou*
- e. *l'article 239 (Déclarations fausses ou trompeuses) de la Loi de l'impôt sur le revenu, ou*
 - f. *l'article 327 (Déclarations fausses ou trompeuses) de la Loi sur la taxe d'accise, ou*
 - g. *l'article 3 (Corruption d'un agent public étranger) de la Loi sur la corruption d'agents publics étrangers, ou*
 - h. *l'article 5 (Trafic de substances), l'article 6 (Importation et exportation), ou l'article 7 (Production de substances) de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances.*

0000DA CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES**CS 1 Frais de déplacement et de subsistance**

- .1 Pour les projets situés en Colombie-Britannique (excluant l'île de Vancouver) et Yukon, les dépenses liées aux voyages liés à la prestation de services seront calculée à partir du bureau de Vancouver de TPSGC, 800, rue Burrard, Vancouver, BC V6Z 0B9 ou du bureau du consultant sur ??le site du projet, le plus rapproché.
- .2 Pour les projets situés sur l'île de Vancouver, les dépenses liées aux voyages associés avec la prestation de services sera calculatedfrom Victoria de TPSGC Bureau, 1230, rue Government, Victoria, BC V8W 3X4 ou de la le bureau de consultant pour le site du projet, celui qui est plus proche.
- .3 Tous les frais liés aux déplacements au sein de 50kms des emplacements ci-dessus seront inclus dans la structure de la rémunération horaire des consultants.

9998DA MODALITÉS DE PAIEMENT**MP 1 Honoraires**

1. Sous réserve des dispositions de l'Offre à commandes, le *Canada* s'engage à verser à l'*expert-conseil*, en contrepartie des *services*, un montant calculé en conformité avec les dispositions prévues pour les honoraires dans les présentes et dans la clause 2000DA.
2. Les honoraires de l'*expert-conseil* sont payables seulement lorsque l'*expert-conseil* a fourni les *services*, et que le *représentant du Ministère* l'a attesté. Le paiement d'honoraires portant sur l'exécution de *services* ou d'une partie de *services* n'est pas réputé constituer une renonciation par le *Canada* à son droit à un règlement judiciaire ou contractuel des coûts ou dépenses attribuables au défaut ou à la négligence de l'*expert-conseil*.
3. Le montant maximum payé en vertu d'une commande subséquente, y compris les honoraires et débours, ne peut être dépassé sans l'autorisation préalable écrite de l'*autorité contractante*.

MP 2 Montants versés à l'expert-conseil

1. L'*expert-conseil* peut recevoir un paiement proportionnel chaque mois ou à tout autre intervalle convenu, sous réserve des restrictions pertinentes et applicable à la commande subséquentes. Les paiements seront versés, au plus tard, à la date d'échéance. La date d'échéance sera le 30^e jour suivant la réception d'une facture acceptable.
2. Une « facture acceptable » est une facture remise au *représentant du Ministère* selon la formule convenue et accompagnée de détails et de documents suffisants pour en permettre la vérification. La facture en question doit aussi montrer séparément les montants suivants :
 - (a) le montant du paiement proportionnel réclamé pour les *services* rendus à la satisfaction du *représentant du Ministère*,
 - (b) le montant de toute taxe, calculé selon la législation en vigueur, et
 - (c) le montant total représentant la somme des montants décrits aux articles MP 2.2(a) et MP 2.2(b).
3. Le montant de la taxe que l'*expert-conseil* aura indiqué sur la facture sera payé par le *Canada* en plus du montant du paiement proportionnel réclamé pour les *services* fournis à la satisfaction du *représentant du Ministère*.
4. Si, dans les quinze (15) *jours* suivant la réception d'une facture, le *représentant du Ministère* avise l'*expert-conseil* d'une erreur ou de la nécessité d'obtenir d'autres renseignements, le paiement sera effectué dans les trente (30) *jours* suivants l'acceptation de la facture corrigée ou des renseignements exigés.
5. À la suite de la prestation des services précisés dans la commande subséquente, l'*expert-conseil* doit présenter une déclaration statutaire attestant qu'il s'est acquitté de toutes les obligations financières découlant des *services* qui lui ont été rendus ou qui ont été fournis pour son compte, en application de la commande subséquente.
6. À la suite d'un avis écrit par un *sous-expert-conseil* avec lequel l'*expert-conseil* a un contrat direct selon lequel un supposé paiement ne lui a pas été versé, le *représentant du Ministère*

fournit au *sous-expert-conseil* une copie du dernier paiement proportionnel approuvé, qui a été versé à l'*expert-conseil* pour la prestation des *services*.

7. À la suite de la prestation satisfaisante de tous les *services*, le montant exigible en vertu de la commande subséquente, déduction faite des paiements déjà effectués, est versé à l'*expert-conseil* dans les trente (30) *jours* suivant la réception d'une facture acceptable, accompagnée d'une déclaration statutaire, conformément à l'article MP 2.5.

MP 3 Paiement en retard

1. Si le *Canada* tarde à effectuer un paiement dû en vertu de l'article MP 2, l'*expert-conseil* est en droit de recevoir de l'intérêt sur le montant en souffrance pendant la période définie à l'article MP 3.2, y compris le jour précédent la date de paiement. La date de paiement est considérée comme étant la date du chèque remis en paiement du montant en souffrance. Un montant est en souffrance lorsqu'il est impayé le lendemain de la date d'échéance décrite à l'article MP 2.1.
2. Les intérêts sont payés automatiquement sur tous les montants impayés à la date d'échéance ou quinze (15) *jours* après que l'*expert-conseil* ait présenté une déclaration conforme à celle décrite aux articles MP 2.5 ou MP 2.7, selon le délai le plus long.
3. Le taux d'intérêt est le *taux d'escompte moyen* plus 3 p. 100 par année sur tout montant en souffrance en vertu de l'article MP 3.1.

MP 4 Obligations de l'*expert-conseil* et réclamations présentées contre lui

1. Le *Canada* peut, pour libérer l'*expert-conseil* de ses obligations légales et des réclamations légitimes présentées contre lui par un *sous-expert-conseil* avec lequel il a un contrat direct visant la fourniture de *services* pour lui-même ou pour son compte, verser directement à l'auteur de la réclamation un montant déduit des sommes exigibles et payables à l'*expert-conseil*.
2. Aux fins de l'article MP 4.1, la légitimité d'une réclamation doit être affirmée soit
 - (a) par un tribunal compétent; ou
 - (b) par un arbitre dûment nommé pour arbitrer la réclamation; ou
 - (c) par un avis écrit remis au *représentant du Ministère* et signé par l'*expert-conseil* qui en autorise le paiement.
3. Un paiement effectué en application de l'article MP 4.1 libère le *Canada* de ses obligations envers l'*expert-conseil* en vertu de la commande subséquente pertinente et sera déduit de toute somme payable à l'*expert-conseil* en vertu de toute autre commande subséquente non-finalisée.
4. L'article MP 4.1 ne s'applique qu'aux réclamations et obligations
 - (a) à l'égard desquelles un avis de réclamation indique le montant réclamé et le détail des *services* ou d'une partie des *services* pour lesquels le réclamant n'a pas été payé. L'avis écrit de réclamation doit être reçu par le *représentant du Ministère* avant le versement du dernier paiement à l'*expert-conseil* et dans les cent vingt (120) *jours* de la date à laquelle le réclamant

-
- (1) aurait dû être payé intégralement en application de l'entente qui le lie à l'*expert-conseil*, si la réclamation porte sur une somme qui devait légitimement être retenue à l'égard du réclamant; ou
 - (2) a fourni les derniers *services* prévus dans l'entente qui le lie à l'*expert-conseil*, si la réclamation ne porte pas sur la somme visée à l'article MP 4.4(a)(1), et
 - (b) les procédures visant à établir le droit au paiement des réclamations et obligations en cause à l'article MP 4.4(a) doivent être intentées dans l'année suivant la date de réception, par le *représentant du Ministère*, de l'avis prévu à l'article MP 4.4(a).
5. Sur réception d'un avis de réclamation prévu à l'article MP 4.4(a), le *Canada* peut retenir de toute somme due à l'*expert-conseil* en vertu de la commande subséquente la totalité ou une partie du montant réclamé.
 6. Le *représentant du Ministère* informe par écrit l'*expert-conseil* de la réception d'un avis de réclamation et de l'intention du *Canada* de retenir les fonds en vertu de l'article MP 4.5. L'*expert-conseil* peut dès lors et jusqu'à ce que le paiement soit effectué au réclamant, remettre au *Canada* une garantie acceptable d'un montant égal à la valeur de ladite réclamation. À la réception d'une telle garantie, le *Canada* verse à l'*expert-conseil* les fonds par ailleurs payables à celui-ci qui sont retenus en application de l'article MP 4.5.
 7. L'*expert-conseil* doit s'acquitter de ses obligations légales et des réclamations légitimes relatives aux *services* qui lui ont été fournis ou qui l'ont été pour son compte aux termes de l'Offre à commandes au moins chaque fois que le *Canada* doit s'acquitter de ses obligations envers l'*expert-conseil* en vertu de l'Offre à commandes.

MP 5 Non-paiement en cas d'erreurs ou d'omissions

L'*expert-conseil* n'a pas droit au paiement des frais engagés en vue de rectifier les erreurs et les omissions liées aux *services* et qui sont attribuables à lui-même, à ses employés ou mandataires ou à des personnes pour lesquelles il a assumé toute responsabilité relativement à la prestation des *services*.

MP 6 Paiement d'honoraires en cas de modifications et de révisions

1. Le paiement de tous les *services* additionnels ou réduits autorisés par le *représentant du Ministère* avant qu'ils ne soient fournis, et pour lesquels une base de paiement n'a pas encore été établi au moment de la passation de la commande subséquente, est un montant ou des montants déterminés par le représentant du Ministère, agissant de façon raisonnable, sous réserve des présentes Modalités de paiement.
2. Le paiement des *services* additionnels non désignés au moment de la passation de la commande subséquente est effectué uniquement dans la mesure où
 - (a) les *services* additionnels sont des *services* qui ne sont pas inclus dans les *services* énumérés dans la commande subséquente, et,
 - (b) les *services* additionnels sont requis pour des raisons indépendantes de la volonté de l'*expert-conseil*.

MP 7 Prolongation de délai

Si, et dans la mesure où, le délai d'exécution du *contrat de construction* n'est pas respecté ou est prolongé sans que l'*expert-conseil* ne soit en défaut selon l'opinion de *Canada*, le paiement des *services* requis pour cette période prolongée de l'administration du contrat sera sujet à un examen et à un rajustement équitable par le *Canada*.

MP 8 Frais de suspension

1. S'il y a suspension des *services* en vertu de l'article CG 7 de la clause 0220DA, Conditions générales, l'*expert-conseil* réduit au minimum tous les frais et dépenses liés aux *services* qu'il peut avoir à engager durant la période de suspension.
2. Dans les quatorze (14) *jours* suivant l'avis de suspension, l'*expert-conseil* présente, le cas échéant, au *représentant du Ministère* un état des frais et des dépenses qu'il s'attend à engager durant la suspension et dont il demandera le remboursement.
3. L'*expert-conseil* est indemnisé des frais et des dépenses qu'il prouve, selon l'opinion de *Canada*, avoir engagés de façon raisonnable durant la période de suspension.

MP 9 Frais de résiliation

1. Si une commande subséquente est résiliée conformément à l'article CG 8 de la clause 0220DA, Conditions générales, le *Canada* verse et l'*expert-conseil* accepte à titre de règlement complet, un montant calculé en vertu des présentes Modalités de paiement pour les *services* fournis de façon satisfaisante et pour les frais et dépenses raisonnables engagés pour résilier la commande subséquente.
2. Dans les quatorze (14) *jours* suivant l'avis de résiliation, l'*expert-conseil* présente au *représentant du Ministère* un état des frais et des dépenses raisonnables encourus. L'*expert-conseil*, au mieux de ses possibilités, doit veiller à limiter ses frais.
3. L'*expert-conseil* est indemnisé des frais et des dépenses qu'il prouve, selon l'opinion de *Canada*, avoir engagés de façon raisonnable après la date de résiliation.
4. Les mesures prises et les avis de résiliation donnés par le *Canada* en vertu de l'article CG 8 Résiliation ne confèrent aucun recours à l'*expert-conseil*, ni directement ni indirectement, notamment en ce qui a trait à l'obtention de dommages-intérêts ou d'une indemnité sur le fondement, par exemple, d'une occasion ou d'un gain manqué.

MP 10 Débours

1. Sous réserve de toute disposition spécifiquement contraire dans les « Conditions supplémentaires », les frais suivants doivent être inclus dans les honoraires exigés pour fournir les services d'*expert-conseil* et ne doivent pas être remboursés séparément;
 - a) frais de reproduction et de livraison des dessins, des fichiers CDAO, des devis et autres documents techniques spécifiés dans l'« Énoncé de l'offre à commandes »;
 - b) frais de bureau courants tels que la photocopie, le matériel informatique, le service Internet, les frais de téléphone cellulaire, les appels interurbains et de télécopie incluant les frais encourus entre le bureau principal de l'*expert-conseil* et les bureaux auxiliaires ou entre le bureau de l'*expert-conseil* et les autres membres de l'équipe;

-
- c) frais d'expédition et de livraison par messenger spécial pour les produits à livrer spécifiés dans l'« Énoncé de l'offre à commandes »;
 - d) traçage;
 - e) matériaux de présentation;
 - f) frais de stationnement;
 - g) frais de taxi;
 - h) temps de déplacement;
 - i) dépenses de voyage; et
 - j) bureau de projet local.
2. Sous réserve de toute disposition spécifiquement contraire dans les « Conditions supplémentaires », les frais suivants engagés d'une façon raisonnable par l'expert-conseil, qui sont liés aux services et approuvés par le représentant du Ministère, sont remboursés à l'expert-conseil au prix coûtant :
- a) frais de reproduction et de livraison des dessins, des fichiers CDAO, des devis et autres documents techniques autres que ceux spécifiés dans l'« Énoncé de l'offre à commandes »;
 - b) les frais d'expédition des échantillons de matériaux et de maquettes autres que ceux spécifiés dans l'« Énoncé de l'offre à commandes »;
 - c) les frais de transport et de logement connexes au projet, autres que ceux spécifiés dans l'« Énoncé de l'offre à commandes », doivent être remboursés selon la Directive sur les voyages du Conseil national mixte (<http://www.njc-cnm.gc.ca/directive/index.php?dlabel=travel-voyage&lang=fra&did=10&merge=2>) ; et
 - d) les autres frais engagés avec l'autorisation préalable du représentant du Ministère.
3. Les débours doivent être liés au projet et ne comprennent pas les dépenses d'exploitation normales de l'entreprise de l'expert-conseil. Les sommes payables ne doivent pas être supérieures au montant indiqué dans la commande subséquente, à moins d'autorisation préalable du représentant du Ministère.

9999DA SERVICES DE L'EXPERT-CONSEIL**SE 1 Services**

L'*expert-conseil* fournira les *services* décrits dans la présente partie et dans chaque commande subséquente, conformément aux conditions de l'Offre à commandes.

SE 2 Niveau d'attention

Durant la prestation des *services*, l'*expert-conseil* devra fournir et soutenir le niveau d'attention, d'habileté et de diligence requis selon les pratiques professionnelles d'usage courant et les procédures mise en place par les organismes professionnels pour la prestation de ces *services* au moment et à l'endroit où ces-derniers sont fournis.

SE 3 Calendrier

L'*expert-conseil* devra :

- (a) au moment opportun, soumettre à l'approbation du *représentant du Ministère*, selon la formule prescrite, un calendrier détaillé de prestation des *services* en fonction de la taille et de la complexité du projet;
- (b) se conformer au calendrier approuvé et, s'il faut y apporter des changements, indiquer au *représentant du Ministère* l'importance et les raisons de ces changements et les faire approuver.

SE 4 Renseignements sur le projet et décisions, acceptations et approbations

- 1. Le *représentant du Ministère* doit communiquer au moment opportun des renseignements sur le projet, ses décisions et instructions écrites, notamment les acceptations et approbations liées à la prestation des *services* offerts par l'*expert-conseil*.
- 2. Aucune acceptation ou approbation par le *représentant du Ministère*, qu'elle soit expresse ou tacite, n'a pour effet d'exonérer l'*expert-conseil* de la responsabilité professionnelle ou technique relativement aux *services* qu'il s'est engagé à fournir.

SE 5 Changements apportés aux services

L'*expert-conseil* doit :

- (a) apporter des changements aux *services* à fournir aux fins du projet, y compris des changements qui pourraient avoir pour effet d'accroître ou de réduire l'étendue initiale des *services*, chaque fois que le *représentant du Ministère* le lui demande par écrit;
- (b) avant de procéder à ces changements, informer le *représentant du Ministère* des conséquences qu'ils peuvent avoir sur le *coût estimatif de construction*, les honoraires exigibles, le *calendrier de projet* et toute autre question liée au projet.

SE 6 Codes, règlements, licences, permis

L'*expert-conseil* doit se conformer aux lois, codes, règlements et règlements municipaux qui s'appliquent à la conception et, le cas échéant, examiner la conception avec les autorités publiques compétentes aux

fins de demande et d'obtention des consentements, approbations, licences et permis nécessaires au projet.

SE 7 Personnel

Sur demande, l'*expert-conseil* soumet à l'approbation du *représentant du Ministère* le nom, l'adresse et un résumé des titres de compétence et de l'expérience ainsi que les fonctions prévues de toutes les personnes, y compris les cadres, qu'il engagera en vue de fournir les *services* liés à la commande subséquente. Sur demande, il soumet également à son approbation toute modification à cet égard.

SE 8 Sous-experts-conseils

1. L'*expert-conseil* doit :
 - (a) donner avant la commande subséquente au *représentant du Ministère* le nom des autres *sous-experts-conseils* avec lesquels il a l'intention de conclure des ententes relativement à certains éléments des *services* et, sur demande, lui fournir les détails des modalités de ces ententes ainsi que les titres de compétence et les noms des employés de ces *sous-experts-conseils* que l'*expert-conseil* a désigné pour travailler en vertu d'une commande subséquente;
 - (b) incorporer dans toute entente conclue avec les *sous-experts-conseils* les dispositions de cette Offre à commandes qui s'appliquent aux responsabilités de chacun d'eux;
 - (c) suivant un avis écrit par un *sous-expert-conseil* avec lequel il a passé un contrat direct, l'*expert-conseil* informera le *sous-expert-conseil* de ses obligations envers lui, en application de la présente Offre à commandes.
2. Le *représentant du Ministère* peut s'opposer à l'engagement d'un *sous-expert-conseil* dans les six (6) *jours* suivant la réception de l'avis donné conformément à l'article SE 8.1(a) et, après avoir été informé de l'opposition, l'*expert-conseil* doit renoncer à conclure une entente avec ce *sous-expert-conseil*.
3. Ni l'entente conclue avec un *sous-expert-conseil*, ni l'approbation d'une telle entente par le *représentant du Ministère* ne pourra avoir pour effet de libérer l'*expert-conseil* des obligations qu'il assume aux termes de l'Offre à commandes et des commandes subséquentes ni d'imposer une quelconque responsabilité au *Canada*.

SE 9 Contrôle des coûts

Ce qui suit s'appliquera si la commande subséquente est liée à un projet de construction.

1. Durant toutes les étapes de l'élaboration du projet, le *coût estimatif de construction* préparé par l'*expert-conseil* n'excédera pas le *plafond du coût de construction*.
2. Au cas où l'*expert-conseil* jugerait que le *coût estimatif de construction* excéderait le *plafond du coût de construction*, il doit aviser le *représentant du Ministère* et
 - (a) si l'excédent est dû à des facteurs dépendants de la volonté de l'*expert-conseil* ou que celui-ci pouvait raisonnablement prévoir, l'*expert-conseil*, à la demande du *représentant du Ministère* et sans frais supplémentaires pour le *Canada*, modifie ou révisé le design

du projet de manière à ramener le *coût estimatif de construction* sous le *plafond du coût de construction*; ou

- (b) si l'excédent du coût résulte de raisons indépendantes de la volonté de l'*expert-conseil*, et si les révisions ou changements ont été demandés par le *représentant du Ministère*, ces changements ou révisions devront être faits par l'*expert-conseil* aux frais du *Canada*, et les parties en cause devront convenir du coût en question avant que les changements ou révisions soient apportés.
3. Si le prix le plus bas obtenu par soumission ou négociation excède le *plafond du coût de construction* et si l'excédent est dû à des facteurs dépendants de la volonté de l'*expert-conseil* ou que celui-ci pouvait raisonnablement prévoir, l'*expert-conseil*, à la demande du *représentant du Ministère*, et sans frais supplémentaires, demeure entièrement responsable de la révision de l'étendue et de la qualité du projet de manière à diminuer le coût de construction et apporte aux documents de construction les modifications nécessaires pour que le *plafond du coût de construction* ne soit pas dépassé.

2000DA FIXATION DES HONORAIRES**FH 1 Fixation des honoraires à verser pour les services**

1. Les honoraires à verser à l'*expert-conseil* pour les *services* décrits dans les présentes et dans chaque commande subséquente doivent être déterminés selon au moins une des formules suivantes :
 - a) Honoraires fixes:
Les honoraires fixes seront établis en multipliant les tarifs horaires applicables au nombre d'heures négocié et convenu entre le *représentant du Ministère* et l'*expert-conseil*.
 - b) Honoraires fondés sur le temps jusqu'à concurrence d'une limite:
Une limite sera établi par l'autorité technique, et l'*expert-conseil* sera payé pour les travaux réels exécutés selon les tarifs horaires applicables pour un tel travail.
2. Montants maximums payables
Les montants maximums qui s'appliquent aux *services* devant être exécutés à des taux horaires doivent être tels que prévus dans la commande subséquente, et ne doivent pas être dépassés sans l'autorisation préalable du *représentant du Ministère* avec l'approbation du Canada.

FH 2 Paiements pour les services

1. Les paiements des honoraires fixes doivent être versés après l'exécution des *services*, si elle est jugée satisfaisante, mais ces paiements ne dépasseront pas le ou les montants prévus à la commande subséquente, pour chaque *service*.
2. Les paiements d'honoraires fondés sur le temps doivent être versés après l'exécution des *services*, si elle est jugée satisfaisante, mais ces paiements ne doivent pas dépasser le ou les montants prévus à la commande subséquente, pour chaque *service*.
3. Les paiements proportionnels d'honoraires de tous genres doivent être versés conformément à MP 2 à la clause 9998DA, Modalités de paiement, de l'Offre à commandes, mais ne doivent pas dépasser la valeur des honoraires indiquée pour chacun des *services* en question.
4. Si, à cause de l'*expert-conseil*, on ne peut obtenir un prix par soumission ou négociation à l'intérieur du *plafond du coût de construction*, ou si le prix n'est pas acceptable au *représentant du Ministère* pour l'adjudication du *contrat de construction*, l'*expert-conseil* aura droit seulement au paiement des honoraires jusqu'à concurrence des montants prévus pour l'appel d'offres, l'examen des soumissions et l'adjudication du contrat, jusqu'à ce que les exigences de l'article SE 9.3 de la clause 0999DA, Services de l'expert-conseil et responsabilités du Ministère, aient été remplies.

SERVICES REQUIS (SR)

SR 1 Introduction

SR 1.1 Objectifs généraux

SR 1.2 Rôles et responsabilités

SR 1.3 Coordination avec TPSGC

SR 1.4 Délais de réponse dans le cadre du projet

SR 2 Portée des services

SR 2.1 Services requis

SR 2.2 Enquête et rapport

SR 2.3 Rapport sur l'état du bâtiment

SR 2.4 Analyse de la portée des travaux relatifs au projet

SR 2.5 Études conceptuelles

SR 2.6 Élaboration de la conception

SR 2.7 Documents de construction, coût estimatif de la construction avant l'appel d'offres et calendrier du projet

SR 2.8 Appel d'offres, évaluation des propositions et attribution du contrat de construction

SR 2.9 Administration de la construction et du contrat

SR 2.10 Examen des garanties postérieur à la construction

SR 2.11 Gestion de la mise en service

S 3 Services supplémentaires (au besoin)

RS 3.1 Soutien de la planification

RS 3.2 Conception du site

RS 3.3 Acoustique

RS 3.4 Devis indépendants

RS 3.5 Études énergétiques

RS 3.6 Évaluation postérieure à l'occupation

SR 1 INTRODUCTION

SR 1.1 Objectifs généraux

- 1.1.1 Les services appuieront la Direction générale des services immobiliers de TPSGC dans la Région du Pacifique. Les commandes subséquentes individuelles incluront au moins un des services requis indiqués.
- 1.1.2 Les services doivent être complets et déterminer tous les principaux enjeux qui influenceront grandement sur le projet. L'exécution des services peut requérir l'embauche de sous-traitants.
- 1.1.3 Des principes de conception durable doivent être intégrés aux solutions du projet.
- 1.1.4 Pour les Services requis indiqués au point SR 2, l'expert-conseil devra peut-être :
- 1 présider les réunions sur l'état du projet pendant toute la durée du projet, et préparer et distribuer le procès-verbal dans les cinq jours ouvrables suivant les réunions;
 - 2 présenter des rapports d'avancement du projet.
- 1.1.5 Lorsque le client demande un changement qui modifie la portée des travaux ou fait augmenter le coût du projet ou celui des services, il faut demander l'approbation du représentant du ministère avant d'intégrer le changement aux plans.
- 1.1.6 Sauf avis contraire dans l'offre à commandes ou dans la demande subséquente, fournir cinq (5) exemplaires sur papier de tous les produits attendus. Il faut fournir les devis à l'aide de fichiers ".doc " (Word de Microsoft) ou ".wpd " (Wordperfect), des plans à de fichiers ".dwg " (AutoCAD 2013) ou Revit, et les autres documents à l'aide ".pdf " (Adobe) lorsqu'ils n'existent pas dans leur format original.
- 1.1.7 Tous les documents (plans et devis) doivent être produits conformément au document " Faire affaire avec le Service d'architecture et de génie (SAG) " (appendice E), et dans les délais d'exécution stipulés dans chacune des commandes subséquentes.
- 1.1.8 Le calendrier de livraison des services sera précisé lors de chaque commande subséquente.

SR 1.2 Rôles et responsabilités

- 1.2.1 Représentant du ministère
Le représentant du ministère de TPSGC ou le représentant du ministère désigné (selon chaque projet) est responsable de l'avancement global des travaux, y compris de la gestion, de l'administration et de la coordination des activités, conformément au présent document.
- 1.2.2 Expert-conseil
- .1 Il est chargé de recruter et d'engager tous les membres de l'équipe conceptrice nécessaire à la réalisation des travaux.
 - .2 Il doit faire l'inventaire des besoins du ministère client, les recenser et les consigner, et les intégrer dans les produits à livrer exigés dans le cadre du projet.

- .3 Il doit mettre sur pied et maintenir, durant chacun des projets, une équipe capable de bien rendre les services décrits dans le présent document.
- .4 Il doit réaliser le projet dans les délais prévus, selon le budget établi et conformément au plan approuvé.
- .5 À l'exécution d'une commande subséquente de l'expert-conseil, ce dernier est chargé de la réalisation consciencieuse et professionnelle de tous les travaux décrits dans le document de commande subséquente.
- .6 Il doit coordonner les besoins du projet avec le travail des projets en cours ou prévus.

SR 1.3 Coordination avec TPSGC

- .1 Il faut fournir des services conformément aux documents approuvés et aux directives fournies par le représentant du ministère.
- .2 Il faut communiquer uniquement avec le représentant du ministère aux moments et de la manière prescrits par ce dernier. Il ne faut pas communiquer avec le ministère client, à moins d'avoir une autorisation écrite du représentant du ministère.
- .3 Il faut s'assurer que toutes les communications portent le titre de projet, le numéro de projet et le numéro de dossier de TPSGC.
- .4 Il faut signaler au représentant du ministère toutes les modifications qui pourraient influencer le calendrier ou le budget, ou qui ne correspondent pas aux instructions ou aux approbations écrites antérieurement données. Il faut fournir des explications détaillées sur l'étendue et les raisons des changements et obtenir une approbation écrite avant d'y procéder.

SR 1.4 Délais de réponse dans le cadre du projet

- .1 Pour tous les projets visés par la présente demande d'offre à commandes, l'expert-conseil principal et les sous-experts-conseils proposés doivent être en mesure d'assister personnellement à des réunions convoquées par le représentant du ministère et de répondre aux demandes de renseignements de ce dernier dans un délai d'au plus une demi-journée, dans les environs du lieu de travail, à partir du jour où la commande subséquente à l'offre à commandes est passée à l'expert-conseil et jusqu'au jour de l'inspection finale et du transfert.
- .2 L'expert-conseil doit être en mesure de prouver qu'il dispose de ressources suffisantes au sein de l'équipe ou des équipes proposées pour fournir promptement les services décrits dans la présente demande d'offre à commandes.
- .3 À la réception des documents d'une éventuelle commande subséquente, l'expert-conseil doit préparer la proposition d'honoraires et la présenter dans les cinq (5) jours ouvrables qui suivent. Si l'expert-conseil ne présente pas sa proposition d'honoraires dans ce délai, il sera mis de côté. TPSGC s'adressera au prochain expert-conseil de la COC.

SR 2 PORTÉE DES SERVICES

Les commandes subséquentes pour les services requis pourront porter sur n'importe lesquels ou sur l'ensemble des services suivants. Les services particuliers seront indiqués dans chaque commande subséquente.

- .1 Enquête et rapport
- .2 Rapport sur l'état du bâtiment
- .3 Analyse de la portée des travaux relatifs au projet
- .4 Études conceptuelles.
- .5 Avant-projet
- .6 Documents de construction, coût estimatif de la construction avant l'appel d'offres et calendrier du projet

- .7 Appel d'offres, évaluation des soumissions et attribution du contrat de construction
- .8 Administration de la construction et du contrat
- .9 Examen des garanties postérieur à la construction
- .10 Mise en service

SR 2.1 Enquête et rapport

- .1 Il faut fournir une analyse de faisabilité et préparer le rapport, qui contiendra les résultats des enquêtes sur le terrain et l'examen du projet.
- faut .2 Il faut fournir les détails de l'emplacement et de la capacité des systèmes existants. Il définir toutes les lacunes, les éléments du cycle de vie, les possibilités et les limites des systèmes existants.
- .3 Il faut préparer des rapports sur les solutions de rechange recommandées pour corriger les lacunes des systèmes existants et indiquer les coûts associés, ainsi que les incidences sur le calendrier, de chaque option.

SR 2.2 Rapport sur l'état du bâtiment

- .1 L'expert-conseil doit examiner et évaluer plusieurs caractéristiques des immeubles, incluant la maintenance " en service ", l'obsolescence réparable ou non de l'équipement, les défauts et les problèmes de conception du bâtiment, y compris, entre autres, le respect de la dernière édition ou révision des normes et des codes sur la prévention des incendies, la santé et la sécurité de l'immeuble actuel, le respect des règlements municipaux de construction, l'âge réel et la durée de vie économique restante de la structure du bâtiment, des systèmes (mécaniques, électriques, etc.) et de l'équipement, et les réparations majeures exigées ou proposées.
- L'objectif du rapport sur l'état du bâtiment (REB) est de déterminer les améliorations d'immobilisations requises pour maintenir un bien au niveau de classification B jusqu'à la fin de l'horizon de planification de 25 ans (à moins que le bien soit déjà classé A).

- .2 Les parties essentielles du REB comprennent les suivantes :
 - .1 la description de l'installation existante, y compris une ventilation par éléments des composants du bâtiment sous différents aspects : analyse en fonction des codes du bâtiment, de l'électricité et de prévention des incendies, examen des normes de l'ASHRAE et de l'OSH, et de la norme CSA B651-04 sur l'accessibilité des bâtiments;
 - .2 la description de l'état actuel de tous les composants du bâtiment;
 - .3 l'évaluation de l'état de tous les composants du bâtiment;
 - .4 les mesures recommandées pour les éléments considérés. Il faut présenter au moins trois (3) solutions pour considération;
 - .5 l'ordre de priorité des travaux (obligatoires, cycliques, facultatifs);
 - .6 le coût de mise en œuvre estimatif (catégorie D).

SR 2.3 Analyse de la portée des travaux relatifs au projet

- .1 Il faut analyser l'énoncé du projet et faire part de tout problème relevé ou de tout besoin d'information, de précisions ou de directives.
- .2 Il faut se rendre sur le site pour évaluer les conditions actuelles et les relevés, et pour obtenir les données locales pertinentes à la conception. Au besoin, cela comprend la vérification ou la préparation des dossiers de l'ouvrage fini.
- .3 Sous réserve des restrictions de sécurité applicables, l'expert-conseil aura accès aux plans, aux notes d'arpentage, aux notes de conception, aux devis ou aux rapports

existants qui pourront lui être utiles dans le cadre de son travail. Il faut que tous les documents soient rapportés au terme du contrat.

SR 2.4 Études conceptuelles

- .1 Il faut soumettre les études conceptuelles, suffisamment détaillées, pour exposer le concept et attester du respect des exigences de l'énoncé de projet.
- .2 Il faut présenter une estimation des coûts de construction, un plan des coûts et un calendrier général préliminaires afin de confirmer la faisabilité du projet.
- .3 Il faut fournir des exemplaires des documents d'études conceptuelles, selon le modèle et le nombre précisés au paragraphe SR 1.1.
- .4 Il faut mettre au point des solutions de rechange qui tiennent compte du programme de l'utilisateur client, du bâtiment existant (le cas échéant) et de son contexte environnant et qui respectent le budget du projet. Les dessins incluront des diagrammes d'analyse, des diagrammes schématiques architecturaux, des plans, ainsi que des vues en élévation et en coupe. Il se peut qu'on demande aussi des croquis en perspective.
- .5 Il faut fournir une analyse complète d'au moins trois (3) options avec une analyse des coûts du cycle de vie et une analyse du code du bâtiment.

SR 2.5 Élaboration de la conception

Après l'approbation du dossier d'études conceptuelles, il faut préparer et :

- .1 coordonner l'option d'études conceptuelles approuvée et y apporter suffisamment de détails, y compris un examen du code du bâtiment, pour faciliter la préparation des estimations des coûts de " catégorie C ", l'examen de la conception et les discussions avec le ministère client. Les dessins doivent inclure la conception de tous les locaux et indiquer la totalité des matériaux et des techniques. Les types de dessins incluront des plans, des élévations, des coupes et des perspectives;
- .2 soumettre le dossier d'études conceptuelles suffisamment détaillé en vue de déterminer la taille, l'objet et la nature de l'ensemble du projet;
- .3 proposer un coût estimatif de construction à jour, établi d'après le dossier d'études conceptuelles, ainsi qu'un calendrier de projet et un plan des coûts à jour;
- .4 fournir des exemplaires du dossier d'études conceptuelles, selon le modèle et le nombre précisés dans la clause SR 1.1.

SR 2.6 Documents de construction, estimation préalable à l'appel d'offres et calendrier du projet

Après acceptation des documents d'élaboration de la conception, il faut préparer, élaborer et coordonner les documents de construction en prévision de leur examen et des discussions avec le ministère client. Ces documents doivent inclure des dessins, des devis et un rapport relatif au code du bâtiment détaillés, complets, exhaustifs et coordonnés :

- .1 Soumettre au représentant du ministère les documents de construction définissant en détail les exigences de la construction à chaque étape de la production, comme précisé dans chaque commande subséquente
- .2 Présenter un plan des coûts incluant un coût estimatif de construction et un calendrier du projet pour chaque étape de production précisée
- .3 Fournir des copies de tous les documents de construction soumis
- .4 Préparer une estimation des coûts de construction de classe A en fonction des documents de construction approuvés, ainsi qu'une ventilation détaillée et un calendrier de projet à jour
- .5 Remplir les attestations de conformité et aider le ministère client à faire les demandes de permis si nécessaire

SR 2.7 Appel d'offres, évaluation des propositions et attribution du contrat de construction

- jeu et
- 2.7.1 Appel d'offres
En plus des fichiers électroniques en Wordperfect et en Autocadd, il faut fournir un (1) complet des dessins de construction approuvés et un (1) jeu des devis approuvés, relié recouvert comme il se doit.
Sur demande, il faut :
- .1 fournir les renseignements nécessaires à l'interprétation et à la clarification des documents de construction;
 - .2 aider à l'évaluation et à l'approbation de matériaux, de méthodes et de systèmes équivalents;
 - .3 aider à la préparation d'addenda;
 - .4 assister aux visites de chantier ou de site, au besoin.
- 2.7.2 Évaluation des soumissions et attribution du contrat de construction
Le représentant du ministère doit s'occuper de l'assemblage et de la diffusion des documents d'appel d'offres, de la réception des soumissions et de l'adjudication du contrat de construction.
Sur demande, il faut :
- .1 examiner et évaluer les soumissions reçues relativement à l'exécution du projet et donner son avis concernant leurs valeurs respectives;
 - .2 fournir de l'information à l'appui des négociations de prix.

SR 2.8 Administration de la construction et du contrat

- 2.8.1. Calendrier de construction
- .1 Dès que possible après l'attribution du contrat de construction, demander à l'entrepreneur un calendrier des travaux détaillé et, après en avoir vérifié la conformité avec le calendrier du projet, en faire parvenir deux (2) exemplaires
 - .2 Surveiller l'avancement des travaux et en fait rapport
 - .3 Informer le représentant du ministère des retards connus ou attendus qui pourraient compromettre l'achèvement du projet à la date prévue, et tenir des documents faisant état avec justesse des causes des retards
- Le représentant du ministère évaluera toutes les demandes de prolongation de délai formulées par l'entrepreneur et donnera des directives à cet égard à l'entrepreneur et à l'expert-conseil.
- 2.8.2 Réunions sur les travaux de construction
- .1 Informer l'entrepreneur qu'il doit tenir des réunions sur les travaux de construction et assister à celles-ci, conformément aux exigences du contrat de construction
 - .2 Donner son avis quant à la date et à l'heure des réunions proposées
 - .3 Assister à toutes ces réunions
 - .4 Dresser et diffuser le compte rendu de ces réunions
- 2.8.3. Éclaircissements et interprétation
Clarifier et interpréter, au besoin, les documents de construction sous forme de texte ou de dessins à l'intention de l'entrepreneur, afin qu'il exécute correctement les travaux et que ces derniers progressent comme prévu.
- 2.8.4 Dessins d'atelier
- .1 Préciser dans les documents de construction tous les dessins d'atelier devant être soumis par l'entrepreneur

-
- et
- .2 Examiner, en temps opportun, les dessins d'atelier, les échantillons et les données sur les produits que l'entrepreneur a présentés pour déterminer s'ils sont conformes au concept général et à l'objet des documents de construction, indiquer à l'entrepreneur si les dessins sont conformes ou non avec le concept général
 - .3 Fournir une (1) copie lorsque la conformité est confirmée
- 2.8.5. Essais et inspection
- .1 Indiquer la nécessité de produire des rapports d'essai des matériaux ou des travaux de construction, le cas échéant, et en faire l'examen
 - .2 Recommander de contrôler l'assurance de la qualité pendant les travaux de construction, évaluer les résultats et aviser en conséquence
 - .3 Demander à l'entrepreneur d'apporter des correctifs si les matériaux ou la construction ne satisfont pas aux exigences du contrat de construction et aviser en conséquence
 - .4 Préciser dans les documents de construction les essais de produit et de performance que doit effectuer l'entrepreneur
- 2.8.6 Visites de chantier
- conformité
- .1 Inspecter le chantier de construction pour vérifier, à partir d'observations ponctuelles appropriées, si les travaux observés sont exécutés en avec les documents de construction
 - .2 Consigner les observations sur l'avancement des travaux ainsi que les exemples de non-conformité et les lacunes constatés durant chaque visite de remettre à l'entrepreneur un rapport d'étape écrit et une liste des constatées
 - .3 Recommander les mesures à prendre pour corriger la situation
- chantier et lacunes
- 2.8.7. Modification du contrat de construction
- .1 Présenter toutes les demandes et les recommandations de modification au contrat de construction ainsi que les répercussions de celles-ci aux fins d'approbation
 - .2 Obtenir de l'entrepreneur des propositions de prix pour les modifications envisagées, vérifier l'acceptabilité des prix, évaluer les conséquences sur l'évolution des travaux de construction et présenter des recommandations
 - .3 Le représentant du ministère doit émettre des avis de changement à l'égard de toutes les modifications approuvées.
- 2.8.8 Demandes de paiement partiel soumises par l'entrepreneur
- du
- .1 Demander à l'entrepreneur de remettre une ventilation détaillée du prix adjugé contrat de construction en fonction de la taille et de la complexité du projet ou selon les indications contenues dans le contrat de construction, et présenter ventilation avant la première demande de paiement partiel de l'entrepreneur
 - .2 Examiner, en temps opportun, les demandes de paiement proportionnel et, si elles sont acceptables, attester ces demandes pour les travaux exécutés et les matériaux livrés, en application du contrat de construction, et les présenter aux fins d'approbation et de traitement
 - .3 Si les travaux de construction sont effectués selon des prix unitaires, déterminer et noter le nombre des effectifs ainsi que les quantités de matériaux et utilisées aux fins de certification des demandes de paiement
- cette
- d'outillage partiel

2.8.9. Achèvement provisoire du projet

- .1 Inspecter l'ouvrage réalisé avec le représentant du ministère et l'entrepreneur, et consigner tous les travaux jugés insatisfaisants et incomplets
- .2 Remplir les attestations de conformité et les coordonner au besoin
- .3 Demander et examiner tous les manuels d'exploitation et d'entretien, ainsi que les autres articles devant être fournis par l'entrepreneur en vertu du contrat de construction, et les présenter
- .4 Préparer et soumettre aux fins d'approbation, pour le paiement de l'entrepreneur, un certificat d'achèvement provisoire comme exigé dans le contrat de construction, et y joindre des documents justificatifs dûment signés et attestés

2.8.10 Dessins d'archives et d'après exécution

Avant la délivrance du certificat d'achèvement définitif

- SR .1 Fournir un (1) jeu sur papier et deux (2) jeux en format électronique sur disque des dessins (les fichiers devant être dans les formats indiqués au paragraphe 1.1.6)
- par .2 Vérifier que les dessins d'archives tiennent compte de tous les changements apportés aux dessins de construction originaux (selon les imprimés d'après exécution et les dessins d'après exécution et d'autres renseignements fournis l'entrepreneur), ainsi que des autorisations de modification et des directives de chantier
- ont .3 Veiller à ce que les dessins d'archives soient marqués " Archives ", et soient datés et signés par l'expert-conseil
- .4 Fournir une copie corrigée du devis comportant toutes les modifications qui y ont été apportées

2.8.11. Achèvement définitif du projet

- .1 L'expert-conseil informe le représentant du ministère lorsque les travaux de construction ont été réalisés en conformité générale avec le contrat de construction.
- .2 Effectuer un examen final des travaux de construction avec le représentant du ministère et l'entrepreneur; si cet examen est satisfaisant, préparer et soumettre, aux fins d'approbation et de paiement final à l'entrepreneur, un certificat d'achèvement conforme aux exigences du contrat de construction accompagné des documents à l'appui dûment signés et attestés, incluant les garanties des fournisseurs et des fabricants.

SR 2.9 Examen des garanties postérieur à la construction

- .1 Sur demande, l'expert-conseil examine toute lacune qui survient durant la période de garantie de l'entrepreneur.
- .2 Trente jours avant la fin de la période de garantie, visiter les lieux et consigner tous les défauts observés ou signalés
- .3 À la fin d'une période de garantie, procéder à un examen final des travaux du projet et rendre compte de l'état des déficiences. Si le représentant du ministère accepte les corrections apportées, il émettra un avis d'inspection finale de la garantie à l'entrepreneur.

SR 2.10 Gestion de la mise en service

L'expert-conseil doit fournir les services de mise en service nécessaires pour vérifier que les exigences fonctionnelles du ministère sont interprétées correctement pendant l'étape de conception, et que les systèmes du bâtiment fonctionnent constamment à leur rendement

optimal dans des conditions de charge normales et dans les limites du budget énergétique. Les services doivent comprendre les activités suivantes, sans s'y limiter :

- .1 Examiner le Manuel d'exploitation des systèmes (MES) et coordonner sa diffusion. Le contenu des PNE et le manuel d'exploitation et d'entretien (E et E) de l'entrepreneur doivent être conformes à la version du Manuel de mise en service 2000.
- .2 Effectuer différents essais et diverses vérifications pour déterminer si les nouvelles installations fonctionnent conformément aux exigences énoncées dans les documents contractuels
- .3 Définir les responsabilités de l'entrepreneur et des sous-traitants quant à la mise en service, la vérification du rendement (VR) et les essais
- .4 Les formulaires d'inspection de VR doivent être dûment remplis pour tous les composants, les sous-systèmes, les systèmes et les systèmes intégrés et il faut soumettre un rapport final de vérification du rendement au responsable de la mise en service.
- .5 Obtenir un plan de formation pour le personnel d'E et E portant sur le fonctionnement des nouvelles installations. Le plan de formation doit tenir compte des exigences à court terme et à long terme et inclure des méthodes pédagogiques utilisant à la fois des documents imprimés et des techniques audiovisuelles.

SR 3.1 Soutien de la planification

- .1 Fournir des services consultatifs de programmation opérationnelle, y compris une analyse et un rapport détaillés sur les locaux contenant les objectifs et les exigences du client clairement définis
- .2 Fournir des services de conception indicative et des services consultatifs

SR 3.2 Conception du site

SR 3.3 Acoustique

SR 3.4 Devis indépendants

SR 3.5 Études énergétiques

- .1 Études sur la conception durable et rapports LEED

SR 3.6 Évaluation postérieure à l'occupation

Solicitation No. - N° de l'invitation

EZ899-140271/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

tpv026

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

TPV-3-36048

EXIGENCES DE PRÉSENTATION ET ÉVALUATION DES PROPOSITIONS (EPEP)

EPEP 1 Renseignements généraux

EPEP 2 Exigences relatives à la proposition

EPEP 3 Exigences de présentation et évaluation

EPEP 4 Prix des services

EPEP 5 Note totale

EPEP 6 Exigences de présentation - liste de vérification

EXIGENCES DE PRÉSENTATION ET ÉVALUATION DES PROPOSITIONS

EPEP 1 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Référence à la procédure de sélection

On peut prendre connaissance d'un «aperçu de la procédure de sélection» dans les Instructions générales aux proposants (IG9).

1.2 Présentation des propositions

Le proposant doit respecter toutes les exigences de présentation. Veuillez suivre les instructions détaillées de la «Présentation des propositions» dans les Instructions générales aux proposants (IG10).

1.3 Calcul de la note totale

Pour cette offre à commandes, la note totale sera calculée comme suit:

Cote technique x 90%	=	note totale (en points)
Cote de prix x 10%	=	note de prix (en points)
Note totale		max. 100 points

EPEP 2 EXIGENCES RELATIVES À LA PROPOSITION

2.1 Exigences pour le format de la proposition

On doit tenir compte des renseignements suivants sur le format dans la préparation de la proposition.

1. Déposer un (1) exemplaire original relié et [cinq (5)] copies reliées de la proposition.
2. Format de la feuille: 216mm x 279mm (8.5" x 11")
3. Dimension minimum du caractère - 12 point Times ou équivalent
4. Largeur minimum des marges - 25 mm à gauche, en haut et au bas
5. Il est préférable que les propositions soient présentées sur des pages recto-verso
6. Une (1) «page» désigne un côté d'une feuille de papier
7. Une feuille à pliage paravent de format 279mm x 432mm (11"x17") pour les tableaux et les organigrammes, par exemple, comptera pour deux pages.
8. L'ordre de la proposition devrait suivre l'ordre dans la demande d'Offre à commande, section EPEP 3.
9. Reliure spirale ou plastique Cerlox, de taille appropriée afin que la proposition puisse être repliée sur elle-même sans se coincer, se détacher ou être trop épaisse
10. Page couverture, plastique transparent; chaque section doit être séparée par des pages à onglets.
11. Impression au laser ou avec une encre qui ne soit pas hydrosoluble
12. Au pied de toutes les pages de la soumission, afficher le nom de l'entreprise et le numéro de page

2.2 Exigences spécifiques de présentation des propositions

Le nombre maximum de pages, incluant le texte et les tableaux, pour les Exigences de cotation sous la rubrique EPEP 3.2 est de 11 pages.

Ce qui suit n'est pas inclus dans le nombre maximum mentionné ci-haut;
lettre d'accompagnement
formulaire de déclaration/d'attestations (annexe A)

Attestations pour le Code de conduite
première page du document de la Demande d'Offre à Commandes
première page de modification(s) au document de la Demande d'Offre à Commandes
formulaire de proposition de prix (annexe B)

Conséquence de non-conformité: toute page excédentaire au delà du nombre maximum de pages mentionné ci-haut et toute autre pièce jointe seront retirées de la proposition et exclues de l'évaluation par le Comité d'évaluation de TPSGC.

EPEP 3 EXIGENCES DE PRÉSENTATION ET ÉVALUATION

3.1 EXIGENCES OBLIGATOIRES

À défaut de respecter les exigences obligatoires, votre proposition sera jugée irrecevable et sera rejetée d'emblée.

3.1.1 Formulaire de déclaration/d'attestations

Les proposants doivent remplir, signer et soumettre:

1. l'annexe A, Formulaire de déclaration/d'attestations tel que demandé

3.1.2 Permis, attestations ou autorisations

Le proposant doit être agréé ou pouvoir se faire agréé pour fournir les services professionnels nécessaires dans toute la mesure prescrite par les lois provinciales en Colombie Britannique pour la zone A et en Colombie Britannique et au Yukon pour la zone B.

Vous devez indiquer les licences et permis valides ou de quelle façon vous avez l'intention de satisfaire aux exigences des provinces en matière de permis.

3.1.3 Code de conduite et attestations - Soumission

Les proposants qui sont incorporés, incluant ceux soumissionnant en coentreprise, doivent fournir avec leur soumission ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci, la liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs du proposant. Les proposants en présentant des soumissions à titre d'entreprise à propriétaire unique, incluant ceux soumissionnant dans le cadre d'une coentreprise, doivent fournir le nom du propriétaire avec leur soumission ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci. Les proposants en présentant à titre de sociétés, sociétés de personnes, entreprises ou associations de personnes n'ont pas à fournir de liste de noms. Si les noms requis n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le proposant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. À défaut de fournir ces noms dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable. Fournir les noms requis est une exigence obligatoire pour l'émission d'une offre à commandes et de tout contrat subséquent.

3.2 EXIGENCES COTÉES

On évaluera les propositions conformes aux exigences obligatoires en fonction des critères suivants. L'évaluation tient notamment compte de la clarté de la rédaction de l'offre (utilisation de la langue, structure du document, concision et exhaustivité de la réponse) :

3.2.1 Gestion et prestation des services

.1 Ce que nous recherchons : La façon dont l'équipe sera organisée et la méthode utilisée pour la prestation des services requis

.2 Ce que le proposant devrait fournir : On recommande quatre (4) pages. Une description de ce qui suit :

- .1 Rôles et responsabilités du personnel clé
- .2 Affectation des ressources et existence de remplaçants
- .3 Gestion et organisation (structure hiérarchique)
- .4 Démarche de l'entreprise pour donner suite aux commandes subséquentes
- .5 Description de la méthode utilisée pour coordonner le travail des sous-traitants
- .6 Satisfaction des " exigences en matière de délai d'exécution du projet "
- .7 Résumé de la structure type proposée pour la répartition des travaux, à savoir les ressources affectées au projet, le calendrier général et l'importance du travail

3.2.2 Expérience antérieure

.1 Ce que nous recherchons :

Le proposant doit démontrer que, au cours des cinq (5) dernières années au moins, il a participé à une gamme de projets de conception et de construction qui nécessitaient un grand éventail de services, en conformité avec les paragraphes SR 1 et SR 2 de la partie Services requis.

.2 Ce que le proposant devrait fournir : On recommande cinq (5) pages de texte et cinq (5) autres pages d'images.

.1 Zone A : Bref description de trois (3) projets d'importance : une construction d'une valeur de moins de 10 000 000 \$, une remise en état de moins 1 000 000 \$ et une rénovation de moins de 500 000. L'entreprise doit avoir terminé les projets au cours des cinq (5) dernières années. Pour la réalisation des projets, il faut que du travail ait été fait dans un bâtiment correctionnel pour montrer que l'entreprise comprend bien les moyens de sécurité statiques et dynamiques utilisés. Il faut inclure les principes de conception, les méthodes de construction et les solutions novatrices utilisées.

Zone B : Bref description de trois (3) projets d'importance : une construction d'une valeur de moins de 10 000 000 \$, une remise en état de moins 1 000 000 \$ et une rénovation de moins de 500 000. L'entreprise doit avoir terminé les projets au cours des cinq (5) dernières années.

.2 Dans la description des services rendu, il faut souligner les services supplémentaires y compris la programmation, modélisation énergétique, conception durable LEED, et stratégies novatrices comme la conception-construction, les achats en régime accéléré ou les services de gestion de la construction

.3 Expérience du BIM (coût du cycle de vie, gestion des installations, pratiques de la détection des conflits, devis, technique d'estimation de la construction intégrée)

.4 Inclure le nom des employés du proposant qui y ont participé en indiquant les attributions de chacun

.5 Donner la liste des entreprises de sous-traitants

.6 Indiquer le budget de construction pour les projets indiqués

.7 Indiquer les dates d'achèvement des projets indiqués

.8 Clients servant de références - nom, adresse, numéro de téléphone et de télécopieur de la personne-ressource du client au travail. On vérifiera les références si on le juge nécessaire.

.3 Le proposant (tel qu'il est défini dans les instructions générales - IG 20) doit posséder des connaissances sur les projets susmentionnés. L'expérience acquise dans le cadre de projets par des entités autres que le proposant ne sera pas prise en compte dans l'évaluation, sauf si le proposant est une coentreprise dont ces entités font partie.

.4 Il faut indiquer les projets qui ont été réalisés par une coentreprise et préciser les responsabilités assumées par chacune des entreprises dans le cadre de chaque projet.

3.2.3 Compétences et expérience du personnel principal

.1 Ce que nous recherchons :

La preuve que le proposant a du personnel principal possédant les compétences, la capacité et le savoir-faire nécessaire dans chacun des domaines énumérés dans les paragraphes SR 1 et SR 2 des Services requis

.2 Ce que le proposant devrait fournir : On recommande une (1) page par employé principal.

.1 Présenter au maximum deux (2) C.V. d'employés principaux

.2 Indiquer le nombre d'années d'expérience que les employés principaux ont dans la prestation des services

.3 Indiquer le nombre d'années dans l'entreprise

.4 Agrément professionnel

3.2.4 Compétences et expérience du personnel de projet

.1 Ce que nous recherchons :

La preuve que le proposant a du personnel devant travailler au projet possédant les compétences, la capacité et le savoir-faire nécessaire pour fournir les services et les produits requis dans chacun des domaines énumérés dans les paragraphes SR 1 et SR 2 des Services requis. Tout le personnel devant travailler dans la zone A doit avoir de l'expérience dans les établissements correctionnels.

.2 Ce que le proposant devrait fournir : On recommande une (1) page par employé devant travailler au projet.

.1 Présenter au maximum les C.V. de quatre (4) personnes devant travailler au projet qui effectueront la majorité du travail résultant de chaque commande subséquente

.2 Indiquer le nombre d'années d'expérience que chaque employé travaillant au projet a dans la prestation des services précisés dans la partie sur les Services requis (SR)

.3 Indiquer le nombre d'années dans l'entreprise

.4 Agrément professionnel

3.2.5 Format et présentation de la proposition

.1 Le document de la soumission doit être concis, bien organisé et présenté selon les directives données au paragraphe EPEP 2.1.

3.3 ÉVALUATION ET COTATION

1. Un comité d'évaluation de TPSGC examinera, évaluera et cotera toutes les propositions jugées recevables (c'est-à-dire celles qui répondent à toutes les exigences obligatoires exprimées dans la Demande d'offre à commandes). En premier lieu, on ne dépouillera pas les enveloppes de prix; seuls les aspects techniques de la proposition seront évalués conformément au barème suivant, afin d'établir les cotes techniques.

Critère	Coefficient de pondération	Note	Note pondérée
Gestion des services	1,5	0 - 10	0 - 15
Expérience antérieure	3,5	0 - 10	0 - 30
Compétences et expérience du personnel principal	1,5	0 - 10	0 - 15
Compétences et expérience du personnel de projet	2,5	0 - 10	0 - 30
Format et présentation	1	0 - 10	0 - 10
Total	10		100

Tableau générique d'évaluation

Les membres du Comité d'évaluation de TPSGC évalueront les points forts et faiblesses de la soumission selon les critères d'évaluation et attribueront une cote de 0, 2, 4, 6, 8 ou 10 points pour chaque critère d'évaluation selon le tableau générique d'évaluation qui suit:

	INADÉQUAT	FAIBLE	ADÉQUAT	PLEINEMENT SATISFAISANT	SOLIDE
0 point	2 points	4 points	6 points	8 points	10 points
N'a pas fourni de renseignements pouvant être évalués	Ne comprend pas du tout ou comprend mal les exigences	Connaît jusqu'à un certain point les exigences mais ne comprend pas suffisamment certains aspects des exigences	Démontre une bonne compréhension des exigences	Démontre une très bonne compréhension des exigences	Démontre une excellente compréhension des exigences
	Faiblesse ne peut être corrigée	De façon générale, il est peu probable que les faiblesses puissent être corrigées	Faiblesses peuvent être corrigées	Aucune faiblesse significative	Aucune faiblesse apparente

	Le proposant ne possède pas les qualifications et l'expérience	Le proposant manque de qualifications et d'expérience	Le proposant possède un niveau de qualifications et d'expérience acceptable	Le proposant possède les qualifications et l'expérience	Le proposant est hautement qualifié et expérimenté
	Peu probable que l'équipe proposée soit en mesure de répondre aux besoins	Équipe ne compte pas tous les éléments ou expérience globale faible	Équipe compte presque tous les éléments et satisfera probablement aux exigences	Équipe compte tous les éléments - certains membres ont travaillé ensemble	Équipe solide - les membres ont travaillé efficacement ensemble à des projets similaires
	Projets antérieurs non connexes aux exigences du présent besoin	Généralement les projets antérieurs ne sont pas connexes aux exigences du présent besoin	Projets antérieurs généralement connexes aux exigences du présent besoin	Projets antérieurs directement connexes aux exigences du présent besoin	Principal responsable de projets antérieurs directement connexes aux exigences du présent besoin
	Extrêmement faible; ne pourra pas satisfaire aux exigences de rendement	Peu de possibilité de satisfaire aux exigences de rendement	Capacité acceptable; devrait obtenir des résultats adéquats	Capacité satisfaisante - devrait obtenir des résultats efficaces	Capacité supérieure; devrait obtenir des résultats très efficaces

Pour que leur proposition soit étudiée plus en profondeur, les proposants **doivent** obtenir une cote minimum pondérée de cinquante (50) sur cent (100) points au titre des critères techniques cotés, selon les modalités précisées ci-dessus.

Les propositions des proposants qui n'obtiennent pas la note de passage de cinquante (50) points ne seront pas étudiées plus en profondeur.

EPEP 4 PRIX DES SERVICES

Toutes les enveloppes renfermant les offres de prix des propositions jugées recevables auxquelles on aura attribué la note de passage de cinquante (50) points seront dépouillées à la fin de l'évaluation des offres techniques. Quand il y a au moins trois propositions recevables, un prix moyen est établi en additionnant toutes les propositions de prix et en divisant la somme par le nombre de propositions de prix dépouillées. Ce calcul ne sera pas effectué si une ou deux propositions recevables sont reçues.

Toutes les propositions de prix accusant un écart de plus de vingt-cinq pour-cent (25%) par rapport au prix moyen seront rejetées.

Les autres propositions de prix seront cotées comme suit:

1. on attribuera à la proposition de prix la moins disante une cote de prix de 100;

2. on attribuera respectivement, à la deuxième, troisième, quatrième et cinquième propositions de prix, les cotes de prix de 80, 60, 40 et 20. On attribuera la cote de prix de zéro à toutes les autres propositions de prix;
3. Dans les rares cas où deux (ou plusieurs) propositions de prix sont identiques, on leur attribuera la même cote et on sautera le nombre correspondant de cotes ensuite.

On multipliera la cote de prix par le pourcentage applicable pour établir la note de prix.

EPEP 5 NOTE TOTALE

On établira la note totale conformément au barème suivant.

Cotation	Fourchette possible	% de la note totale	Note (points)
Cote technique	0 - 100	90	0 - 90
Cote de prix	0 - 100	10	0 - 10
Note totale		100	0 - 100

On classera les propositions de prix en ordre décroissant, d'après la note totale (soit la cote technique plus la cote de prix). Pour chaque zone, on recommandera d'attribuer une offre à commandes aux soumissionnaires qui auront déposé les propositions les mieux cotées. En cas d'égalité, on sélectionnera le soumissionnaire qui aura soumis la proposition la moins disante pour les services requis. L'État se réserve le droit d'établir jusqu'à trois offres à commandes par zone.

EPEP 6 EXIGENCES DE PRÉSENTATION - LISTE DE VÉRIFICATION

La liste suivante des documents et des formulaires est fournie afin d'aider le proposant à s'assurer qu'il dépose une proposition complète. Le proposant doit respecter toutes les exigences relatives à la présentation.

Veuillez suivre les instructions détaillées de la rubrique «Présentation des propositions» dans les Instructions générales aux proposants (IG 10).

- ☐ Formulaire de déclaration / d'attestations - formulaire reproduit à l'annexe A rempli et signé
- ☐ Code de conduite et attestations/Soumission - **liste des administrateurs / propriétaires**
- ☐ Proposition - original + 4 copies présentées dans une enveloppe séparée pour chaque proposition destinée à une zone
- ☐ Première page de la Demande d'offre à commandes
- ☐ Première page de la révision de la Demande d'offre à commandes

Dans une enveloppe séparée:

- ☐ Formulaire d'offre de prix - une (1) remplie et présentée dans une enveloppe séparée pour chaque proposition destinée à une zone

Solicitation No. - N° de l'invitation

EZ899-140271/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

TPV-3-36048

Buyer ID - Id de l'acheteur

tpv026

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

ANNEXE A

Formulaire de déclaration / d'attestations

Formulaire de déclaration / d'attestations (page 1 de 5)

Nom du proposant :**Adresse:****Adresse de correspondance**

(si elle diffère de l'adresse)

Ville :**Ville :****Prov./Terr./État :****Prov./Terr./État :****Code postal / ZIP :****Code postal / ZIP :****Numéro de téléphone :()****Numéro de télécopieur : ()****Courriel:****Numéro d'entreprise d'approvisionnement:**

On propose les services pour les zones suivantes :

Zone A : Bâtiments correctionnels en Colombie-Britannique

Zone B : Bâtiments non correctionnels en Colombie-Britannique

Type d'entreprise

___ Propriétaire unique

___ Associés

___ Société

___ Coentreprise

Taille de l'entreprise

Nombre d'employés _____

Architectes/Ingénieurs _____
diplômés

Autres professionnels _____

Soutien technique _____

Autres _____

Formulaire de déclaration / d'attestations (page 2 de 5)**Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation**

Je, le soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou pourra mettre de côté une offre à commandes ou déclarera un expert-conseil en situation de manquement, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, pendant la durée de l'offre à commandes ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un soumissionnaire. À défaut de répondre à cette demande, la soumission sera également déclarée non recevable, ou pourrait entraîner la mise de côté de l'offre à commandes ou sera considéré comme un manquement au contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web de Ressources humaines et Développement des compétences Canada - Travail.

Date : _____ (AAAA/MM/JJ) [si aucune date n'est indiquée, la date de clôture des soumissions sera utilisée]

Compléter à la fois A et B.

A. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- () A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- () A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- () A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur sous réglementation fédérale, en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi.
- () A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés au Canada (l'effectif combiné comprend les employés permanents à temps plein, les employés permanents à temps partiel et les employés temporaires [les employés temporaires comprennent seulement ceux qui ont travaillé pendant 12 semaines ou plus au cours d'une année civile et qui ne sont pas des étudiants à temps plein]).

A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada; et

- () A5.1. Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi valide et en vigueur avec HRDCC - Travail.

ou

- () A5.2. Le soumissionnaire a présenté l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168) à HRDCC - Travail. Comme il s'agit d'une condition à l'émission d'une offre à commandes, remplissez le formulaire Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le à HRDCC - Travail.

B. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

() B1. Le soumissionnaire n'est pas une coentreprise.

OU

() B2. Le soumissionnaire est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'attestation Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi. (Consultez l'article sur les coentreprises des Instructions générales aux proposants.)

Formulaire de déclaration / d'attestations (page 3 de 5)**Attestation pour ancien fonctionnaire**

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats avec des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'émission d'une offre à commandes.

Définitions

Pour les fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a) un individu;
- b) un individu qui s'est incorporé;
- c) une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d) une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*, L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes*, L.R., 1985, ch. C-17, à la *Loi sur la continuation de la pension des services de défense*, 1970, ch. D-3, à la *Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada*, 1970, ch. R-10, et à la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, L.R., 1985, ch. R-11, à la *Loi sur les allocations de retraite des parlementaires*, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la *Loi sur le Régime de pensions du Canada*, L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? OUI () NON ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b) la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports

Solicitation No. - N° de l'invitation

EZ899-140271/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

tpv026

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

TPV-3-36048

de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 et les Lignes directrices sur la divulgation des marchés.

Formulaire de déclaration / d'attestations (page 4 de 5)**Directive sur le réaménagement des effectifs**

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? OUI () NON ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b) les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c) la date de la cessation d'emploi;
- d) le montant du paiement forfaitaire;
- e) le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f) la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g) nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée.

Formulaire de déclaration / d'attestations (page 5 de 5)

Nom du proposant :

La déclaration fait partie intégrante de l'offre.

Scolarité, reconnaissance professionnelle et expérience :

Tous les renseignements relatifs à la scolarité, à la reconnaissance professionnelle et à l'expérience des personnes qui se proposent de fournir les services en vertu de l'offre à commandes sont exacts et vérifiables. Nous savons que le Canada se réserve le droit de vérifier tout renseignement fourni et que de fausses déclarations peuvent rendre la proposition irrecevable. Dans l'éventualité où la vérification effectuée par le Canada révèle de fausses déclarations, le Canada est en droit de considérer toute offre à commandes résultant de cette invitation comme étant défaillante et, par le fait même, d'y mettre un terme.

DÉCLARATION :

Je, soussigné, à titre de dirigeant du proposant, atteste par la présente que les renseignements fournis dans le présent formulaire et dans la proposition ci-jointe sont exacts au meilleur de ma connaissance.

nom (lettres moulées) : _____**titre :** _____**signature** _____**numéro de téléphone :** () _____**numéro de télécopieur :** () _____**courriel:** _____**date :** _____

La personne susmentionnée servira d'intermédiaire avec TPSGC durant la période d'évaluation de la proposition.

Cette Annexe A devrait être remplie et fournie avec la proposition mais elle peut être fournie plus tard comme suit: si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie avec la proposition, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. À défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux

Solicitation No. - N° de l'invitation

EZ899-140271/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

tpv026

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

TPV-3-36048

exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que la proposition sera déclarée non recevable.

ANNEXE B

Formulaire de proposition de prix

ANNEXE B - PROPOSITION DE PRIX**INSTRUCTIONS**

1. Remplir le formulaire de proposition de prix et le soumettre sous pli cacheté séparé, en inscrivant sur l'enveloppe le nom du proposant, le numéro de la demande et la mention « Formulaire de proposition de prix ».
2. Les prix ne doivent pas comprendre les taxes applicables et doivent être libellés en dollars canadiens.
3. Les proposants ne doivent ni modifier le formulaire, ni y ajouter de renseignements.
4. Afin de s'assurer qu'on déposera des tarifs horaires équitables et concurrentiels pour chacun des postes énumérés, on devra respecter rigoureusement l'exigence suivante : les proposants doivent offrir un tarif horaire pour chaque poste énuméré. Si l'entreprise comprend moins d'employés que ceux qui sont inscrits dans la liste, on doit fournir un tarif horaire correspondant à chaque poste énuméré. Le tarif horaire proposé doit être égal ou supérieur au tarif horaire prévu pour les postes énumérés ensuite. Par exemple, si l'entreprise n'a pas de personnel intermédiaire, le tarif horaire prévu doit être égal ou supérieur au tarif horaire indiqué pour le personnel subalterne. À défaut d'indiquer un tarif horaire pour chaque poste énuméré, votre proposition sera jugée irrecevable.
5. Les tarifs horaires précisés porteront sur la durée de l'offre à commandes.
6. Frais de déplacement et de subsistance: Conditions supplémentaires (CS 1).

ANNEXE B - PROPOSITION DE PRIX

Nom du proposant : _____

Adresse : _____

Catégorie de personnel Zone B Projets concernant des bâtiments autres que correctionnels en Colombie-Britannique et au Yukon	Facteur de pondération (A)	Tarif horaire fixe (B)	Total (A X B)
Associés ou dirigeants de l'entreprise	5	\$	\$
Personnel principal	25	\$	\$
Personnel intermédiaire	40	\$	\$
Personnel subalterne	25	\$	\$
Soutien administratif	5	\$	\$
Total	100		\$

Signature de l'expert-conseil ou des experts-conseils dans le cas d'une coentreprise......
Signature.....
Signature.....
Titre.....
Titre.....
Signature.....
Signature.....
Titre.....
Titre**FIN DU FORMULAIRE DE PROPOSITION DE PRIX ZONE B**

Solicitation No. - N° de l'invitation

EZ899-140271/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

tpv026

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

TPV-3-36048

- Annexe C Faire affaire avec A&ES (Membres du conseil d'administration) sur demande
- Annexe D Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire
PWGSC-TPSGC Form 229
(<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-eng.html>)
- Annexe E Faire affaire avec la A&ES (sur demande)

AVIS AUX SOUMISSIONNAIRES: Veuillez utiliser l'étiquette d'adresse ci-dessous et bien l'affixer à l'extérieur de l'enveloppe ou du paquet renfermant votre offre. Dans le cas de modifications à des offres soumises par télécopieur (Fax: (604) 775-9381), servez-vous de la feuille comme page couverture. Assurez-vous de toujours inscrire lisiblement le nom de votre compagnie, l'adresse de retour, le numéro de l'offre et la date limite sur l'extérieur de votre offre.

Marchés immobiliers**Travaux publics et Services gouvernementaux Canada****800, rue Burrard, bureau 219****Vancouver (C.-B.) V6Z 0B9****Offre n°: EZ899-140271/A****Date et heure limites de reception des soumissions: 16 Septembre 2013 2hr PDST****Sujet: Projets concernant des bâtiments correctionnels en Colombie-Britannique****ZONE A: Composante technique****PL****Marchés immobiliers****Travaux publics et Services gouvernementaux Canada****800, rue Burrard, bureau 219****Vancouver (C.-B.) V6Z 0B9****Offre n°: EZ899-140271/A****Date et heure limites de reception des soumissions: 16 Septembre 2013 2hr PDST****Sujet: Projets concernant des bâtiments correctionnels en Colombie-Britannique****ZONE A: Composante prix****PL**

AVIS AUX SOUMISSIONNAIRES: Veuillez utiliser l'étiquette d'adresse ci-dessous et bien l'affixer à l'extérieur de l'enveloppe ou du paquet renfermant votre offre. Dans le cas de modifications à des offres soumises par télécopieur (Fax: (604) 775-9381), servez-vous de la feuille comme page couverture. Assurez-vous de toujours inscrire lisiblement le nom de votre compagnie, l'adresse de retour, le numéro de l'offre et la date limite sur l'extérieur de votre offre.

Marchés immobiliers**Travaux publics et Services gouvernementaux Canada****800, rue Burrard, bureau 219****Vancouver (C.-B.) V6Z 0B9****Offre n°: EZ899-140271/A****Date et heure limites de reception des soumissions: 16 Septembre 2013 2hr PDST****Sujet: Projets concernant des bâtiments autres que correctionnels en Colombie-Britannique et au Yukon****ZONE B: Composante technique****PL****Marchés immobiliers****Travaux publics et Services gouvernementaux Canada****800, rue Burrard, bureau 219****Vancouver (C.-B.) V6Z 0B9****Offre n°: EZ899-140271/A****Date et heure limites de reception des soumissions: 16 Septembre 2013 2hr PDST****Sujet: Projets concernant des bâtiments autres que correctionnels en Colombie-Britannique et au Yukon****ZONE B: Composante prix****PL**

Request for Standing Offer

Architectural Services Architectural Services, Correctional and Non Correctional

Requisition No: EZ899 - 140271
Project No: Various

Delivery Address:

Public Works and Government Services Canada
Real Property Contracting
#219 - 800 Burrard Street
Vancouver, B.C.
V6Z 0B9

Address RFSO Enquiries to:
Patty Liu
Supply Specialist
Real Property Contracting

Telephone: (604) 775-6227
Facsimile: (604) 775-6633

REQUEST FOR STANDING OFFER (RFSO)

TABLE OF CONTENTS

Front Page

SUPPLEMENTARY INSTRUCTIONS TO PROPONENTS (SI)

**SI 1 CODE OF CONDUCT AND CERTIFICATIONS - RELATED
DOCUMENTATION**

SI 2 SECURITY REQUIREMENTS

General Instructions to Proponents (GI)

Standing Offer Particulars (SP)

Terms and Conditions

- General Conditions (GC)
- Supplementary Conditions (SC)
- Terms of Payment (TP)
- Consultant Services (CS)
- Calculation of Fees (CF)

Standing Offer Brief - Required Services (RS)

Submission Requirements and Evaluation (SRE)

Appendix A - Declaration/Certifications Form

Appendix B - Price Proposal Form

Appendix C - Bidders Board of Directors

Appendix D - Consent to a Criminal record Verification Form

Appendix E - Doing Business with A&ES

SUPPLEMENTARY INSTRUCTIONS TO PROPONENTS (SI)

SI 1 CODE OF CONDUCT AND CERTIFICATIONS - RELATED DOCUMENTATION

Refer to section entitled Code of Conduct and Certifications - Proposal under the General Instructions to Proponents.

By submitting a proposal, the Proponent certifies, for himself and his affiliates, to be in compliance with the Code of Conduct and Certifications clause of the General Instructions to Proponents. The related documentation therein required will help Canada in confirming that the certifications.

SI 2 SECURITY REQUIREMENTS

For Zone A standing offers (Correctional), successful proponents will be required to obtain Facility Access Clearance from Canada prior to completion of the Standing Offer award.

After award of the SOA, PWGSC must be advised in writing of any subsequent or additional personnel entering a Zone A facility whom will also be required to be security cleared.

Zone A Proponents shall take note of, and comply with, the facility security requirement stipulated as a requirement in the RFSO documents. Employees and staff of the Proponent and other members of the Team involved in the project implementation must either be in possession of, or agree to be investigated for, a valid, appropriate level of personnel security screening that may be required under the provisions of the RFSO.

If security screening is required, each person involved in the project implementation must hold such security screening prior to the commencement of any work.

In all contractual arrangements with persons who are to be employed in the performance of the services, the successful Proponent shall make provision for the performance of any obligation that may be imposed upon the Proponent under the provisions of this clause.

Zone B standing offers (Non Correctional) may not require successful proponents to obtain a Security Clearance.

Proponents are hereby informed that there is a possibility that some call-ups against the Standing Offers might require that the consultants and their personnel possesses a Facility Security Clearance (FSC) at the SECRET level issued by the Canadian Industrial Security Directorate (CISD) of Public Works and Government Services Canada (PWGSC).

Should the successful proponents not have the level of security indicated above, PWGSC shall sponsor the successful proponents so CISD can initiate procedures for security clearance. CISD, by letter, shall forward documentation to the successful proponents for completion.

Proponents desiring such sponsorship should so indicate in their covering letter with their proposal.

Successful proponent(s) issued a standing offer as a result of this RFSO, not possessing the required security clearance at time of call up, will be bypassed and PWGSC will proceed to the next consultant who possesses the required security clearance and it is furthest away from the ideal business distribution.

Refer to the Standing Offer Particulars for information regarding ideal business distribution.

GENERAL INSTRUCTIONS TO PROPONENTS (GI)

Code of Conduct and Certifications - Proposal

- GI 1 Introduction
- GI 2 Procurement Business Number
- GI 3 Contracting Authority
- GI 4 Departmental Representative
- GI 5 Quantity
- GI 6 PWGSC Obligation
- GI 7 Responsive Proposals
- GI 8 Communications - Solicitation Period
- GI 9 Overview of Selection Process
- GI 10 Submission of Proposal
- GI 11 Non-Acceptance of Electronically Transmitted Proposals
- GI 12 Evaluation of Price
- GI 13 Limitation of Submissions
- GI 14 Licensing Requirements
- GI 15 Rejection of Proposal
- GI 16 Federal Contractors Program
- GI 17 Insurance Requirements
- GI 18 Joint Venture
- GI 19 Late Submissions
- GI 20 Definition of Proponent and Legal Capacity
- GI 21 Debriefing
- GI 22 Financial Capability
- GI 23 Revision of Proposal
- GI 24 Performance Evaluation
- GI 25 Proposal Costs
- GI 26 Conflict of Interest - Unfair Advantage
- GI 27 Limitation of Liability
- GI 28 Status and Availability of Resources

GENERAL INSTRUCTIONS TO PROPONENTS

Code of Conduct and Certifications - Proposal

1. Proponents must comply with the [Code of Conduct for Procurement](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/contexte-context-eng.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/contexte-context-eng.html>). In addition to the Code of Conduct for Procurement, proponents must a) respond to Requests for Standing Offers (RFSO) in an honest, fair and comprehensive manner, b) accurately reflect their capacity to satisfy the requirements stipulated in the RFSOs, Standing Offers and resulting contracts, c) submit proposals and enter into contracts only if they will fulfill all obligations of the Contract.
2. Proponents further understand that, to ensure fairness, openness and transparency in the procurement process, the commission of certain acts or offences will render them ineligible to be issued a Standing Offer and awarded a contract. Canada will declare non-responsive any proposal in respect of which the information herein requested is missing or inaccurate, or in respect of which the information contained in the certifications specified hereinafter is found to be untrue, in any respect, by Canada. If it is determined, after issuance of a Standing Offer, that the Proponent made a false declaration, Canada will have the right to set aside the Standing Offer and to terminate for default any resulting contracts. The Proponent will be required to diligently maintain up-to-date the information herein requested. The Proponent and any of the Proponent's affiliates, will also be required to remain free and clear of any acts or convictions specified herein during the period of any Standing Offer arising from this RFSO and any call-ups made against the Standing Offer.
3. For the purpose of this section, everyone, including but not limited to organizations, bodies corporate, societies, companies, firms, partnerships, associations of persons, parent companies and subsidiaries, whether partly or wholly-owned, as well as individuals and directors, are Proponent's affiliates if:
 - a. directly or indirectly either one controls or has the power to control the other, or
 - b. a third party has the power to control both.

Indicia of control, include, but are not limited to, interlocking management or ownership, identity of interests among family members, shared facilities and equipment, common use of employees, or a business entity created following the acts or convictions specified in this section which has the same or similar management, ownership, or principal employees, as the case may be.

4. Proponents, who are incorporated, including those submitting proposals as a joint venture, must provide with their proposal or promptly thereafter, a complete list of names of all individuals who are currently directors of the Proponent. Proponents submitting proposals as sole proprietorship, including those submitting proposals as a joint venture, must provide with their proposal or promptly thereafter the name of the owner. Proponents submitting proposals as societies, firms, or partnerships do not need to provide lists of names. If the required names have not been received by the time the evaluation of proposals is completed, Canada will inform the Proponent of a time frame within which to provide the information. Failure to comply will render the proposal non-responsive. Providing the required names is a mandatory requirement for a Standing Offer to be issued.

Canada may, at any time, request that an Proponent provide properly completed and Signed Consent Forms (Consent to a Criminal Record Verification form - PWGSC-TPSGC 229 for any or all individuals aforementioned within the time specified. Failure to provide such Consent Forms within the time period provided will result in the proposal being declared non-responsive. .

5. The Proponent must diligently maintain an up-to-date list of names by informing Canada in writing of any change occurring during the validity period of the proposal as well as during the period of any Standing Offer arising from this RFSO and any call-ups made against the Standing Offer. The Proponent must also, when so requested, provide Canada with the corresponding Consent Forms.
6. By submitting a proposal, the Proponent certifies that it is aware, and that its affiliates are aware, that Canada may request additional information, certifications, consent forms and other evidentiary elements proving identity or eligibility. Canada may also verify the information provided by the Proponent, including the information relating to the acts or convictions specified herein, through independent research, use of any government resources or by contacting third parties.
7. By submitting a proposal, the Proponent certifies that neither the Proponent nor any of the Proponent's affiliates have directly or indirectly, paid or agreed to pay, and will not, directly or indirectly, pay a contingency fee to any individual for the solicitation, negotiation or obtaining of the Standing Offer and any call-ups made against the Standing Offer if the payment of the fee would require the individual to file a return under section 5 of the Lobbying Act.
8. By submitting a proposal, the Proponent certifies that no one convicted under any of the provisions under a) or b) are to receive any benefit under a Standing Offer arising from this RFSO and any call-ups made against the Standing Offer.

In addition, the Proponent certifies that except for those offences where a criminal pardon or a record suspension has been obtained, or capacities restored by the Governor in Council, neither the Proponent nor any of the Proponent's affiliates has ever been convicted of an offence under any of the following provisions:

- a. paragraph 80(1)(d) (*False entry, certificate or return*), subsection 80(2) (*Fraud against Her Majesty*) or section 154.01 (*Fraud against Her Majesty*) of the *Financial Administration Act*, or
 - b. section 121 (*Frauds on the government and Contractor subscribing to election fund*), section 124 (*Selling or Purchasing Office*), section 380 (*Fraud*) for fraud committed against Her Majesty or section 418 (*Selling defective stores to Her Majesty*) of the *Criminal Code* of Canada, or
 - c. section 462.31 (*Laundering proceeds of crime*) or sections 467.11 to 467.13 (*Participation in activities of criminal organization*) of the *Criminal Code* of Canada, or
 - d. section 45 (*Conspiracies, agreements or arrangements between competitors*), 46 (*Foreign directives*) 47 (*Bid rigging*), 49 (*Agreements or arrangements of federal financial institutions*), 52 (*False or misleading representation*), 53 (*Deceptive notice of winning a prize*) under the *Competition Act*, or
 - e. section 239 (*False or deceptive statements*) of the *Income Tax Act*, or
 - f. section 327 (*False or deceptive statements*) of the *Excise Tax Act*, or
 - g. section 3 (*Bribing a foreign public official*) of the *Corruption of Foreign Public Officials Act*, or
 - h. section 5 (*Trafficking in substance*), section 6 (*Importing and exporting*), or section 7 (*Production of substance*) of the *Controlled Drugs and Substance Act*
9. In circumstances where a criminal pardon or a record suspension has been obtained, or capacities have been restored by the Governor in Council, the Proponent must provide with its proposal or promptly thereafter a copy of confirming documentation from an official source. If such documentation has not been received by the time the evaluation of proposals is completed, Canada will inform the Proponent of a time frame within which to provide the information. Failure to comply will render the proposal non-responsive

10. Proponents understand that Canada may contract outside of the present solicitation process with a supplier who has been convicted of an offense enumerated under c) to h) of the paragraph hereinabove, or who is affiliated with someone who has been convicted of an offense enumerated under c) to h) of the paragraph hereinabove, when required to do so by law or legal proceedings, or when Canada considers it necessary to the public interest for reasons which include, but are not limited to:
- Only one person is capable of performing the contract;
 - Emergency;
 - National security;
 - Health and safety;
 - Economic harm.
- Canada reserves the right to impose additional conditions or measures to ensure the integrity of the procurement process.

GI 1 INTRODUCTION

1. Public Works and Government Services Canada (PWGSC) is inviting consulting firms with Architectural expertise to submit proposals for Standing Offers. This procurement will follow a one phase submission process. The selected consultants shall provide a range of investigation and recommendation reports, as well as design and construction services for federal building projects as identified in the Required Services section of this document for projects in the following zones:
- Zone A: Correctional Building Projects in British Columbia
Zone B: Non-Correctional Building Projects in British Columbia and Yukon
- Proponents may submit proposals for either one zone or both zones in separate packages.
2. Proponents shall be licensed or eligible to be licensed to practice in the province of British Columbia for Zone A and British Columbia and Yukon for Zone B. Firms should be able to demonstrate successful delivery of these services for a broad variety of projects over the last five (5) years. In general, the firm and its personnel will be evaluated on the basis of their demonstrated understanding of the scope of services, their approach and methodology to providing those services, the quality of their relevant experience in this area, as well as the cost of the provision of the services.
3. It is PWGSC's intention to authorize up to two (2) Standing Offers for Zone A and up to three (3) Standing Offers for Zone B, each for a period of two (2) years from the date of issuing the Standing Offers. The total dollar value of all Standing Offers is estimated to be \$12,000,000.00 (Applicable Taxes included) of which one third will be allotted to Zone A projects and two thirds to Zone B projects.

Individual call-ups will vary, up to a maximum of \$1,000,000.00 (Applicable Taxes included). Proponents should note that there is no guarantee that the full or any amount of the Standing Offers will be called-up; PWGSC will issue call-ups only when the specific services to be provided under the Standing Offer are needed. Please refer to Section SP5, CALL-UP PROCEDURE.

4. This procurement is subject to the provisions of the North American Free Trade Agreement (NAFTA), World Trade Organization - Agreement on Government Procurement (WTO-AGP), Canada Columbia Free Trade Agreement (CCFTA), Canada Peru Free Trade Agreement (CPFTA) and Agreement on Internal Trade (AIT)

GI 2 PROCUREMENT BUSINESS NUMBER

Proponents are required to have a Procurement Business Number (PBN) before issuance of a standing offer.

Proponents may register for a PBN on line at Supplier Registration Information (<https://srisupplier.contractsCanada.gc.ca/>). For non-Internet registration, proponents may contact the InfoLine at 1-800-811-1148 to obtain the telephone number of the nearest Supplier Registration Agent.

GI 3 CONTRACTING AUTHORITY

1. The Contracting Authority for this Request for Standing Offer is:
Public Works and Government Services Canada
Real Property Contracting
219 - 800 Burrard Street
Vancouver, B.C.
V6Z 0B9
Attn: Patty Liu
Telephone: (604) 775-6227
Facsimile: (604) 775-6633
Email: patty.liu@pwgsc-tpsgc.gc.ca
2. The Contracting Authority is responsible for the establishment of the Standing Offer, its administration, and any contractual issues relating to individual call-ups.

GI 4 DEPARTMENTAL REPRESENTATIVE

1. A Departmental Representative will be identified at time of each individual Call-Up.
2. The Departmental Representative will be responsible for all matters concerning the technical content of the work under the Call-Up.

GI 5 QUANTITY

The level of services and estimated expenditure specified in the Request for Standing Offer are only an approximation of requirements given in good faith. The making of a proposal by the Proponent shall not constitute an agreement by Canada. Canada may make one or several call-ups against a standing offer.

GI 6 PWGSC OBLIGATION

A Request for Standing Offer does not commit PWGSC to authorize the utilization of a standing offer or to pay any cost incurred in the submission of proposals, or cost incurred in making necessary studies for the preparation thereof, or to procure or contract for any services. PWGSC reserves the right to reject or authorize for utilization any proposal in whole or in part, with or without further discussion or negotiation. Canada reserves the right to cancel or amend the Request for Standing Offer at any time.

GI 7 RESPONSIVE PROPOSALS

To be considered responsive, a proposal must meet all of the mandatory requirements set out in the Request for Standing Offer. No further consideration in the selection procedure will be given to a Proponent submitting a non-responsive proposal. Proponents that submitted non-responsive proposals are notified accordingly.

GI 8 COMMUNICATIONS - SOLICITATION PERIOD

1. Questions or requests for clarification during the solicitation period must be submitted in writing to the Contracting Authority named on the Request for Standing Offer - Page 1 as early as possible.

Enquiries should be received no later than ten (10) working days prior to the closing date identified on the front page of the Request for Standing Offer

Enquiries received after that time may not be answered.

2. To ensure the integrity of the competitive bid process, enquiries and other communications regarding the RFSO must be directed only to the Contracting Authority identified in the RFSO. Failure to comply with this requirement may result in the proposal being declared non-responsive.
3. To ensure consistency and quality of information provided to proponents, significant enquiries received and the replies to such enquiries will be provided simultaneously to proponents to which the RFSO has been sent, without revealing the sources of the enquiries.

GI 9 OVERVIEW OF SELECTION PROCESS

1. The Standing Offer selection process is as follows:
 - a) a Request for Standing Offer is obtained by proponents through the Government Electronic Tendering Service (GETS);
 - b) in response to the Request for Standing Offer, interested proponents shall submit their proposals using a "two-envelope" procedure, in which proponents submit the "technical" component of their proposal in one envelope and the proposed price of the services (price proposal) in a second envelope as further described in GI 10.3 below;
 - c) responsive proposals are reviewed, evaluated and rated by a PWGSC Evaluation Board in accordance with the criteria, components and weight factors set out in the Request for Standing Offer;
 - d) PWGSC may issue a standing offer to the successful proponents;
 - e) Proponents are notified of the results within one week after PWGSC has entered into a standing offer arrangement with the successful proponents.

GI 10 SUBMISSION OF PROPOSAL

1. Canada requires that each proposal, at closing date and time or upon request from the Contracting Authority, be signed by the Proponent or by an authorized representative of the Proponent. If a proposal is submitted by a joint venture, it must be in accordance with section GI18.
2. It is the Proponent's responsibility to:
 - (a) obtain clarification of the requirements contained in the Request for Standing Offer, if necessary, before submitting a proposal;
 - (b) submit an original of the proposal plus the specified number of copies, duly completed, IN THE FORMAT REQUESTED, on or before the closing date and time set for receipt of proposals;
 - (c) send its proposal only to Public Works and Government Services Canada (PWGSC) Bid Receiving Unit specified on page 1 of the Request for Standing Offer or to the address specified in the Request for Standing Offer;

- (d) ensure that the Proponent's name, return address, the solicitation number and description, and solicitation closing date and time are clearly visible on the envelope or the parcel(s) containing the proposal; and
 - (e) provide a comprehensive and sufficiently detailed proposal that will permit a complete evaluation in accordance with the criteria set out in the Request for Standing Offer.
3. The technical and price components of the proposal must be submitted in separate, easily identified envelopes in accordance with the instructions contained in the proposal document. Both envelopes shall be submitted as one package which shall clearly and conspicuously display and indicate on the outside of the package the information identified in paragraph 2. d) above.
 4. Timely and correct delivery of proposals to the office designated for receipt of proposals is the sole responsibility of the Proponent. Public Works and Government Services Canada will not assume or have transferred to it those responsibilities. All risks and consequences of incorrect delivery of proposals are the responsibility of the Proponent.
 5. The evaluation of proposals may result in authorization to utilize one or more Standing Offers in whole or in part, taking into consideration the evaluation criteria and selection method stated herein.
The lowest or any proposal will not necessarily be authorized. In case of error in the calculation of prices, the unit prices will govern.
 6. The proposal should completely and thoroughly address each element of the requirements as enumerated in the Request for Standing Offer. It is also essential that the elements contained in the proposal be stated in a clear and concise manner.
 7. Proposal documents and supporting information may be submitted in either English or French.

GI 11 NON-ACCEPTANCE OF ELECTRONICALLY TRANSMITTED PROPOSALS

Due to the nature of this solicitation, a complete technical proposal, as well as a cost of services proposal (submitted under separate cover), with supporting information is required to allow a proper evaluation to be conducted.

Electronic transmission of the proposal by such means as electronic mail or facsimile is not considered to be practical, and therefore, will not be accepted.

GI 12 EVALUATION OF PRICE

The price proposal must be submitted in Canadian dollars and will be evaluated excluding Applicable Taxes.

GI 13 LIMITATION OF SUBMISSIONS

1. A Proponent may not submit more than one proposal. This limitation also applies to the persons or entities in the case of a joint venture. If more than one proposal is received from a Proponent (or, in the case of a joint venture, from the persons or entities), all such proposals shall be rejected and no further consideration shall be given.
2. A joint venture is defined as an association of two or more parties which combine their money, property, knowledge, skills, time or other resources in a joint business enterprise agreeing to share the profits and the losses and each having some degree of control over the enterprise.
3. An arrangement whereby Canada contracts directly with a consultant who may retain sub-consultants or specialist consultants to perform portions of the services is not a joint venture arrangement. A sub-consultant or specialist consultant may, therefore, be proposed as part of the consultant team by more than one Proponent. The Proponent warrants that it has written permission from such sub-consultant or specialist consultant to propose their services in relation to the services to be performed.
4. Notwithstanding paragraph 3. above, in order to avoid any conflict of interest, or any perception of conflict of interest, a Proponent shall not include in its submission another Proponent as a member of its consultant team, as a sub-consultant or specialist consultant.
5. Any joint venture entered into for the provision of professional services or other services must be in full compliance with the requirements of any provincial or territorial law pertaining thereto in the Province or Territory in which the project is located.

GI 14 LICENSING REQUIREMENTS

1. Consultant team members and key personnel shall be, or be eligible to be licensed, certified or otherwise authorized to provide the necessary professional services to the full extent that may be required by provincial law in the province of the work.

2. By virtue of submission of a proposal, the Proponent certifies that the Proponent's consultant team and key personnel are in compliance with the requirements of paragraph 1 above. The Proponent acknowledges that PWGSC reserves the right to verify any information in this regard and that false or erroneous certification may result in the proposal being declared non-responsive.

GI 15 REJECTION OF PROPOSAL

1. Canada may reject a proposal where any of the following circumstances is present:
 - (a) the Proponent has been declared ineligible for selection, following unsatisfactory performance in a previous project as determined in accordance with the department's performance review procedures;
 - (b) an employee, sub-consultant or specialist consultant included as part of the proposal has been declared ineligible, for selection for work with the department in accordance with the performance review procedure referred to in paragraph 1.(a), which would render the employee, sub-consultant or specialist consultant ineligible to bid on the requirement, or the portion of the requirement the employee, sub-consultant or specialist consultant is to perform;
 - (c) the Proponent is bankrupt or where, for whatever reason, its activities are rendered inoperable for an extended period;
 - (d) evidence, satisfactory to Canada, of fraud, bribery, fraudulent misrepresentation or failure to comply with any law protecting individuals against any manner of discrimination, has been received with respect to the Proponent, any of its employees, any sub-consultant or any specialist consultant included as part of the proposal;
 - (e) evidence satisfactory to Canada that based on past conduct or behavior, the Proponent, a sub-consultant, a specialist consultant or a person who is to perform the Services is unsuitable or has conducted himself/herself improperly;
 - (f) with respect to current or prior transactions with the Government of Canada,
 - (i) Canada has exercised its contractual remedies of taking the services out of the consultant's hands, suspension or termination for default with respect to a contract with the Proponent, any of its employees, any sub-consultant or any specialist consultant included as part of the proposal;

- (ii) Canada determines that the Proponent's performance on other contracts, including the quality of the services provided and the quality and timeliness of the delivery of the project, is sufficiently poor to jeopardize the successful completion of the requirement being bid on.
2. Where Canada intends to reject a proposal pursuant to subsection 1.(f), the Contracting Authority will so inform the Proponent and provide the Proponent ten (10) days within which to make representations, before making a final decision on the proposal rejection.

GI 16 FEDERAL CONTRACTORS PROGRAM

1. The Federal Contractors Program (FCP) requires that some firms, including a Proponent who is a member of a joint venture, bidding for federal government contracts, valued at \$200,000 or more (including all Applicable Taxes), make a formal commitment to implement employment equity. This is a condition precedent to the issuance of a standing offer.

If the Proponent, or, if the Proponent is a joint venture and if any member of the joint venture, is subject to the FCP, evidence of its commitment must be provided before the issuance of a standing offer.

Firms who have been declared ineligible contractors by Human Resources and Skills Development Canada (HRSDC) are no longer eligible to receive government contracts over the threshold for solicitation of bids as set out in the *Government Contracts Regulations*. Firms may be declared ineligible contractors either as a result of a finding of non-compliance by HRSDC, or following their voluntary withdrawal from the FCP for a reason other than the reduction of their workforce to less than 100 employees.

Any bids from ineligible contractors, including a bid from a joint venture that has a member who is an ineligible contractor, will be declared non-responsive.

2. The Proponent certifies its status with the FCP by completing the Declaration/certifications form in the Request for Standing Offer.

GI 17 INSURANCE REQUIREMENTS

1. The successful Proponent shall be required to obtain and maintain Professional Liability and Comprehensive General insurance coverage in accordance with the requirements set out elsewhere in the Request for Standing Offer documents.

2. No insurance requirement stipulated in the Request for Standing Offer documents should be construed as limiting any insurance required by federal, provincial or municipal law. Neither should it limit any coverage which the successful Proponent and other members of the consultant team may consider to be necessary for their own protection or to fulfill their obligations.
3. By virtue of submission of a proposal, the Proponent certifies that the Proponent and the other members of the consultant team as may be applicable are capable of obtaining, and will obtain and maintain liability insurance in accordance with the requirements set out in the proposal documents.

GI 18 JOINT VENTURE

1. A joint venture is an association of two or more parties who combine their money, property, knowledge, expertise or other resources in a single joint business enterprise, sometimes referred as a consortium, to bid together on a requirement. Proponents who bid as a joint venture must indicate clearly that it is a joint venture and provide the following information:
 - (a) the name of each member of the joint venture;
 - (b) the Procurement Business Number of each member of the joint venture;
 - (c) the name of the representative of the joint venture, i.e. the member chosen by the other members to act on their behalf, if applicable;
 - (d) the name of the joint venture, if applicable.
2. If the information is not clearly provided in the proposal, the Proponent must provide the information on request from the Contracting Authority.
3. The proposal and any resulting standing offer must be signed by all the members of the joint venture unless one member has been appointed to act on behalf of all members of the joint venture.

The Contracting Authority may, at any time, require each member of the joint venture to confirm that the representative has been appointed with full authority to act as its representative for the purposes of the RFSO and any resulting standing offer. If a standing offer is issued to a joint venture, all members of the joint venture will be jointly and severally or solitarily liable for the performance of any contract resulting from a call-up against the standing offer.

GI 19 LATE SUBMISSIONS

Submissions delivered after the stipulated closing date and time will be returned unopened.

GI 20 DEFINITION OF PROPONENT AND LEGAL CAPACITY

"Proponent" means the person or entity (or, in the case of a joint venture, the persons or entities) submitting a proposal to provide services under a call-up resulting from a standing offer. It does not include the parent, subsidiaries or other affiliates of the Proponent, or its sub-consultants.

The Proponent must have the legal capacity to contract. If the Proponent is a sole proprietorship, a partnership or a corporate body, the Proponent must provide, if requested by the Contracting Authority, a statement and any requested supporting documentation indicating the laws under which it is registered or incorporated together with the registered or corporate name and place of business. This also applies to proponents submitting a proposal as a joint venture.

GI 21 DEBRIEFING

A debriefing will be provided, on request, only following entry by PWGSC into a contractual arrangement with the successful Proponent. Should a Proponent desire a debriefing, the Proponent should contact the person identified on the front page of the Request for Standing Offer within 15 working days of the notification of the results of the solicitation. The debriefing will include an outline of the strengths and weaknesses of the submission, referring to the evaluation criteria. The confidentiality of information relating to other submissions will be protected. The debriefing may be provided in writing, by telephone or in person.

GI 22 FINANCIAL CAPABILITY

1. Financial Capability Requirement: The Proponent must have the financial capability to fulfill this requirement. To determine the Proponent's financial capability, the Contracting Authority may, by written notice to the Proponent, require the submission of some or all of the financial information detailed below during the evaluation of proposals. The Proponent must provide the following information to the Contracting Authority within fifteen (15) working days of the request or as specified by the Contracting Authority in the notice:
 - (a) Audited financial statements, if available, or the unaudited financial statements (prepared by the Proponent's outside accounting firm, if available, or prepared in-house if no external statements have been prepared) for the Proponent's last three fiscal years, or for the years that the Proponent has been in business if this is less than three years (including, as a minimum, the Balance Sheet, the Statement of Retained Earnings, the Income Statement and any notes to the statements).

- (b) If the date of the financial statements in (a) above is more than five months before the date of the request for information by the Contracting Authority, the Proponent must also provide, unless this is prohibited by legislation for public companies, the last quarterly financial statements (consisting of a Balance Sheet and a year-to-date Income Statement), as of two months before the date on which the Contracting Authority requests this information.
 - (c) If the Proponent has not been in business for at least one full fiscal year, the following must be provided:
 - (i) the opening Balance Sheet on commencement of business (in the case of a corporation, the date of incorporation); and
 - (ii) the last quarterly financial statements (consisting of a Balance Sheet and a year-to-date Income Statement) as of two months before the date on which the Contracting Authority requests this information.
 - (d) A certification from the Chief Financial Officer or an authorized signing officer of the Proponent that the financial information provided is complete and accurate.
 - (e) A confirmation letter from all of the financial institution(s) that have provided short-term financing to the Proponent outlining the total of lines of credit granted to the Proponent and the amount of credit that remains available and not drawn upon as of one month prior to the date on which the Contracting Authority requests this information.
2. If the Proponent is a joint venture, the financial information required by the Contracting Authority must be provided by each member of the joint venture.
3. If the Proponent is a subsidiary of another company, then any financial information in 1. (a) to (e) above required by the Contracting Authority must be provided by the ultimate parent company. Provision of parent company financial information does not by itself satisfy the requirement for the provision of the financial information of the Proponent, and the financial capability of a parent cannot be substituted for the financial capability of the Proponent itself unless an agreement by the parent company to sign a Parental Guarantee, as drawn up by Public Works and Government Services Canada (PWGSC), is provided with the required information.

4. Financial Information Already Provided to PWGSC: The Proponent is not required to resubmit any financial information requested by the Contracting Authority that is already on file at PWGSC with the Contract Cost Analysis, Audit and Policy Directorate of the Policy, Risk, Integrity and Strategic Management Sector, provided that within the above-noted time frame:
 - (a) the Proponent identifies to the Contracting Authority in writing the specific information that is on file and the requirement for which this information was provided; and
 - (b) the Proponent authorizes the use of the information for this requirement.

It is the Proponent's responsibility to confirm with the Contracting Authority that this information is still on file with PWGSC.

5. Other Information: Canada reserves the right to request from the Proponent any other information that Canada requires to conduct a complete financial capability assessment of the Proponent.
6. Confidentiality: If the Proponent provides the information required above to Canada in confidence while indicating that the disclosed information is confidential, then Canada will treat the information in a confidential manner as permitted by the Access to Information Act, R.S., 1985, c. A-1, Section 20(1) (b) and (c).
7. Security: In determining the Proponent's financial capability to fulfill this requirement, Canada may consider any security the Proponent is capable of providing, at the Proponent's sole expense (for example, an irrevocable letter of credit from a registered financial institution drawn in favour of Canada, a performance guarantee from a third party or some other form of security, as determined by Canada).
8. In the event that a proposal is found to be non-compliant on the basis that the Proponent is considered NOT to be financially capable of performing the subject requirement, official notification shall be provided to the Proponent.

GI 23 REVISION OF PROPOSAL

A proposal submitted may be amended by letter or facsimile provided the revision is received at the office designated for the receipt of proposals, on or before the date and time set for the receipt of proposals. The revision must be on the Proponent's letterhead or bear a signature that identifies the Proponent, and must clearly identify the change(s) to be applied to the original proposal. The revision must also include the information identified in GI 10 2. d).

GI 24 PERFORMANCE EVALUATION

Proponents shall take note that the performance of the Consultant during and upon completion of the services shall be evaluated by Canada. The evaluation includes all or some of the following criteria: Design, Quality of Results, Management, Time and Cost. Should the Consultant's performance be considered unsatisfactory, the Consultant may be declared ineligible for future contracts.

The form [PWGSC-TPSGC 2913-1](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/2913-1.pdf), SELECT - Consultant Performance Evaluation Report (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/2913-1.pdf>), is used to record the performance.

GI 25 PROPOSAL COSTS

No payment will be made for costs incurred in the preparation and submission of a proposal in response to the Request for Standing Offer.

Costs associated with preparing and submitting a proposal, as well as any costs incurred by the Proponent associated with the evaluation of the proposal, are the sole responsibility of the Proponent.

GI 26 CONFLICT OF INTEREST - UNFAIR ADVANTAGE

1. In order to protect the integrity of the procurement process, proponents are advised that Canada may reject a proposal in the following circumstances:
 - (a) if the Proponent, any of its sub-consultants, any of their respective employees or former employees was involved in any manner in the preparation of the bid solicitation or in any situation of conflict of interest or appearance of conflict of interest;
 - (b) if the Proponent, any of its sub-consultants, any of their respective employees or former employees had access to information related to the bid solicitation that was not available to other proponents and that would, in Canada's opinion, give or appear to give the Proponent an unfair advantage.
2. The experience acquired by a Proponent who is providing or has provided the goods and services described in the bid solicitation (or similar goods or services) will not, in itself, be considered by Canada as conferring an unfair advantage or creating a conflict of interest. This Proponent remains however subject to the criteria established above.

3. Where Canada intends to reject a proposal under this section, the Contracting Authority will inform the Proponent and provide the Proponent an opportunity to make representations before making a final decision. Proponents who are in doubt about a particular situation should contact the Contracting Authority before bid closing. By submitting a proposal, the Proponent represents that it does not consider itself to be in conflict of interest nor to have an unfair advantage.

The Proponent acknowledges that it is within Canada's sole discretion to determine whether a conflict of interest, unfair advantage or an appearance of conflict of interest or unfair advantage exists.

GI 27 LIMITATION OF LIABILITY

Except as expressly and specifically permitted in this Request for Standing Offer, no Proponent or potential Proponent shall have any claim for any compensation of any kind whatsoever in relation to this Request for Standing Offer, or any aspect of the procurement process, and by submitting a proposal each Proponent shall be deemed to have agreed that it has no claim.

GI 28 STATUS AND AVAILABILITY OF RESOURCES

The Proponent certifies that, should it be issued a standing offer as a result of the Request for Standing Offer, every individual proposed in its proposal will be available to perform the Services resulting from a call-up against the Standing Offer as required by Canada's representatives and at the time specified in a call-up or agreed to with Canada's representatives. If for reasons beyond its control, the Proponent is unable to provide the services of an individual named in its proposal, the Proponent may propose a substitute with similar qualifications and experience. The Proponent must advise the Contracting Authority of the reason for the substitution and provide the name, qualifications and experience of the proposed replacement. For the purposes of this clause, only the following reasons will be considered as beyond the control of the Proponent: death, sickness, maternity and parental leave, retirement, resignation, dismissal for cause or termination of an agreement for default.

STANDING OFFER PARTICULARS (SP)

- SP 1 General
- SP 2 Withdrawal/Revision
- SP 3 Period of the Standing Offer
- SP 4 Call-Up Limitation
- SP 5 Call-Up Procedure
- SP 6 Invoicing

STANDING OFFER PARTICULARS

SP 1 GENERAL

1. The Consultant acknowledges that a standing offer is not a contract and that the issuance of a Standing Offer and Call-up Authority does not oblige or commit Canada to procure or contract for any services listed in the Standing Offer.
2. The Consultant offers to provide and deliver to Canada the services described in the Standing Offer, in accordance with the pricing set out in the Standing Offer if, and when the Contracting Authority may request such services, in accordance with the conditions listed at subsection 3 below.
3. The Consultant understands and agrees that:
 - a) a call-up against the Standing Offer will form a contract only for those services which have been called-up, provided that such call-up is made in accordance with the provisions of the Standing Offer;
 - b) Canada's liability is limited to that which arises from call-ups against the Standing Offer made within the period specified in the Standing Offer;
 - c) Canada has the right to procure the services specified in the Standing Offer by means of any other contract, standing offer or contracting method;
 - d) the Standing Offer cannot be assigned or transferred in whole or in part;
 - e) the Standing Offer may be set aside by Canada at any time.

SP 2 WITHDRAWAL/REVISION

In the event that the Consultant wishes to withdraw the Standing Offer after authority to call-up against the Standing Offer has been given, the Consultant must provide no less than thirty (30) days' written notice to the Contracting Authority, unless specified otherwise in the Standing Offer. The thirty (30) days period will start upon receipt of the notification by the Contracting Authority and the withdrawal will be effective at the expiry of that period. The Consultant must fulfill any and all call-ups which are made before the expiry of that period.

The period of the Standing Offer may only be extended, or its usage increased, by the Contracting Authority issuing a revision to the Standing Offer in writing.

SP 3 Period of the Standing Offer

The period for placing call-ups against the Standing Offer shall be for two (2) years commencing from the start date identified on the Standing Offer.

SP 4 Call-up Limitation

Each call-up against the Standing Offer will have a maximum limitation of expenditure of \$ 1,000,000.00 (Applicable Taxes included). The call-up limitation includes fees and all related disbursements.

SP 5 CALL-UP PROCEDURE ZONE A

1. Services will be called-up as follows for Zone A:

- a) The Departmental Representative will establish the scope of services to be performed. For each individual Call-Up, consultants will be considered using a computerized distribution system. This system will track all call-ups assigned to each consultant and will maintain a running total of the dollar value of business distributed. The system will contain for each consultant an ideal business distribution percentage which has been established as follows; 60% of the business for the top ranked consultant, 40% for the 2nd ranked consultant. In the event fewer than two (2) consultants are successful, the undistributed % of business will be redistributed amongst the offerors being recommended using the following formula:

$$\text{Revised Distributions \%} = \frac{\text{pre-established \%}}{100 \text{ less the non distributed \%}} \times 100$$

The Consultant who is furthest under their respective ideal business distribution percentage in relation to the other consultants will be selected for the next call-up.

- b) The Consultant will be provided the scope of services and will submit a proposal to the Departmental Representative in accordance with the fixed hourly rates established under the Standing Offer. The Consultant's proposal shall include the category of personnel, name of personnel and the number of hours estimated/required to perform the services, as well as an estimate of proposed disbursements, if applicable. If for reasons beyond its control, the Consultant is unable to provide the services of an individual named in its proposal (submitted in response to the Request for Standing Offer), the Consultant may propose a substitute with at least the same qualifications and experience in the estimation of Canada.

The Consultant must advise the Contracting Authority of the reason for the substitution and provide the name, qualifications and experience of the proposed replacement. For the purposes of this clause, only the following reasons will be considered as beyond the control of the Consultant: death, sickness, maternity and parental leave, retirement, resignation, dismissal for cause or termination of an agreement for default. If the Consultant is unable to provide a substitute with similar qualifications and experience, Canada may set aside the standing offer.

- c) For services from a Specialist Consultant that is not named or for which discipline is not identified in the Standing Offer, the Consultant's proposal shall include the category and name of personnel as well as their hourly rate(s) with the number of hours estimated/required by the Specialist Consultant to perform these services. A fixed fee or, where it is not possible or appropriate to agree upon a fixed fee, a time based fee to an upset limit will be established.
 - d) For the preparation of bilingual documents, the Consultant shall estimate the required number of hours and multiply by the hourly rates established in the Standing Offer. If the services of a translation firm are required to produce bilingual documents, these costs shall be treated as a disbursement.
 - e) A fixed fee or, where it is not possible or appropriate to agree upon a fixed fee, a time based fee to an upset limit will be established in accordance with the hourly rate(s) established in the Standing Offer.
 - f) Standing Offer holders not possessing the required security clearance at time of call up, will be bypassed and PWGSC will proceed to the next consultant who possesses the required security clearance and it is furthest under the ideal business distribution.
- 2. The Consultant will be authorized in writing by the Contracting Authority to proceed with the services by issuance of a Call-up against the Standing Offer.
 - 3. Any proposed changes to the scope of work are to be discussed with the Departmental Representative but any resulting changes can only be authorized by an amendment issued by the Contracting Authority.

SP 5 CALL-UP PROCEDURE ZONE B

1. Services will be called-up as follows for Zone B:

- a) The Departmental Representative will establish the scope of services to be performed. For each individual Call-Up, consultants will be considered using a computerized distribution system. This system will track all call-ups assigned to each consultant and will maintain a running total of the dollar value of business distributed. The system will contain for each consultant an ideal business distribution percentage which has been established as follows; 42% of the business for the top ranked consultant, 32% for the 2nd ranked consultant, 26% for the 3rd ranked consultant. In the event fewer than three (3) consultants are successful, the undistributed % of business will be redistributed amongst the offerors being recommended using the following formula:

$$\text{Revised Distributions \%} = \frac{\text{pre-established \%}}{100 \text{ less the non distributed \%}} \times 100$$

The Consultant who is furthest under their respective ideal business distribution percentage in relation to the other consultants will be selected for the next call-up.

- b) The Consultant will be provided the scope of services and will submit a proposal to the Departmental Representative in accordance with the fixed hourly rates established under the Standing Offer. The Consultant's proposal shall include the category of personnel, name of personnel and the number of hours estimated/required to perform the services, as well as an estimate of proposed disbursements, if applicable. If for reasons beyond its control, the Consultant is unable to provide the services of an individual named in its proposal (submitted in response to the Request for Standing Offer), the Consultant may propose a substitute with at least the same qualifications and experience in the estimation of Canada. The Consultant must advise the Contracting Authority of the reason for the substitution and provide the name, qualifications and experience of the proposed replacement. For the purposes of this clause, only the following reasons will be considered as beyond the control of the Consultant: death, sickness, maternity and parental leave, retirement, resignation, dismissal for cause or termination of an agreement for default. If the Consultant is unable to provide a substitute with similar qualifications and experience, Canada may set aside the standing offer.

- c) For services from a Specialist Consultant that is not named or for which discipline is not identified in the Standing Offer, the Consultant's proposal shall include the category and name of personnel as well as their hourly rate(s) with the number of hours estimated/required by the Specialist Consultant to perform these services. A fixed fee or, where it is not possible or appropriate to agree upon a fixed fee, a time based fee to an upset limit will be established.
 - d) For the preparation of bilingual documents, the Consultant shall estimate the required number of hours and multiply by the hourly rates established in the Standing Offer. If the services of a translation firm are required to produce bilingual documents, these costs shall be treated as a disbursement.
 - e) fixed fee or, where it is not possible or appropriate to agree upon a fixed fee, a time based fee to an upset limit will be established in accordance with the hourly rate(s) established in the Standing Offer.
 - f) Standing Offer holders not possessing the required security clearance at time of call up, will be bypassed and PWGSC will proceed to the next consultant who possesses the required security clearance and it is furthest away from the ideal business distribution.
2. The Consultant will be authorized in writing by the Contracting Authority to proceed with the services by issuance of a Call-up against the Standing Offer.
3. Any proposed changes to the scope of work are to be discussed with the Departmental Representative but any resulting changes can only be authorized by an amendment issued by the Contracting Authority.

SP 6 Invoicing

1. For prompt processing of invoices, include the following information on each invoice for payment:
- a) PWGSC project number;
 - b) Invoicing period with dates;
 - c) Work done to justify invoice (short narrative) for services provided
 - d) Summary of costs as follows:

Amount this invoice	(1)	Fees + Applicable Taxes = Total
Total previous invoices	(2)	Fees + Applicable Taxes = Total
Total invoiced to date	(1+2) =(3)	Fees + Applicable Taxes = Total
Agreed fees	(4)	Fees + Applicable Taxes = Total
Amount to complete	(4-3) =(5)	Fees + Applicable Taxes = Total
% Services completed this stage	(6)	

- e) Authorized signatures of the consultant and the date.
- 2. Include with each invoice for authorized disbursements, receipt of original invoices (or legible copies if originals cannot be supplied) for all items claimed.
- 3. Allocation of fee to phases of service will be guided by the AIBC Tariff of Fees Section 3.2. (See www.AIBC.Ca)

TERMS AND CONDITIONS

0220DA	General Conditions (GC)
0000DA	Supplementary Conditions (SC)
9998DA	Terms of Payment (TP)
9999DA	Consultant Services (CS)
2000DA	Calculation of Fees (CF)

110220DA GENERAL CONDITIONS

- GC 1 Definitions
- GC 2 Interpretations
- GC 3 Not applicable
- GC 4 Assignment
- GC 5 Indemnification
- GC 6 Notices
- GC 7 Suspension
- GC 8 Termination
- GC 9 Taking the Services Out of the Consultant's Hands
- GC 10 Time and Cost Records to be Kept by the Consultant
- GC 11 National or Departmental Security
- GC 12 Rights to Intellectual Property
- GC 13 Conflict of Interest and Values and Ethics Codes for the Public Service
- GC 14 Status of Consultant
- GC 15 Declaration by Consultant
- GC 16 Insurance Requirements
- GC 17 Resolution of Disagreements
- GC 18 Amendments
- GC 19 Entire Agreement
- GC 20 Contingency Fees
- GC 21 Harassment in the Workplace
- GC 22 Taxes
- GC 23 Changes in the Consultant Team
- GC 24 Joint and Several Liability
- GC 25 Federal Contractors Program
- GC 26 International Sanctions
- GC 27 Code of Conduct and Certifications - Standing Offer and Contract

GC 1 Definitions

Applicable Taxes means the Goods and Services Tax (GST), the Harmonized Sales Tax (HST), and any provincial tax, by law, payable by Canada such as, the Quebec Sales Tax (QST) as of April 1, 2013;

Average Bank Rate means the simple arithmetic mean of the *Bank Rate* in effect at 4:00 p.m. Eastern Time each day during the calendar month which immediately precedes the calendar month in which payment is made;

Bank Rate means the rate of interest established from time to time by the Bank of Canada as the minimum rate at which it makes short term advances to members of the Canadian Payments Association;

Canada, Crown, Her Majesty or the Government means Her Majesty the Queen in right of *Canada*;

Construction Contract means a contract entered into between *Canada* and a *Contractor* for the construction of the Project;

Construction Contract Award Price means the price at which a *Construction Contract* is awarded to a *Contractor*;

Construction Cost Estimate means an anticipated amount for which a *Contractor* will execute the construction of the Project;

Construction Cost Limit means that portion of the total amount of Project funds which shall not be exceeded on construction of the Project;

Consultant means the party identified in the Standing Offer to perform the *Consultant Services* under the Standing Offer and any subsequent Call-up, and includes the officer or employee of the *Consultant* identified in writing by the *Consultant*;

Contracting Authority means the party identified on the front cover page, responsible for the establishment of the Standing Offer, its amendments, administration, and any contractual issues relating to individual call-ups;

Contractor means a person, firm or corporation with whom *Canada* enters, or intends to enter, into a *Construction Contract*;

Contract Price means the amount stated in the Call-Up to be payable to the Consultant for the Services, exclusive of Applicable Taxes;

Cost Plan means the allocation of proposed costs among the various elements of the Project, as described in the *Project Brief or Terms of Reference*;

Days means continuous calendar days, including weekends and statutory public holidays;

Departmental Representative means the officer or employee of *Canada* identified to the consultant in writing to perform the *Departmental Representative's* duties under each Call-Up;

Mediation is a process of dispute resolution in which a neutral third party assists the parties involved in a dispute to negotiate their own settlement;

Project Brief or Terms of Reference means a document describing in sufficient detail the *Services* to be provided by the *Consultant* to permit the *Consultant* to proceed with the *Services* and may include general project information, scope of the work, site and design data, and time plan, specifically related to the Project;

Project Schedule means a time plan, including the sequence of tasks, milestone dates and critical dates which must be met for the implementation of the planning, design and construction phases of the Project;

Services means the *Services* provided by the *Consultant* and the *Services* required for the project as set forth in the Standing Offer and subsequent Call-up documents;

Specialist Consultant means any Architect, Professional Engineer, or other specialist, other than the *Consultant*, engaged by *Canada* directly or, at the specific request of *Canada*, engaged by the *Consultant*;

Sub-Consultant means any Architect, Professional Engineer, or other specialist engaged by the *Consultant* for the *Services* included in the Standing Offer or any subsequent Call-up;

Technical Documentation includes designs, reports, photographs, physical models, surveys, drawings, specifications, computer software developed for the purpose of the Project, computer printouts, design notes, calculations, CADD (Computer-aided Design and Drafting) files, and other data, information and material, prepared, computed, drawn, or produced and operating and maintenance manuals either prepared or collected for the Project.

Total Estimated Cost, Revised Estimated Cost, Increase (Decrease) on Page 1 of the Contract or Contract Amendment means an amount used for internal administrative purposes only that comprises the Contract Price, or the revised Contract Price, or the amount that would increase or decrease the Contract Price and the Applicable Taxes as evaluated by the Contracting Authority, and does not constitute tax advice on the part of Canada.

GC 2 Interpretations

1. Words importing the singular only also include the plural, and vice versa, where the context requires;
2. Headings or notes in the Standing Offer shall not be deemed to be part thereof, or be taken into consideration in its interpretation;
3. "Herein", "hereby", "hereof", "hereunder" and similar expressions refer to the Standing Offer as a whole and not to any particular subdivision or part thereof.

GC 3 Not Applicable

GC 4 Assignment

1. The Call-Up shall not be assigned, in whole or in part, by the *Consultant* without the prior consent of Canada.
2. An assignment of the Call-Up without such consent shall not relieve the *Consultant* or the assignee from any obligation under the Call-up, or impose any liability upon *Canada*.

GC 5 Indemnification

1. The *Consultant* shall indemnify and save harmless *Canada*, its employees and agents, from losses arising out of the errors, omissions or negligent acts of the *Consultant*, its employees and agents, in the performance of the *Services* under the Call-up that may result from the Standing Offer.
2. The *Consultant's* liability to indemnify or reimburse *Canada* under the Standing Offer shall not affect or prejudice *Canada* from exercising any other rights under law.

GC 6 Notices

1. Any notice, request, direction, consent, decision, or other communication that is required to be given or made by either party pursuant to the Standing Offer, shall be in writing, and shall be deemed to have been effectively given when:
 - (a) served personally, on the day it is delivered;
 - (b) forwarded by registered mail, on the day the postal receipt is acknowledged by the other party; or
 - (c) forwarded by facsimile or other electronic means of transmission, one working day after it was transmitted.
2. The address of either party, or the person authorized to receive notices, may be changed by notice in the manner set out in this provision.

GC 7 Suspension

1. The *Departmental Representative* may require the *Consultant* to suspend the *Services* being provided, or any part thereof, for a specified or unspecified period.
2. If a period of suspension does not exceed sixty (60) *days* and when taken together with other periods of suspension does not exceed ninety (90) *days*, the *Consultant* will, upon the expiration of that period, resume the performance of the *Services* in accordance with the terms of the Standing Offer and the relevant Call-up, subject to any agreed adjustment of the time schedule as referred to in CS 3 of clause 9999DA, Consultant Services.
3. If a period of suspension exceeds sixty (60) *days* or when taken together with other periods of suspension, the total exceeds ninety (90) *days*, and:
 - (a) the *Departmental Representative* and the *Consultant* agree that the performance of the *Services* shall be continued, then the *Consultant* shall resume performance of the *Services*, subject to any terms and conditions agreed upon by the *Departmental Representative* and the *Consultant*, or
 - (b) the *Departmental Representative* and the *Consultant* do not agree that the performance of the *Services* shall be continued, then the Call-Up shall be terminated by notice given by Canada to the *Consultant*, in accordance with the terms of GC 8.

4. Suspension costs related to this clause are as outlined in TP 8 of clause 9998DA, Terms of Payment.

GC 8 Termination

Canada may terminate any Call-up at any time in its sole discretion, and the fees paid to the *Consultant* will be in accordance with the relevant provisions in TP 9 of clause 9998DA, Terms of Payment.

GC 9 Taking the Services Out of the Consultant's Hands

1. Canada may take all or any part of the *Services* out of the *Consultant's* hands and may employ reasonable means necessary to complete such *Services* in the event that:
 - (a) The *Consultant* has become insolvent or has committed an act of bankruptcy, and has neither made a proposal to the *Consultant's* creditors nor filed a notice of intention to make such a proposal, pursuant to the *Bankruptcy and Insolvency Act*, or
 - (b) the *Consultant* fails to perform any of the *Consultant's* obligations under the Standing Offer or any of the Call-ups or, in Canada's opinion, so fails to make progress as to endanger performance of the Standing Offer or any of its call-ups, in accordance with its terms.
2. If the *Consultant* has become insolvent or has committed an act of bankruptcy, and has either made a proposal to the *Consultant's* creditors or filed a notice of intention to make such a proposal, pursuant to the *Bankruptcy and Insolvency Act*, the *Consultant* shall immediately forward a copy of the proposal or the notice of intention to the *Contracting Authority*.
3. Before the *Services* or any part thereof are taken out of the *Consultant's* hands under GC 9.1(b), the *Departmental Representative* will provide notice to the *Consultant*, and may require such failure of performance or progress to be corrected. If within fourteen (14) days after receipt of notice the default is not corrected or corrective action is not initiated to correct such fault, Canada may, by notice, without limiting any other right or remedy, take all or any part of the *Services* out of the *Consultant's* hands.
4. If the *Services* or any part thereof have been taken out of the *Consultant's* hands, the *Consultant* will be liable for, and upon demand pay to *Canada*, an amount equal to all loss and damage suffered by *Canada* by reason of the non-completion of the *Services* by the *Consultant*.

5. If the *Consultant* fails to pay on demand for the loss or damage as a result of GC 9.4, *Canada* will be entitled to deduct and withhold the same from any payments due and payable to the *Consultant*.
6. If the *Services* or any part thereof are taken out of the *Consultant's* hands as a result of GC 9.1(b) and GC 9.3, the amount referred to in GC 9.5 shall remain in the Consolidated Revenue Fund until an agreement is reached or a decision of a court or tribunal is rendered. At that time the amount, or any part of it, which may become payable to the *Consultant* shall be paid together with interest from the due date referred to in TP 2 of clause 9998DA, Terms of Payment, and in accordance with the terms of the Standing Offer.
7. The taking of the *Services*, or any part thereof, out of the *Consultant's* hands does not relieve or discharge the *Consultant* from any obligation under the Standing Offer, the Call-up, or imposed upon the *Consultant* by law, in respect to the *Services* or any part thereof that the *Consultant* has performed.

GC 10 Time and Cost Records to be Kept by the Consultant

1. Time charged and the accuracy of the *Consultant's* time recording system may be verified by the *Departmental Representative* before or after payment is made to the *Consultant* under the terms and conditions of the Call up.
2. The *Consultant* shall keep accurate time and cost records and, if required for the purposes of the Standing Offer, shall make these documents available to the *Departmental Representative* who may make copies and take extracts therefrom.
3. The *Consultant* shall afford facilities for audit and inspection upon request and shall provide the *Departmental Representative* with such information as may be required from time to time with reference to the documents referred to in GC 10.2.
4. The *Consultant* shall, unless otherwise specified, keep the time sheets and cost records available for audit and inspection for a period of at least two (2) years following completion of the *Services*.
5. If the verification is done after payment by Canada, the *Consultant* agrees to repay any overpayment immediately upon demand.

GC 11 National or Departmental Security

1. If the *Departmental Representative* is of the opinion that the Project is of a class or kind that involves national or departmental security, the *Consultant* may be required:

- (a) to provide any information concerning persons employed for purposes of the Standing Offer unless prohibited by law;
 - (b) to remove any person from the Project and its site if that person cannot meet the prescribed security requirements; and
 - (c) to retain the Project *Technical Documentation* while in the *Consultant's* possession in a manner specified by the *Departmental Representative*.
2. Notwithstanding the provisions of GC 12, if the Project is of a class or kind that involves national or departmental security, the *Consultant* shall not issue, disclose, discard or use the Project *Technical Documentation* on another project without the written consent of the *Departmental Representative*.

GC 12 Rights to Intellectual Property

1. Definitions

"Background" means all Technical Output that is not Foreground and that is proprietary to or the confidential information of the *Consultant*, the *Consultant's Sub-Consultants*, or any other entity engaged by the *Consultant* in the performance of the *Services*;

"Foreground" means any Invention first conceived, developed or reduced to practice as part of the *Services* and all other Technical Output conceived, developed, produced or implemented as part of the *Services*;

"IP Rights" means any intellectual property rights recognized by law, including any intellectual property right protected through legislation (such as that governing copyright, patents, industrial design, or integrated circuit topography) or arising from protection of information as a trade secret or as confidential information;

"Invention" means any new and useful art, process, machine, manufacture or composition of matter, or any new and useful improvement in any art, process, machine, manufacture or composition of matter, whether or not patentable and without limiting the foregoing the term includes any unique design and construction system;

"Technical Output" means: (i) all information of a scientific, technical, or artistic nature relating to the *Services*, whether oral or recorded in any form or medium and whether or not subject to copyright, including but not limited to any Inventions, designs, methods, reports, photographs, physical models, surveys, drawings, specifications developed for the purpose of the Project; as well as (ii) computer printouts, design notes, calculations, CADD (Computer-aided Design and Drafting) files, and other data, information and material, prepared, computed, drawn, or produced for the purpose of the Project; and (iii) operating and maintenance manuals prepared or collected for the Project; and (iv) any buildings, built works, structures and facilities constructed as, or as part of, the Project.

Technical Output does not include data concerned with the administration of the Standing Offer and/or Call-Up by Canada or the Consultant, such as internal financial or management information, unless it is a deliverable under the terms of the Standing Offer and/or Call-Up.

2. Identification and Disclosure of Foreground

The *Consultant* shall:

- (a) promptly report and fully disclose to Canada all Foreground that could be Inventions, and shall report and fully disclose to Canada all other Foreground not later than the time of completion of the *Services* or such earlier time as Canada or the Standing Offer and/or Call-Up may require, and
- (b) for each disclosure referred to in (a), indicate the names of all *Sub-Consultants* at any tier, if any, in which IP Rights to any Foreground have vested or will vest.

Before and after final payment to the *Consultant*, Canada shall have the right to examine all records and supporting data of the *Consultant* which Canada reasonably decides is pertinent to the identification of the Foreground.

3. IP Rights Vest with *Consultant*

Subject to articles GC 12.10 and GC 12.11 and the provisions of GC 11 National or Departmental Security, and without affecting any IP Rights or interests therein that have come into being prior to the Standing Offer and/or Call-Up or that relate to information or data supplied by *Canada* for the purposes of the Standing Offer and/or Call-Up, all IP Rights in the Foreground shall immediately, as soon as they come into existence, vest in and remain the property of the *Consultant*.

4. Ownership Rights in Deliverables

Notwithstanding the *Consultant's* ownership of the IP Rights in the Foreground that is a prototype, built work, building, structure, facility, model or custom or customized system or equipment together with associated manuals and other operating and maintenance documents and tools, *Canada* shall have unrestricted ownership rights in those deliverables, including the right to make them available for public use, whether for a fee or otherwise, and the right to sell them.

5. Licence to Foreground

Without limiting any implied licences that may otherwise vest in *Canada*, and in consideration of *Canada's* contribution to the cost of development of the Foreground, the *Consultant* hereby grants to *Canada* a non-exclusive, perpetual, irrevocable, worldwide, fully-paid and royalty-free licence to exercise all IP Rights in the Foreground that vest in the *Consultant* pursuant to article GC 12.3, for the purpose of:

- (a) the construction or implementation of any building, built works, structures and facilities, contemplated by the Project;
- (b) the further development or alteration or evolution of any part of the constructed or implemented Project, including procurement of materials and components for this purpose;
- (c) the further development, modification (including additions or deletions), completion, translation, or implementation of the Foreground and any addition to it as *Canada* may require for the purposes of the completion, utilization and subsequent evolution of the Project;
- (d) the use, occupancy, operation, exploitation, maintenance, repair or restoration of the constructed or implemented or subsequently modified Project, including the procurement of replacement materials and components required for any such purpose; and
- (e) the publishing and transmission of reproductions of the Project or any part thereof in the form of paintings, drawings, engravings, photographs or cinematographic works, to the public, in hard copy or by any electronic or other means, except for copies in the nature of architectural drawings or plans.

6. Licence to Foreground for Other Projects

The *Consultant* hereby grants to *Canada* a non-exclusive, perpetual, world-wide, irrevocable licence to exercise all IP Rights that vest in the *Consultant* pursuant to paragraph GC 12.3 for the purpose of planning, designing and constructing or otherwise implementing any project other than the Project, and for any purpose set out in paragraph GC 12.5 as it relates to such other project.

In the event that *Canada* exercises such IP Rights in an other project, and provided that *Canada* does not already have equivalent rights under a previous contract or otherwise, *Canada* agrees to pay to the *Consultant* reasonable compensation determined in accordance with current industry practice and having regard to *Canada's* contribution to the cost of development of the Foreground. The *Consultant* shall ensure that in any sale, assignment, transfer or licence of any of the IP Rights that vest in the *Consultant* under the Standing Offer and/or Call-Up, the purchaser, assignee, transferee or licensee agrees to be bound by the terms of this provision and to accept reasonable compensation as is contemplated herein.

The *Consultant* shall also ensure that any such purchaser, assignee, transferee or licensee of the IP Rights is required to impose the same obligations on any subsequent purchaser, transferee, assignee or licensee.

7. Licence to Background

Without limiting any implied licences that may otherwise vest in *Canada*, the *Consultant* hereby grants to *Canada* a non-exclusive, perpetual, irrevocable, worldwide, fully-paid and royalty-free licence to exercise such of the IP Rights in any Background incorporated into the *Services* or necessary for the performance of the *Services* as may be required

- (a) for the purposes contemplated in article GC 12.5 and GC 12.6;
- (b) for disclosure to any contractor engaged by *Canada*, or bidder for such a contract, to be used solely for a purpose set out in article GC 12.5 and GC 12.6;

and the *Consultant* agrees to make any such Background available to *Canada* upon request.

8. *Canada's Right to Disclose and Sub-license*

The *Consultant* acknowledges that *Canada* may wish to award contracts, which may include a competitive process, for any of the purposes contemplated in article GC 12.5, GC 12.6 and GC 12.7. The *Consultant* agrees that *Canada's* licence in relation to the IP Rights in the Foreground and in the Background, includes the right to disclose that Foreground and Background to bidders for such contracts, and to sub-license or otherwise authorize the use of that Foreground and Background by any contractor or consultant engaged by *Canada* for the purpose of carrying out such a contract.

9. *Consultant's Right to Grant Licence*

- (a) The *Consultant* represents and warrants that the *Consultant* has, or the *Consultant* shall obtain without delay, the right to grant to *Canada* the licence to exercise the IP Rights in the Foreground and the Background as required by the Standing Offer and/or Call-Up.
- (b) Where the IP Rights in any Background or Foreground are or will be owned by a *Sub-Consultant*, the *Consultant* shall either obtain a licence from that *Sub-Consultant* that permits compliance with articles GC 12.5, GC 12.6 and GC 12.7 or shall arrange for the *Sub-Consultant* to convey directly to *Canada* the same rights by execution of the form provided for that purpose by *Canada* no later than the time of disclosure to *Canada* of that Background and Foreground.

10. Trade Secrets and Confidential Information

The *Consultant* shall not use or incorporate any trade secrets or confidential information in any Foreground or Background used or created in performance of the Standing Offer and/or Call-Up.

11. *Canada Supplied Information*

- (a) Where performance of the *Services* involves the preparation of a compilation using information supplied by *Canada*, then the IP Rights that shall vest under paragraph GC 12.3 shall be restricted to the IP Rights in Foreground that are capable of being exploited without the use of the information supplied by *Canada*. All IP Rights in any compilation, the Foreground in which cannot be exploited without the use of such *Canada* supplied information shall vest in *Canada*.

The *Consultant* agrees that the *Consultant* shall not use or disclose any *Canada* supplied information for any purpose other than completing the performance of the *Services*. The *Consultant* shall maintain the confidentiality of such information. Unless the Standing Offer and/or Call-Up otherwise expressly provides, the *Consultant* shall deliver to *Canada* all such information together with every copy, draft, working paper and note thereof that contains such information upon the completion or termination of the Standing Offer and/or Call-Up, or at such earlier time as *Canada* may require.

- (b) If the *Consultant* wishes to make use of any *Canada* supplied information that was supplied for purposes of the Standing Offer and/or Call-Up, for the commercial exploitation or further development of any of the Foreground, then the *Consultant* may make a written request for a licence to exercise the required IP Rights in that *Canada* supplied information, to *Canada*. The *Consultant* shall give *Canada* an explanation as to why such a licence is required.

Should *Canada* agree to grant such a licence, it shall be on terms and conditions to be negotiated between the parties including payment of compensation to *Canada*.

12. Transfer of IP Rights

- (a) If *Canada* takes the *Services* out of the *Consultant's* hands in accordance with GC 9 of the General Conditions, in whole or in part, or if the *Consultant* fails to disclose any Foreground in accordance with article GC 12.2, *Canada* may upon reasonable notice, require the *Consultant* to convey to *Canada* all of the IP Rights in the Foreground or in the case of a failure to disclose, all the IP Rights in the Foreground not provided. The IP Rights to be conveyed shall include the IP Rights in any Foreground that have vested or are to vest in a *Sub-Consultant*. In the case of IP Rights in Foreground which have been sold or assigned to a party other than a *Sub-Consultant*, the *Consultant* shall not be obligated to convey those IP Rights to *Canada*, but shall pay to *Canada* on demand an amount equal to the consideration which the *Consultant* received from the sale or assignment of the IP Rights in that Foreground or, in the case of a sale or assignment was not at arms length, the fair market value of the IP Rights in that Foreground, in each case including the value of future royalties or licence fees.

- (b) In the event of the issuance by Canada of a notice referred to in (a), the *Consultant* shall, at the *Consultant's* own expense and without delay, execute such conveyances or other documents relating to title to the IP Rights as Canada may require, and the *Consultant* shall, at *Canada's* expense, afford Canada all reasonable assistance in the preparation of applications and in the prosecution of any applications for, or any registration of, any IP Right in any jurisdiction, including without limitation the assistance of the inventor in the case of Inventions.
- (c) Until the *Consultant* completes the performance of the *Services* and discloses all of the Foreground in accordance with article GC 12.2, and subject to the provisions of GC 11 National or Departmental Security, the *Consultant* shall not, without the prior written permission of Canada, sell, assign or otherwise transfer title to the IP Rights in any of the Foreground, or license or otherwise authorize the use of the IP Rights in any of the Foreground by any person.
- (d) In any sale, assignment, transfer or licence of IP Rights in Foreground by the *Consultant* except a sale or licence for end use of a product based on Foreground, the *Consultant* shall impose on the other party all of its obligations to *Canada* in relation to the IP Rights in the Foreground and any restrictions set out in the Standing Offer and/or Call-Up on the use or disposition of the IP Rights in the Foreground (and, if applicable, the Foreground itself), including the obligation to impose the same obligations and restrictions on any subsequent transferee, assignee or licensee. The *Consultant* shall promptly notify *Canada* of the name, address and other pertinent information in regard to any transferee, assignee or licensee.

GC 13 Conflict of Interest and Values and Ethics Codes for the Public Service

1. The *Consultant* declares that the *Consultant* has no pecuniary interest in the business of any third party that would cause, or seem to cause, a conflict of interest in carrying out the *Services*, and should such an interest be acquired during the life of the Standing Offer, the *Consultant* shall declare it immediately to the *Departmental Representative*.
2. The *Consultant* shall not have any tests or investigations carried out by any persons, firms, or corporations, that may have a direct or indirect financial interest in the results of those tests or investigations.
3. The *Consultant* shall not submit, either directly or indirectly, a bid for any Construction Contract related to the Project.

4. The Consultant acknowledges that no individuals who are subject to the provisions of the Conflict of Interest Act, 2006, c. 9, s.2, the Conflict of Interest Code for Members of the House of Commons, the Values and Ethics Code for the Public Services, or all other codes of values and ethics applicable within specific organizations cannot derive any direct benefit resulting from the Standing Offer or subsequent Call-ups.
5.
 - (a) The Consultant shall not be eligible to compete as a consultant or sub-consultant for a project which may result from the provision of the Services if the Consultant is involved in the development of a Project Brief or Terms of Reference, a Request for Proposal or similar documents for such project.
 - (b) The Consultant providing certain pre-design services (e.g. studies, analysis, schematic design) that do not involve the development of a Project Brief or Terms of Reference, a Request for Proposal or similar documents for such project may be eligible to compete as a consultant or sub-consultant for a project which may result from the provision of these services. The experience acquired by a Consultant who has only provided pre-design services, where the information / documentation resulting from these services is made available to other proponents, will not be considered by Canada as conferring an unfair advantage or creating a conflict of interest.

GC 14 Status of Consultant

The Consultant is an independent contractor engaged by Canada to perform the Services. Nothing in the Standing Offer through a Call-up is intended to create a partnership, a joint venture or an agency between Canada and the other party or parties. The Consultant must not represent itself as an agent or representative of Canada to anyone. Neither the Consultant nor any of its personnel is engaged as an employee or agent of Canada. The Consultant is responsible for all deductions and remittances required by law in relation to its employees.

GC 15 Declaration by Consultant

The *Consultant* declares that:

- (a) based on the information provided pertaining to the *Services* required under the Standing Offer, the *Consultant* has been provided sufficient information by the *Departmental Representative* to enable the *Services* required under the Standing Offer to proceed and is competent to perform the *Services* and has the necessary licences and qualifications including the knowledge, skill and ability to perform the *Services*; and

- (b) the quality of *Services* to be provided by the *Consultant* shall be consistent with generally accepted professional standards and principles.

GC 16 Insurance Requirements

1. General

- (a) The Consultant shall ensure that appropriate liability insurance coverage is in place to cover the consultant and the members of the consultant team and shall maintain all required insurance policies as specified herein.
- (b) The Consultant shall, if requested by the Contracting Officer at any time, provide to the Contracting Officer an Insurer's Certificate of Insurance and/or the originals or certified true copies of all contracts of insurance maintained by the Consultant pursuant to the provisions contained herein.
- (c) The payment of monies up to the deductible amount made in satisfaction of a claim shall be borne by the Consultant.
- (d) Any insurance coverages additional to those required herein that the Consultant and the other members of the consultant team may deem necessary for their own protection or to fulfill their obligations shall be at their own discretion and expense.

2. Commercial General Liability

- (a) The insurance coverage provided shall not be less than that provided by IBC Form 2100, as amended from time to time, and shall have: a limit of liability of not less than \$5,000,000.00 per occurrence; an aggregate limit of not less than \$5,000,000.00 within any policy year.
- (b) The policy shall insure the Consultant and shall include Her Majesty the Queen in right of Canada, represented by the Minister of Public Works and Government Services as an Additional Insured, with respect to liability arising out of the performance of the *Services*.

3. Professional Liability

- (a) The Professional Liability insurance coverage shall be in an amount usual for the nature and scope of the *Services* but, shall have a limit of liability of not less than \$1,000,000 per claim, and be continually maintained from the commencement of performance of the *Services* until five (5) years after their completion.

- (b) The following provision must be incorporated into the conditions of the Consultant's Professional Liability insurance coverage: "Notice of Cancellation of Insurance Coverage: The Insurer agrees to give the Contracting Authority at least thirty (30) days' prior written notice of any policy cancellation and before making any adverse material changes."

GC 17 Resolution of Disagreements

1. In the event of a disagreement regarding any aspect of the *Services* or any instructions given under the Standing Offer and subsequent Call-ups:
 - (a) The *Consultant* may give a notice of disagreement to the *Departmental Representative*. Such notice shall be promptly given and contain the particulars of the disagreement, any changes in time or amounts claimed, and reference to the relevant clauses of the Standing Offer and Call-up;
 - (b) The *Consultant* shall continue to perform the *Services* in accordance with the instructions of the *Departmental Representative*; and
 - (c) The *Consultant* and the *Departmental Representative* shall attempt to resolve the disagreement by negotiations conducted in good faith.

The negotiations shall be conducted, first, at the level of the *Consultant's* project representative and the *Departmental Representative* and, secondly and if necessary, at the level of a principal of the *Consultant* firm and a senior departmental manager.

2. The *Consultant's* continued performance of the *Services* in accordance with the instructions of the *Departmental Representative* shall not jeopardize the legal position of the *Consultant* in any disagreement.
3. If it was subsequently agreed or determined that the instructions given were in error or contrary to the Standing Offer or Call-up, *Canada* shall pay the *Consultant* those fees the *Consultant* shall have earned as a result of the change(s) in the *Services* provided, together with those reasonable disbursements arising from the change(s) and which have been authorized by the *Departmental Representative*.
4. The fees mentioned in GC 17.3 shall be calculated in accordance with the Terms of Payment set out in the Standing Offer and the relevant Call-up.

5. If the disagreement is not settled, the *Consultant* may make a request to the *Departmental Representative* for a written departmental decision and the *Departmental Representative* shall give notice of the departmental decision within fourteen (14) days of receiving the request, setting out the particulars of the response and any relevant clauses of the Standing Offer or Call-up.
6. Within fourteen (14) days of receipt of the written departmental decision, the *Consultant* shall notify the *Departmental Representative* if the *Consultant* accepts or rejects the decision.
7. If the *Consultant* rejects the departmental decision, the *Consultant*, by notice may refer the disagreement to *Mediation*.
8. If the disagreement is referred to *Mediation*, the *Mediation* shall be conducted with the assistance of a skilled and experienced mediator chosen by the *Consultant* from a list of mediators proposed by Canada, and departmental *Mediation* procedures shall be used unless the parties agree otherwise.
9. Negotiations conducted under the Standing Offer and any resulting Call-up, including those conducted during *Mediation*, shall be without prejudice.

GC 18 Amendments

The Standing Offer or any resulting Call-up may not be amended, or modified, nor shall any of its terms and conditions be waived, except by agreement in writing executed by the Consultant and the Contracting Authority.

GC 19 Entire Agreement

The Standing Offer and Call-up constitutes the entire and only agreement between the parties and supersedes all previous negotiations, communications and other agreements, whether written or oral, unless they are incorporated by reference in the Standing Offer and/or Call-up.

There are no terms, covenants, representations, statements or conditions binding on the parties other than those contained in the Standing Offer and Call-up.

GC 20 Contingency Fees

The Consultant certifies that it has not, directly or indirectly, paid or agreed to pay and agrees that it will not, directly or indirectly, pay a contingency fee for the solicitation, negotiation or obtaining of the Standing Offer to any person, other than an employee of the Consultant acting in the normal course of the employee's duties.

In this section, "contingency fee" means any payment or other compensation that depends or is calculated based on a degree of success in soliciting, negotiating or obtaining the Standing Offer and "person" includes any individual who is required to file a return with the registrar pursuant to section 5 of the Lobbying Act, 1985, c. 44 (4th Supplement).

GC 21 Harassment in the Workplace

1. The Consultant acknowledges the responsibility of Canada to ensure, for its employees, a healthy work environment, free of harassment.

A copy of the Treasury Board policy, the Policy on the Prevention and Resolution of Harassment in the Workplace, which is also applicable to the Consultant, is available on the Treasury Board Web site.

2. The Consultant must not, either as an individual, or as a corporate or unincorporated entity, through its employees or sub-consultants, harass, abuse, threaten, discriminate against or intimidate any employee, consultant or other individual employed by, or under contract with Canada. The Consultant will be advised in writing of any complaint and will have the right to respond in writing. Upon receipt of the Consultant's response, the Contracting Authority will, at its entire discretion, determine if the complaint is founded and decide on any action to be taken.

GC 22 Taxes

1. Federal government departments and agencies are required to pay *Applicable Taxes*.
2. *Applicable Taxes* will be paid by Canada as provided in the invoice submission. *Applicable Taxes* must be specified on all invoices as a separate item along with corresponding registration numbers from the tax authorities. All items that are zero-rated, exempt or to which these *Applicable Taxes* do not apply must be identified as such on all invoices.
It is the sole responsibility of the Consultant to charge *Applicable Taxes* at the correct rate in accordance with applicable legislation. The Consultant agrees to remit to appropriate tax authorities any amounts of *Applicable Taxes* paid or due.
3. The Consultant is not entitled to use Canada's exemptions from any tax, such as provincial sales taxes, unless otherwise specified by law. The Consultant must pay applicable provincial sales tax, ancillary taxes, and any commodity tax, on taxable goods or services used or consumed in the performance of the contract (in accordance with applicable legislation), including for material incorporated into real property.

4. In those cases where Applicable Taxes, customs duties, and excise taxes are included in the *Contract Price*, the *Contract Price* will be adjusted to reflect any increase, or decrease of *Applicable Taxes*, customs duties, and excise taxes that will have occurred between bid submission and contract award. However, there will be no adjustment for any change to increase the *Contract Price* if public notice of the change was given before bid submission date in sufficient detail to have permitted the Consultant to calculate the effect of the change.

5. Tax Withholding of 15 Percent - Canada Revenue Agency

Pursuant to the Income Tax Act, 1985, c. 1 (5th Supp.) and the Income Tax Regulations, Canada must withhold 15 percent of the amount to be paid to the Consultant in respect of services provided in Canada if the Consultant is not a resident of Canada, unless the Consultant obtains a valid waiver from the Canada Revenue Agency. The amount withheld will be held on account for the Consultant in respect to any tax liability which may be owed to Canada.

GC 23 Changes in the *Consultant* team

1. Should an entity or person named in the Consultant's proposal as an entity or person who is to perform the *Services* or part of the *Services* be unable to perform or complete the *Services*, the *Consultant* shall obtain the concurrence of the *Departmental Representative* prior to performing or completing the *Services*, or entering into an agreement with another equally qualified entity or person to perform or complete the *Services*, such concurrence not to be unreasonably withheld.
2. In seeking to obtain the concurrence of the *Departmental Representative* referred to in paragraph 1, the *Consultant* shall provide notice in writing to the *Departmental Representative* containing:
 - (a) the reason for the inability of the entity or person to perform the *Services*;
 - (b) the name, qualifications and experience of the proposed replacement entity or person, and
 - (c) if applicable, proof that the entity or person has the required security clearance granted by *Canada*.
3. The *Consultant* shall not, in any event, allow performance of any part of the *Services* by unauthorized replacement entities or persons, and acceptance of a replacement entity or person by the *Departmental Representative* shall not relieve the *Consultant* from responsibility to perform the *Services*.

4. The *Departmental Representative*, with the authority of Canada, may order the removal from the *Consultant* team of any unauthorized replacement entity or person and the *Consultant* shall immediately remove the entity or person from the performance of the *Services* and shall, in accordance with paragraphs 1. and 2., secure a further replacement.
5. The fact that the *Departmental Representative* does not order the removal of a replacement entity or person from the performance of the *Services* shall not relieve the *Consultant* from the *Consultant's* responsibility to meet all the *Consultant's* obligations in the performance of the *Services*.

GC 24 Joint and Several Liability

If at any time there is more than one legal entity constituting the *Consultant*, their covenants under the Standing Offer and/or Call-Up shall be considered to be joint and several and apply to each and every entity. If the *Consultant* is or becomes a partnership or joint venture, each legal entity who is a member or becomes a member of the partnership or joint venture or its successors is and continues to be jointly and severally liable for the performance of the work and all the covenants of the *Consultant* pursuant to the Standing Offer and/or Call-Up, whether or not that entity ceases to be a member of the partnership, joint venture or its successor.

GC 25 Federal Contractors Program

Where the *Consultant* has certified in its proposal its status with the Federal Contractors Program; the *Consultant* acknowledges that Canada has relied upon such certification to enter into a Standing Offer and/or Call-Up. Such certification may be verified in such manner as Canada may reasonably require.

The *Consultant* acknowledges that in the event of a misrepresentation, Canada shall have the right to terminate the Standing Offer and/or Call-Up.

GC 26 International Sanctions

1. Persons in Canada, and Canadians outside of Canada, are bound by economic sanctions imposed by Canada. As a result, the Government of Canada cannot accept delivery of goods or services that originate, either directly or indirectly, from the countries or persons subject to [economic sanctions](http://www.international.gc.ca/sanctions/index.aspx?lang=eng) (<http://www.international.gc.ca/sanctions/index.aspx?lang=eng>).
2. The *Consultant* must not supply to the Government of Canada any goods or services which are subject to economic sanctions.

3. The Consultant must comply with changes to the regulations imposed during the period of the Call-Up. The Consultant must immediately advise Canada if it is unable to perform the Services as a result of the imposition of economic sanctions against a country or person or the addition of a good or service to the list of sanctioned goods or services. If the parties cannot agree on a work around plan, the Call-Up will be terminated for the convenience of Canada in accordance with terms and conditions of the Standing Offer and/or Call-Up.

GC 27 Code of Conduct and Certifications - Standing Offer and Contract

1. The Consultant agrees to comply with the Code of Conduct for Procurement (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/contexte-context-eng.html>) and to be bound by its terms. In addition to complying with the Code of Conduct for Procurement, the Consultant must also comply with the terms set out in this section.
2. The Consultant further understands that, to ensure fairness, openness and transparency in the procurement process, the commission of certain acts or offences may result in setting aside the Standing Offer and terminating for default any resulting contracts. If the Consultant made a false declaration in its proposal, makes a false declaration under the contract, fails to diligently maintain up to date the information herein requested, or if the Consultant or any of the Consultant's affiliates fail to remain free and clear of any acts or convictions specified herein during the period of the Standing Offer, such false declaration or failure to comply may result in the setting aside of the Standing Offer and the termination for default of any resulting contracts. The Consultant understands that a termination for default will not restrict Canada's right to exercise any other remedies that may be available against the Consultant and agrees to immediately return any advance payments.
3. For the purpose of this section, everyone, including but not limited to organizations, bodies corporate, societies, companies, firms, partnerships, associations of persons, parent companies and subsidiaries, whether partly or wholly-owned, as well as individuals and directors, are Consultant's affiliates if:
 - (a) directly or indirectly either one controls or has the power to control the other, or
 - (b) a third party has the power to control both.

Indicia of control, include, but are not limited to, interlocking management or ownership, identity of interests among family members, shared facilities and equipment, common use of employees, or a business entity created following the acts or convictions specified in this section which has the same or similar management, ownership, or principal employees, as the case may be.

4. The Consultant must diligently maintain an up-to-date list of names by informing Canada in writing of any change occurring during the period of the Standing Offer and the period of any resulting contracts. The Consultant must also, when so requested, provide Canada with the corresponding Consent Forms.
5. The Consultant certifies that it is aware, and that its affiliates are aware, that Canada may verify the information provided by the Consultant, including the information relating to the acts or convictions specified herein, through independent research, use of any government resources or by contacting third parties.
6. The Consultant certifies that neither the Consultant nor any of the Consultant's affiliates have directly or indirectly, paid or agreed to pay, and will not, directly or indirectly, pay a contingency fee to any individual for the solicitation, negotiation or obtaining of the Standing Offer and any call-ups made against the Standing if the payment of the fee would require the individual to file a return under section 5 of the Lobbying Act.
7. The Consultant certifies that no one convicted under any of the provisions under a) or b) are to receive any benefit under a contract arising from this Standing Offer. In addition, the Consultant certifies that except for those offences where a criminal pardon or a record suspension has been obtained or capacities restored by the Governor in Council, neither the Consultant nor any of the Consultant's affiliates has ever been convicted of an offence under any of the following provisions:
 - (a) paragraph 80(1)(d) (*False entry, certificate or return*), subsection 80(2) (*Fraud against Her Majesty*) or section 154.01 (*Fraud against Her Majesty*) of the *Financial Administration Act*, or
 - (b) section 121 (*Frauds on the government and Offeror subscribing to election fund*), section 124 (*Selling or Purchasing Office*), section 380 (*Fraud*) for fraud committed against Her Majesty or section 418 (*Selling defective stores to Her Majesty*) of the *Criminal Code of Canada*, or
 - (c) section 462.31 (*Laundering proceeds of crime*) or sections 467.11 to 467.13 (*Participation in activities of criminal organization*) of *Criminal Code of Canada*, or
 - (d) section 45 (*Conspiracies, agreements or arrangements between competitors*), 46 (*Foreign directives*) 47 (*Bid rigging*), 49 (*Agreements or arrangements of federal financial institutions*), 52 (*False or misleading representation*), 53 (*Deceptive notice of winning a prize*) under the *Competition Act*, or
 - (e) section 239 (*False or deceptive statements*) of the *Income Tax Act*, or
 - (f) section 327 (*False or deceptive statements*) of the *Excise Act*, or
 - (g) section 3 (*Bribing a foreign public official*) of the *Corruption of Foreign Public Officials Act*, or

- (h) section 5 (*Trafficking in substance*), section 6 (*Importing and exporting*), or section 7 (*Production of substance*) of the *Controlled Drugs and Substance Act*.

0000DA

SUPPLEMENTARY CONDITIONS

SC 1 Travel and Living Expenses

- .1 For projects located in British Columbia (excluding Vancouver Island) and Yukon, travel-related expenses associated with the delivery of services will be calculated from the PWGSC's Vancouver Office, 800 Burrard Street, Vancouver, BC V6Z 0B9 or from the consultant's office to the project site, whichever is closer.
- .2 For projects located on Vancouver Island, travel-related expenses associated with the delivery of services will be calculated from the PWGSC's Victoria Office, 1230 Government Street, Victoria, BC V8W 3X4 or from the consultant's office to the project site, whichever is closer.
- .3 All travel related expenses within 50kms of the above locations will be included in the consultants hourly fee structure.

9998DA TERMS OF PAYMENT

TP 1 Fees

1. Subject to the terms and conditions of the Standing Offer, and in consideration for the performance of the *Services*, Canada shall pay to the Consultant a sum of money calculated in accordance with the fee arrangements identified herein and in 2000DA.
2. The *Consultant's* fees are only payable when the *Consultant* has performed the *Services* as determined by the *Departmental Representative*. Payment in respect of a *Service*, or part of a *Service*, is not to be deemed a waiver of *Canada's* rights of set-off at law or under this Standing Offer for costs or expenses arising from default or negligence of the *Consultant*.
3. The maximum amount payable under a Call-Up, including fees and disbursements, shall not be exceeded, without the prior written authorization of the Contracting Authority.

TP 2 Payments to the Consultant

1. The *Consultant* shall be entitled to receive progress payments at monthly or other agreed intervals, subject to the limitations of the Call-up, if applicable. Such payments shall be made not later than the due date. The due date shall be the 30th day following receipt of an acceptable invoice.
2. An acceptable invoice shall be an invoice delivered to the *Departmental Representative* in the agreed format with sufficient detail and information to permit verification. The invoice shall also identify, as separate items:
 - (a) the amount of the progress payment being claimed for *Services* satisfactorily performed,
 - (b) the amount for any tax calculated in accordance with the applicable federal legislation, and
 - (c) the total amount which shall be the sum of the amounts referred to in TP 2.2(a) and TP 2.2(b).
3. The amount of the tax shown on the invoice shall be paid by *Canada* to the *Consultant* in addition to the amount of the progress payment for *Services* satisfactorily performed.

4. The *Departmental Representative* shall notify the *Consultant* within fifteen (15) days after the receipt of an invoice of any error or missing information therein. Payment shall be made not later than thirty (30) days after acceptance of the corrected invoice or the required information.
5. Upon completion of each Call-up, the *Consultant* shall provide a Statutory Declaration evidencing that all the *Consultant's* financial obligations for *Services* rendered to the *Consultant* or on the *Consultant's* account, in connection with the Call-up, have been satisfied.
6. Upon written notice by a *Sub-Consultant*, with whom the *Consultant* has a direct contract, of an alleged non payment to the *Sub-Consultant*, the *Departmental Representative* may provide the *Sub-Consultant* with a copy of the latest approved progress payment made to the *Consultant* for the *Services*.
7. Upon the satisfactory completion of all *Services*, the amount due, less any payments already made, shall be paid to the *Consultant* not later than thirty (30) days after receipt of an acceptable invoice, together with the Statutory Declaration in accordance with TP 2.5.

TP 3 Delayed Payment

1. If *Canada* delays in making a payment that is due in accordance with TP 2, the *Consultant* will be entitled to receive interest on the amount that is overdue for the period of time as defined in TP 3.2 including the day previous to the date of payment. Such date of payment shall be deemed to be the date on the cheque given for payment of the overdue amount. An amount is overdue when it is unpaid on the first day following the due date described in TP 2.1.
2. Interest shall be paid automatically on all amounts that are not paid by the due date or fifteen (15) days after the *Consultant* has delivered a Statutory Declaration in accordance with TP 2.5 or TP 2.7, whichever is the later.
3. The rate of interest shall be the *Average Bank Rate* plus 3 percent per year on any amount which is overdue pursuant to TP 3.1.

TP 4 Claims Against, and Obligations of, the Consultant

1. *Canada* may, in order to discharge lawful obligations of and satisfy lawful claims against the *Consultant* by a *Sub-Consultant*, with whom the *Consultant* has a direct contract, for *Services* rendered to, or on behalf of, the *Consultant*, pay an amount from money that is due and payable to the *Consultant* directly to the claimant *Sub-Consultant*.

2. For the purposes of TP 4.1 a claim shall be considered lawful when it is so determined:
 - (a) by a court of legal jurisdiction, or
 - (b) by an arbitrator duly appointed to arbitrate the said claim, or
 - (c) by a written notice delivered to the *Departmental Representative* and signed by the *Consultant* authorizing payment of the said claim or claims.
3. A payment made pursuant to TP 4.1 is, to the extent of the payment, a discharge of *Canada's* liability to the *Consultant* under a specific Call-up and will be deducted from any amount payable to the *Consultant* under any active Call-up.
4. TP 4.1 shall only apply to claims and obligations
 - (a) The notification of which has set forth the amount claimed to be owing and a full description of the *Services* or a part of the *Services* for which the claimant has not been paid. The notification must be received by the *Departmental Representative* in writing before the final payment is made to the *Consultant* and within one hundred twenty (120) days of the date on which the claimant
 - (1) should have been paid in full under the claimant's agreement with the *Consultant* where the claim is for an amount that was lawfully required to be held back from the claimant; or
 - (2) performed the last of the *Services* pursuant to the claimant's agreement with the *Consultant* where the claim is not for an amount referred to in TP 4.4(a)(1), and
 - (b) the proceedings to determine the right to payment of which shall have commenced within one year from the date that the notification referred to in TP 4.4(a) was received by the *Departmental Representative*.
5. *Canada* may, upon receipt of a notification of claim referred to in TP 4.4(a), withhold from any amount that is due and payable to the *Consultant* pursuant to a Call-up the full amount of the claim or any portion thereof.
6. The *Departmental Representative* shall notify the *Consultant* in writing of receipt of any notification of claim and of the intention of *Canada* to withhold funds pursuant to TP 4.5. The *Consultant* may, at any time thereafter and until payment is made to the claimant, post with *Canada*, security in a form acceptable to *Canada* in an amount equal to the value of the said claim. Upon receipt of such security *Canada* shall release to the *Consultant* any funds which would be otherwise payable to the *Consultant*, that were withheld pursuant to the provision of TP 4.5.

7. The *Consultant* shall discharge all lawful obligations and shall satisfy all lawful claims against the *Consultant* for *Services* rendered to, or on behalf of, the *Consultant* in respect of this Standing Offer at least as often as this Standing Offer requires *Canada* to discharge its obligations to the *Consultant*.

TP 5 No Payment for Errors and Omissions

The *Consultant* shall not be entitled to payment in respect of costs incurred by the *Consultant* in remedying errors and omissions in the *Services* that are attributable to the *Consultant*, the *Consultant's* employees, or persons for whom the *Consultant* had assumed responsibility in performing the *Services*.

TP 6 Payment for Changes and Revisions

1. Payment for any additional or reduced *Services* authorized by the Departmental Representative, prior to their performance, and for which a basis of payment has not been established at the time of execution of the Call-up, shall be in an amount or amounts to be determined by the Departmental Representative, acting reasonably, subject to these Terms of Payment.
2. Payment for additional *Services* not identified at the time of execution of the Call-up shall be made only to the extent that
 - (a) the additional *Services* are *Services* that are not included in stated *Services* in the Call-Up; and
 - (b) The additional *Services* are required for reasons beyond the control of the *Consultant*.

TP 7 Extension of Time

If, and to the extent that, the time for completion of the *Construction Contract* is exceeded or extended through no fault of the *Consultant* in the opinion of *Canada*, payment for the *Services* required for such extended period of the contract administration shall be subject to review and equitable adjustment by *Canada*.

TP 8 Suspension Costs

1. During a period of suspension of the *Services* pursuant to GC 7 of clause 0220DA, General Conditions, the *Consultant* shall minimize all costs and expenses relating to the *Services* that may occur during the suspension period.

2. Within fourteen (14) days of notice of such suspension, the Consultant shall submit to the Departmental Representative a schedule of costs and expenses, if any, that the Consultant expects to incur during the period of suspension, and for which the Consultant will request reimbursement.
3. Payment shall be made to the Consultant for those costs and expenses that, in the opinion of Canada, are substantiated as having been reasonably incurred during the suspension period

TP 9 Termination Costs

1. In the event of termination of any Call-up pursuant to GC 8 of clause 0220DA, General Conditions, *Canada* shall pay, and the *Consultant* shall accept in full settlement, an amount based on these Terms of Payment, for *Services* satisfactorily performed and any reasonable costs and expenses incurred to terminate the Call-Up.
2. Within fourteen (14) days of notice of such termination, the Consultant shall submit to the Departmental Representative a schedule of costs and expenses reasonably incurred. The Consultant must ensure that it has mitigated its costs to the best of its ability.
3. Payment shall be made to the Consultant for those costs and expenses that, in the opinion of Canada, are substantiated as having been reasonably incurred after the date of termination.
4. The Consultant has no claim for damages, compensation, loss of profit, loss of opportunity, allowance or otherwise by reason of, or directly or indirectly arising out of, any action taken or termination notice given by Canada under GC8 Termination.

TP 10 Disbursements

1. Subject to any provisions specifically to the contrary in the Supplementary Conditions, the following costs shall be included in the fees required to deliver the consultant services and shall not be reimbursed separately;
 - (a) reproduction and delivery costs of drawings, CADD files, specifications and other Technical Documentation specified in the Standing Offer Brief;
 - (b) standard office expenses such as any photocopying, computer costs, Internet, cellular phone costs, long distance telephone and fax costs, including that between the Consultant's main office and branch offices or between the Consultant's offices and other team members offices;

- (c) courier and delivery charges for deliverables specified in the Standing Offer Brief;
 - (d) plotting;
 - (e) presentation material;
 - (f) parking fees;
 - (g) taxi charges;
 - (h) travel time;
 - (l) travel expenses; and
 - (j) local project office.
2. Subject to any provisions specifically to the contrary in the Supplementary Conditions, the following disbursements reasonably incurred by the Consultant, that are related to the Services and approved by the Departmental Representative, shall be reimbursed to the Consultant at actual cost:
- (a) reproduction and delivery costs of drawings, CADD files, specifications and other Technical Documentation additional to that specified in the Standing Offer Brief;
 - (b) transportation costs for material samples and models additional to that specified in the Standing Offer Brief;
 - (c) project related travel and accommodation additional to that specified in the Standing Offer Brief shall be reimbursed in accordance with current National Joint Council (NJC) Travel Directive (<http://www.njc-cnm.gc.ca/directive/index.php?dlabel=travel-voyage&lang=en&did=10&merge=2>); and
 - (d) other disbursements made with the prior approval and authorization of the Departmental Representative.
3. Disbursements shall be Project related and shall not include expenses that are related to the normal operation of the Consultant's business. The amounts payable, shall not exceed the amount entered in the Call-up, without the prior authorization of the Departmental Representative.

9999DA CONSULTANT SERVICES

CS 1 Services

The *Consultant* shall perform the *Services* described herein and in any subsequent Call-up, in accordance with the terms and conditions of this Standing Offer.

CS 2 Standard of Care

In performing the services, the Consultant shall provide and exercise the standard of care, skill and diligence required by customarily accepted professional practices and procedures developed by professional bodies in the performance of the services at the time when and the location in which the *Services* are provided.

CS 3 Time Schedule

The *Consultant* shall:

- (a) submit in a timely manner to the *Departmental Representative*, for approval, a time schedule for the *Services* to be performed, in detail appropriate to the size and complexity of the Project, and in a format as requested by the *Departmental Representative*;
- (b) adhere to the approved time schedule and, if changes in the approved time schedule become necessary, indicate the extent of, and the reasons for such changes, and obtain the approval of the *Departmental Representative*.

CS 4 Project Information, Decisions, Acceptances, Approvals

- 1. The *Departmental Representative* shall provide, in a timely manner, project information, written decisions and instructions, including acceptances and approvals relating to the *Services* provided by the *Consultant*.
- 2. No acceptance or approval by the *Departmental Representative*, whether expressed or implied, shall be deemed to relieve the *Consultant* of the professional or technical responsibility for the *Services* provided by the *Consultant*.

CS 5 Changes in Services

The *Consultant* shall:

- (a) make changes in the *Services* to be provided for the Project, including changes which may increase or decrease the original scope of *Services*, when requested in writing by the *Departmental Representative*; and
- (b) prior to commencing such changes, advise the *Departmental Representative* of any known and anticipated effects of the changes on the *Construction Cost Estimate*, *Consultant fees*, *Project Schedule*, and other matters concerning the Project.

CS 6 Codes, By-Laws, Licences, Permits

The *Consultant* shall comply with all statutes, codes, regulations and by-laws applicable to the design and where necessary, shall review the design with those public authorities having jurisdiction in order that the consents, approvals, licences and permits required for the project may be applied for and obtained.

CS 7 Provision of Staff

The *Consultant* shall, on request, submit to the *Departmental Representative* for approval, the names, addresses, qualifications, experience and proposed roles of all persons, including principals, to be employed by the *Consultant* to provide the *Services* identified in the Call-up and, on request, submit any subsequent changes to the *Departmental Representative* for approval.

CS 8 Sub-Consultants

1. The *Consultant* shall:

- (a) prior to any Call-up notify the *Departmental Representative* of any other sub-consultants with whom the *Consultant* intends to enter into agreements for part of the *Services* and, on request, provide details of the terms, and *Services* to be performed under the said agreements and the qualifications and names of the personnel of the *Sub-Consultants* proposed to be employed on any Call-up;
- (b) include in any agreements entered into with sub-consultants such provisions of this Standing Offer as they apply to the *Sub-Consultants'* responsibilities; and
- (c) upon written notice by a *Sub-Consultant*, with whom the *Consultant* has a direct contract, inform the *Sub-Consultant* of the *Consultant's* obligations to the *Sub-Consultant* under this Standing Offer.

2. The *Departmental Representative* may object to any *Sub-Consultant* within six (6) days of receipt of notification given in accordance with CS 8.1(a) and, on notification of such objection, the *Consultant* shall not enter into the intended agreement with the *Sub-Consultant*.
3. Neither an agreement with a *Sub-Consultant* nor the *Departmental Representative's* consent to such an agreement by the *Consultant* shall be construed as relieving the *Consultant* from any obligation under this Standing Offer or subsequent Call-ups, or as imposing any liability upon *Canada*.

CS 9 Cost Control

If the services required under a call-up are for a construction project, the following will apply:

1. Throughout Project development, the *Construction Cost Estimate* prepared by the *Consultant* shall not exceed the *Construction Cost Limit*.
2. In the event that the *Consultant* considers that the *Construction Cost Estimate* will exceed the *Construction Cost Limit*, the *Consultant* shall notify the *Departmental Representative* and
 - (a) if the excess is due to factors under the control of, or reasonably foreseeable by the *Consultant*, the *Consultant* shall, if requested by the *Departmental Representative*, and at no additional cost to *Canada*, make such changes or revisions to the design as may be necessary to bring the *Construction Cost Estimate* within the *Construction Cost Limit*; or
 - (b) if the excess is due to factors that are not under the control of the *Consultant*, changes or revisions may be requested by the *Departmental Representative*.

Such changes or revisions shall be undertaken by the *Consultant* at *Canada's* expense, and the cost involved shall become an amount to be mutually agreed, prior to performance of the said changes or revisions.

3. If the lowest price obtained by bid process or negotiation exceeds the *Construction Cost Limit*, and if the excess is due to reasons within the control of, or reasonably foreseeable by the *Consultant*, the *Consultant* shall, if requested by the *Departmental Representative*, and without additional charge, be fully responsible for revising the Project scope and quality as required to reduce the construction cost and shall modify the construction documents as necessary to comply with the *Construction Cost Limit*.

2000DA CALCULATION OF FEES

CF 1 Fee Arrangement(s) for Services

1. The fee to be paid to the *Consultant* for the *Services* pursuant to any Call-up, shall be determined by one or more of the following methods:
 - (a) **Fixed Fee:**
The fixed fee will be established by multiplying the applicable hourly rate(s) by the number of hours, negotiated and agreed to by the *Departmental Representative* and the *Consultant*.
 - (b) **Time Based Fee to an Upset Limit:**
An upset limit will be established by the *Departmental Representative*, and the *Consultant* will be paid for actual work performed using the applicable hourly rate(s) for such work.
2. **Maximum Amount(s) Payable**
The maximum amount(s) that applies (apply) to the *Services* to be carried out at the fixed hourly rates shall be as specified in the Call-up, which amount(s) shall not be exceeded without the prior authorization of the *Departmental Representative* with the approval of Canada.

CF 2 Payments for Services

1. Payments in respect of the fixed fee shall be made upon satisfactory performance of the *Services* but such payments shall not exceed the amount(s) as specified in the Call-up, for each *Service*.
2. Payments in respect of the time based fee arrangement shall be made upon satisfactory performance of the *Services* but such payments shall not exceed the amount(s) as specified in the Call-up, for each *Service*.
3. Progress payments, in respect of all fee arrangements, shall be made in accordance with TP 2 in clause 9998DA, Terms of Payment, of the Standing Offer, but such payments shall not exceed the value of the fee indicated for each *Service* under consideration.
4. If, for reasons attributable to the *Consultant*, a price cannot be obtained by a tender or negotiation within the *Construction Cost Limit*, or acceptable to the *Departmental Representative* for the award of the *Construction Contract*, the *Consultant* shall be entitled to receive payment for the tender call, bid evaluation and construction contract award *Services*, only when the requirements of CS 9.3, in clause 9999DA, Consultant Services and Departmental Responsibilities, have been met.

REQUIRED SERVICES (RS)

RS 1 Introduction

- RS 1.1 General Objectives
- RS 1.2 Roles and Responsibilities
- RS 1.3 Coordination with PWGSC
- RS 1.4 Project Response Time

RS 2 Scope of Services

- RS 2.1 Required Services
- RS 2.2 Investigation and Report
- RS 2.3 Building Condition Report
- RS 2.4 Analysis of Project Scope of Work
- RS 2.5 Design Concept
- RS 2.6 Design Development
- RS 2.7 Construction Documents, Pre-Tender Construction Cost Estimate and Project Schedule
- RS 2.8 Tender Call, Bid Evaluation and Construction Contract Award
- RS 2.9 Construction and Contract Administration
- RS 2.10 Post-Construction Warranty Review
- RS 2.11 Commissioning Management

RS 3 Additional Services (As Required)

- RS 3.1 Planning Support
- RS 3.2 Interior Design
- RS 3.3 Acoustics
- RS 3.4 Stand Alone Specifications
- RS 3.5 Energy Studies
- RS 3.6 Post Occupancy Evaluation

REQUIRED SERVICES (RS)

RS 1 INTRODUCTION

RS 1.1 General Objectives

- 1.1.1 The services will support the PWGSC Pacific Region Real Property Services Branch. Individual call-ups will include one or more of the Required Services listed in RS 2.
- 1.1.2 Services must be complete and identify all major issues that will have a significant impact on the project. Services may require the engagement of sub-consultants.
- 1.1.3 Incorporate sustainable design principles in project solutions.
- 1.1.4 For any or all of the Required Services listed in RS 2 the *Consultant* may be required to:
 - .1 Chair project status meetings during the life of the project, prepare and distribute minutes within five working days of meetings.
 - .2 Submit project progress reports.
- 1.1.5 When client requested changes alter the scope of work or add to the cost of the project, and/or the cost of services, request approval of the Departmental Representative prior to incorporation in the design.
- 1.1.6 Unless otherwise indicated in the Standing Offer or in the Call-Up, provide five (5) paper copies of all deliverables. Provide specifications using Microsoft Word “doc” files or Wordperfect “wpd” files, provide drawings in AutoCAD 2013 dwg files or Revit and other documents in Adobe pdf files when not available in native format.
- 1.1.7 All documents (drawings and specification) are to be produced in accordance with Appendix E “Doing Business with A&ES” and at project delivery stage as described in each individual Call-up.
- 1.1.8 The schedule for the delivery of services will be determined at the time of each individual Call-up.

RS 1.2 Roles and Responsibilities

1.2.1 Departmental Representative

The PWGSC Departmental Representative or assigned Departmental Representative, as determined on a project by project basis, has overall responsibility for the progress of the project, including management, administration and coordination of the activities as set out in this Document.

1.2.2 Consultant

- .1 Be responsible for the assembling and engagement of the complete design team required to carry out the work
- .2 Be responsible for gathering, identifying and documenting the needs of the client department and incorporating those needs into the required project deliverables.
- .3 Establish and maintain, throughout the duration of each project, a team capable of effectively delivering the services described in this document.
- .4 Deliver the project within the time frame and assigned budget in accordance with the approved plan.
- .5 Upon execution of the *Consultant* Call-Up, be responsible for producing all work described in the call-up document, in a conscientious and professional manner.
- .6 Coordinate project requirements with any other current and planned projects work that may be underway.

RS 1.3 Coordination with PWGSC

- .1 Carry out services in accordance with approved documents and directions given by the *Departmental Representative*.
- .2 Correspond only with the *Departmental Representative* at the times and in the manner dictated by the *Departmental Representative*. Do not communicate with the client department unless so authorized in writing by the *Departmental Representative*.
- .3 Ensure all communications carry the PWGSC's Project Title, Project Number and File Number.

- .4 Advise the *Departmental Representative* of any changes, that may affect schedule or budget or are inconsistent with instructions or written approvals previously given. Detail the extent and reasons for the changes and obtain written approval before proceeding.

RS 1.4 Project Response Time

- .1 It is a requirement of all projects covered under this Request for Standing Offer that the prime Consultant project working staff and their proposed Sub-consultants should be personally available to attend meetings and respond to inquiries within half (½) a day of the *Departmental Representative's* request, in the locality of the place of the work from the date of the award of the *Consultant* call-up until final inspection and turnover.
- .2 The *Consultant* must be able to demonstrate the availability of adequate resources within their proposed team(s) to deliver the scope of services outlined in this Request for Standing Offer in a timely fashion.
- .3 Upon receipt of potential call-up documentation, the Consultant must prepare and present the fee proposal within 10 business days. Failure to present the fee proposal within 10 business days, the Consultant will be bypassed. PWGSC will proceed to the next Consultant of the SOA.

RS 2 SCOPE OF SERVICES

Required Services

Call-ups may include any or all of the following services. Specific services will be identified in each call-up:

- .1 Investigation and Report.
- .2 Building Condition Report
- .3 Analysis of Project Scope of Work
- .4 Design Concept
- .5 Design Development
- .6 Construction Documents, Pre-Tender Construction Cost Estimate and Project Schedule
- .7 Tender Call, Bid Evaluation and Construction Contract Award
- .8 Construction and Contract Administration
- .9 Post-Construction Warranty Review
- .10 Commissioning

RS 2.1 Investigation and Report

- .1 Provide feasibility analysis and prepare the report which includes the results of site investigations and review of the project.
- .2 Detail location and capacity of existing systems. Identify all deficiencies, life cycle elements, potentials and constraints with the existing systems.
- .3 Prepare reports recommending alternative remedial measures for existing deficiencies and the associated cost and schedule implications of each option.

RS 2.2 Building Condition Report

- .1 Investigate and assess various building factors including deferred maintenance; curable/incurable equipment obsolescence; design problems and deficiencies that affect the facility; including, but not limited to, compliance with the latest edition/revision of current building, fire, health, and safety standards and codes; compliance with local building by-laws; effective age and remaining economic life cycle of the building fabric, systems (mechanical, electrical, etc) and equipment; and proposed/required major repairs.

The intent of Building Condition Report (BCR) is to identify the capital improvement requirements necessary to maintain the asset at a Class "B" level throughout and at the end of the 25-year planning horizon (unless, the asset is already Class "A").

- .2 The essential components of BCR include:
 - .1 description of existing facility, including elemental breakdown of the building systems components such as Building Code, Electrical Code and Fire Code analysis, review of ASHRAE, OSH Standards and Federal Accessibility CAN/CSA B651-12;
 - .2 description of existing conditions of all building systems components;
 - .3 evaluation of the conditions of all building systems components;
 - .4 recommendation of what to do with the elements under consideration. Minimum three (3) options to be presented to provide alternatives for consideration;
 - .5 priority of work (mandatory, cyclical, optional);
 - .6 estimated implementation cost (Class D).

RS 2.3 Analysis of Project Scope of Work

- .1 Analyze the Project Brief and communicate any noted problems or the need for more information, clarification or direction.
- .2 Visit the site to assess current conditions, surveys and obtain local information applicable to the design. This includes verifying or preparing as-built records as necessary.
- .3 Subject to applicable security restrictions, the *Consultant* will be given access to existing plans, survey notes, design notes, specifications or reports that will aid in the work. All such documents must be returned on termination of the contract.

RS 2.4 Schematic Design Concept

- .1 Submit the design concept documents in sufficient detail to illustrate the design concept and to demonstrate compliance with the Project requirements.
- .2 Submit a preliminary Construction Cost Estimate, Cost Plan and Project Schedule to confirm the feasibility of the Project, and
- .3 Provide copies of all design concept documents in the type and number specified in RS 1.1.
- .4 Develop alternative solutions which accommodate the Client User Program, respond to the existing building (if any) and its surrounding context and adhere to the project budget. Drawings will include analytical diagrams, schematic bubble diagrams, plans, elevations, and sections. Perspective sketches may be requested.
- .5 Provide option analysis (with minimum of three (3) options) complete with life cycle cost analysis and building code analysis.

RS 2.5 Design Development

. After acceptance of the schematic design concept documents, prepare and:

- .1 Develop and co-ordinate the approved Conceptual Design Option to a level of detail including a building code review which will facilitate Class C cost estimates, design review and discussions with the Client Department. Drawings will include designs of all spaces and delineate all materials and techniques.

- Drawing type will include plans, elevations, sections and perspectives.
- .2 Submit the design development documents in sufficient detail to define the size, intent and character of the entire Project;
 - .3 Submit an updated Construction Cost Estimate based on the design development documents, and an updated Cost Plan and Project Schedule;
 - .4 Provide copies of all design development documents in the type and number specified in RS 1.1.

RS 2.6 Construction Documents, Pre-Tender Construction Cost Estimate and Project Schedule

After acceptance of the design development documents, prepare, develop and co-ordinate the construction documents for review and discussions with the client department. Documents will include complete, comprehensive and co-ordinated detailed drawings, specifications, building code report:

- .1 Submit for review the construction documents detailing the requirements for the construction of the Project at each stage of production as specified in each Call - Up;
- .2 Submit an updated Cost Plan including a Construction Cost Estimate and Project Schedule at each specified stage of production;
- .3 Provide copies of all construction documents submitted;
- .4 Prepare a Class A Construction Cost Estimate based on the approved construction documents, together with a breakdown thereof, and an updated Project Schedule;
- .5 Complete Letters of Assurance and assist the client department with permit applications as necessary.

RS 2.7 Tender Call, Bid Evaluation and Construction Contract Award

2.7.1 Tender Call

In addition to the electronic Wordperfect and Autocadd files, provide one(1) complete hard copy set of the approved working drawings and one (1) set of the approved specifications, properly bound and covered.

On request:

- .1 Provide the information required for interpretation and clarification of the construction documents;

- .2 Assist in the evaluation and approval of equivalent alternative materials, methods and systems;
- .3 Assist with the preparation of addenda;
- .4 Attend job or site showings as required.

2.7.2 Bid Evaluation and Construction Contract Award

The *Departmental Representative* shall be responsible for assembling and issuing tender documents and arranging for the receipt of tenders and awarding of the Construction Contract.

On request:

- .1 Review and evaluate the bids received for the construction of the Project, and advise on their relative merits;
- .2 Provide information to support price negotiations.

RS 2.8 Construction and Contract Administration

2.8.1. Construction Schedule

- .1 As soon as practical after the award of the Construction Contract, request from the *Contractor* a detailed construction schedule, and, after review for conformity with the Project Schedule, forward two (2) copies of the construction schedule;
- .2 Monitor and report the progress of the construction;
- .3 Notify the Departmental Representative of any known and anticipated delays which may affect the completion date of the Project, and keep accurate records of the causes of delays.

The *Departmental Representative* shall evaluate all requests from the *Contractor* for time extensions, and shall issue directions to the *Contractor* and the *Consultant*.

2.8.2. Construction Meetings

- .1 Advise the *Contractor* to hold and attend construction meetings as required by the Construction Contract;
- .2 Advise regarding the dates and times of the proposed meetings;
- .3 Attend all such meetings;
- .4 Maintain an ongoing record of the proceedings with action items and follow up of such meetings.

2.8.3. Clarification and Interpretation

Provide clarification and interpretation of the construction documents in written or graphic form, to the *Contractor* for the proper execution and progress of the construction as and when necessary.

2.8.4. Shop Drawings

- .1 Specify in the construction documents the shop drawings that are to be submitted by the *Contractor*;
- .2 Review in a timely manner the shop drawings, samples and product data provided by the *Contractor* to determine conformity with the general concept and intent of the construction documents and indicate to the *Contractor* such conformance with the general concept or lack thereof;
- .3 Provide one (1) copy when such conformity is confirmed.

2.8.5. Testing and Inspection

- .1 Recommend the need for, and review, test reports of materials or construction;
- .2 Recommend quality assurance testing to be undertaken during construction, evaluate the results and advise accordingly;
- .3 Request the *Contractor* to take remedial action when observed material or construction fails to comply with the requirements of the Construction Contract, and advise accordingly;
- .4 Specify in the construction documents product and performance testing to be undertaken by the *Contractor*.

2.8.6. Site Visits

- .1 Make field reviews of the site to determine, on an adequate sampling basis, whether this work is in conformity with the construction documents;
- .2 Record and report on the progress, non-conformities and deficiencies observed during each site visit, and provide the *Contractor* with written progress reports and lists of deficiencies observed;
- .3 Recommend the action to be taken.

2.8.7. Changes to Construction Contract

- .1 Submit all requests and recommendations for changes to the Construction Contract and their implications for approval;

- .2 Obtain quotations from the *Contractor* for contemplated changes, review the prices for acceptability, assess the effect on construction progress, and submit recommendations.
- .3 The *Departmental Representative* shall issue Change Orders for all approved changes.

2.8.8. Contractor's Progress Claims

- .1 Request from the *Contractor* a cost breakdown of the Construction Contract Award Price in detail appropriate to the size and complexity of the Project, or as may otherwise be specified in the Construction Contract, and submit the cost breakdown prior to the *Contractor's* first progress claim;
- .2 Examine progress claims in a timely manner and, if acceptable, certify the progress claims for work completed and materials delivered pursuant to the Construction Contract, and submit for approval and processing; and
- .3 If the construction is based on unit prices, measure and record the quantities of labour, materials and equipment involved for the purpose of certifying progress claims.

2.8.9. Interim Completion of the Project

- .1 Review the construction with the *Departmental Representative* and the *Contractor*, and record all unacceptable and incomplete work detected;
- .2 Complete and co-ordinate all Letters of Assurances as required;
- .3 Request, review for completeness and adequacy and submit all operation and maintenance manuals or items to be provided by the *Contractor*, in accordance with the Construction Contract;
- .4 Prepare and submit for approval, and as a basis for payment to the *Contractor*, an Interim Certificate of Completion as required by the Construction Contract, together with supporting documents properly signed and certified.

2.8.10. As-built and Record Drawings

Before issuance of the Final Certificate of Completion:

- .1 Provide one (1) paper set and two (2) electronic disk sets of record drawings (file formats as per RS 1.1.6);
- .2 Verify that record drawings incorporate all recorded changes to the original working drawings based on as-built prints, drawings and other information provided by the *Contractor*, together with change orders and site instructions;

- .3 Verify that record drawings are labelled "Record", dated and signed by the *Consultant*;
- .4 Provide a marked-up copy of the specifications recording changes related thereto.

2.8.11. Final Completion of the Project

- .1 Advise when the construction has been completed in general conformity with the Construction Contract;
- .2 Make a final review of the construction with the *Departmental Representative* and the *Contractor* and, if satisfactory, prepare and submit for approval and final payment to the *Contractor*, a Final Certificate of Completion as required by the Construction Contract, together with supporting documents properly signed and certified, including manufacturer's and supplier's warranties.

RS 2.9 Post-Construction Warranty Review

- .1 If requested, review any defects during the *Contractor's* warranty period;
- .2 30 days prior to the expiry of any warranty period, visit the site, and record any defects observed or reported;
- .3 At the end of any warranty period, carry out a final review of the Project and report the status of defects. If the *Departmental Representative* accepts the rectification of the defects, a notice of "Final Warranty Inspection" shall be issued to the *Contractor*.

RS 2.10 Commissioning Management

The *Consultant* shall provide the commissioning services to verify that the Department's functional requirements are correctly interpreted during the design stage, and that the building systems operate consistently at the peak efficiencies, under all normal load conditions, and within the specified energy budget.

The services shall include but not be limited to the following activities:

- .1 Review and co-ordinate Systems Operations Manual (SOM). Content of SOM and *Contractor's* Operation and Maintenance (O&M) manual shall be in accordance with Project Commissioning Manual 2000 edition;
- .2 Observe various checks and tests and review reports to determine if the new facilities function in accordance with the contract documents;
- .3 Identify *Contractor* and *Sub-contractor* commissioning, performance verification (PV) and testing responsibilities;

- .4 PV inspection forms will be completed for all components, subsystems, systems, and integrated systems, and a final performance verification report will be submitted to the Commissioning Manager.
- .5 Obtain a training plan for the O&M staff to be trained on the operations of the new facilities. The training plan will recognize both short-term and long term requirements and shall employ both hard copy and visual techniques.

RS 3 Additional Services (As Required)

Upon request these services may be required, but not limited to the following:

RS 3.1 Planning Support

- .1 Provide Consultative Functional Programming services including detailed space analysis and report with clearly defined client objectives and requirements.
- .3 Indicative design and advisory services.

RS 3.2 Interior Design

RS 3.3 Acoustics

RS 3.4 Stand Alone Specifications

RS 3.5 Energy Studies

- .1 Sustainable design studies and LEED reports.

RS 3.6 Post Occupancy Evaluation

SUBMISSION REQUIREMENTS AND EVALUATION (SRE)

SRE 1	General Information
SRE 2	Proposal Requirements
SRE 3	Submission Requirements and Evaluation
SRE 4	Price of Services
SRE 5	Total Score
SRE 6	Submission Requirements - Checklist

SUBMISSION REQUIREMENTS AND EVALUATION

SRE 1 GENERAL INFORMATION

1.1 Reference to the Selection Procedure

An 'overview of the selection procedure' can be found in General Instructions to Proponents (GI 9).

1.2 Submission of Proposals

The Proponent is responsible for meeting all submission requirements. Please follow detailed instructions in "Submission of Proposals", General Instructions To Proponents (GI 10)

1.3 Calculation of Total Score

For this Standing Offer the Total Score will be established as follows:

Technical Rating x 90%	=	Technical Score (Points)
Price Rating x 10%	=	Price Score (Points)
Total Score		Max. 100 Points

SRE 2 PROPOSAL REQUIREMENTS

SRE 2.1 Requirement for Proposal Format

The following proposal format information should be implemented when preparing the proposal.

- .1 Submit one (1) bound original plus five (5) bound copies of the proposal
- .2 Paper size should be - 216mm x 279mm (8.5" x 11")
- .3 Minimum font size - 12 point Times or equal.
- .4 Minimum margins - 25 mm left, right, top, and bottom
- .5 Single sided submissions.
- .6 One (1) 'page' means one side of a 216mm x 279mm (8.5" x 11") sheet of paper.
- .7 279mm x 432 mm (11" x 17") fold-out sheets for spreadsheets, organization charts etc. will be counted as two pages.
- .8 The order of the proposals should follow the order of the Request for Standing Offer SRE 3 section.
- .9 Binding - plastic cirlox or spiral wire, appropriately sized so submission can be folded back on itself without binding, falling apart or creating excessive thickness.

- .10 Front cover, clear plastic, each section separated with tabbed dividers.
- .11 Laser jet or non water soluble ink.
- .12 On footer, identify firm and number all pages of submission consecutively.

SRE 2.2 Specific Requirements for Proposal Format

The maximum number of pages (including text and graphics) to be submitted for the Rated Requirements under SRE 3.2 is eleven (11) pages.

The following are not part of the page limitation mentioned above;

- .1 Covering letter
- .2 Declaration / Certifications Form (Appendix A)
- .3 Code of Conduct Certifications
- .4 Front page of the Request for Standing Offer document
- .5 Front page of revision(s) to the Request for Standing Offer document
- .6 Price Proposal Form (Appendix B)

Consequence of non-compliance: any pages which extend beyond the above page limitation and any other attachments will be extracted from the proposal and will not be forwarded to the PWGSC Evaluation Board members for evaluation.

SRE 3 SUBMISSION REQUIREMENTS AND EVALUATION

3.1.1 Mandatory Requirements

Failure to meet the mandatory requirements will render the proposal as non-responsive and no further evaluation will be carried out.

3.1.2 Declaration/Certifications Form

Proponents must complete, sign and submit the following:

- .1 Appendix A, Declaration/Certifications Form as required.

3.1.3 Licensing, Certification or Authorization

The Proponent shall be licensed or eligible to be licensed to provide the necessary professional services to the full extent that may be required by provincial law in the province of British Columbia.

You must indicate current license or how you intend to meet the provincial licensing requirements.

3.1.4 Code of Conduct and Certifications - Proposal

Proponents who are incorporated, including those submitting proposals as a joint venture, must provide with their proposal or promptly thereafter, a complete list of names of all individuals who are currently directors of the Proponent. Proponents submitting proposals as sole proprietorship, including those submitting proposals as a joint venture, must provide the name of the owner with their proposal or promptly thereafter. Proponents submitting proposals as societies, firms, partnerships or associations of persons do not need to provide lists of names. If the required names have not been received by the time the evaluation of proposals is completed, Canada will inform the Proponent of a time frame within which to provide the information. Failure to comply will render the proposal non-responsive. Providing the required names is a mandatory requirement for issuance of a standing offer and award of a contract

SRE 3.2 RATED REQUIREMENTS

Proposals meeting the mandatory requirements will be evaluated in accordance with the following criteria. The clarity of the proposal writing will form part of the evaluation (use of language, document structure, conciseness and completeness of the response):

3.2.1 Management & Delivery of Services

- .1 What we are looking for: How the team will be organized and approach in the delivery of the Required Services
- .2 What the proponent should provide: recommended four (4) pages. A description of:
 - .1 Roles and responsibilities of key personnel;
 - .2 Assignment of the resources and availability of back-up personnel;
 - .3 Management and organization (reporting structure);
 - .4 Approach to responding to the individual call-ups;
 - .5 Describe how you deal with co-ordination of sub-consultant work;
 - .6 Meeting the 'Project Response Time Requirements';
 - .7 Summary of your proposed typical work breakdown structure, i.e. resources assigned, time schedule, level of effort.

3.2.2 Past Experience

- .1 What we are looking for:
Demonstration that over at least the past five (5) years, the Proponent has participated in a range of design and construction projects requiring a full scope of services in accordance with the Required Services sections RS 1 and RS 2.
- .2 What the Proponent should provide: recommended five (5) pages of text and five (5) separate pages of images.
 - .1 Zone A: A brief description of three (3) significant projects of which one is new construction valued under \$10,000,000, one is rehabilitation valued under \$1,000,000 and one is renovation valued under \$500,000. The projects must be completed over the last five (5) years by the firm. Projects must demonstrate work completed at a correctional building to demonstrate a clear understanding of both the static and dynamic security concepts used. Design principles, construction approaches and any innovative solution should be included.

Zone B: A brief description of three (3) significant projects of which one is new construction valued under \$10,000,000, one is rehabilitation valued under \$1,000,000 and one is renovation valued under \$500,000. The projects must be completed over the last five (5) years by the firm.
 - .2 Scope of services rendered should highlight any additional services including programming, energy modelling, LEED sustainable design, and innovative strategies such as design build, fast-track procurement or construction management services;
 - .3 BIM experience (life cycle cost, facility management, clash detection practice, specifications, integrated construction estimating technique);
 - .4 Include the names of Proponent staff personnel who were involved, their respective responsibilities;
 - .5 List sub-consultant firms;
 - .6 Indicate the construction budget for the listed projects;
 - .7 Indicate the completion dates for the listed projects;

- .8 Client references - name, address, phone and fax of client contact at working level. Reference checks may be completed if deemed necessary.
- .3 The Proponent (as defined in General Instructions GI 20) must possess the knowledge on the above projects. Past project experience from entities other than the Proponent will not be considered in the evaluation unless these entities form part of a joint venture Proponent.
- .4 Indicate those projects which were carried out in joint venture and the responsibilities of each of the involved entities in each project.

3.2.3 Senior Personnel Expertise and Experience

- .1 What we are looking for:
A demonstration that the Proponent has senior personnel with the capability, capacity and expertise in each area listed in the Required Services RS 1 and RS 2 sections.
- .2 What the Proponent should provide: recommended one (1) page per senior personnel.
 - .1 Submit a maximum of two (2) c.v.'s of senior personnel.
 - .2 Indicate the years of experience the senior personnel has in the provision of the services;
 - .3 Identify the number of years with the firm;
 - .4 Professional accreditation.

3.2.4 Project Personnel Expertise and Experience

- .1 What we are looking for:
A demonstration that the Proponent has project personnel with the capability, capacity and expertise to provide the required services and deliverables listed in the Required Services RS 1 and RS 2 sections. Experience with Correctional facilities is required for all Zone A.
- .2 What the Proponent should provide: recommended one (1) page per project personnel
 - .1 Submit a maximum of four (4) c.v.'s of project personnel which will perform the majority of the work resulting from the individual Call-ups;

- .2 Indicate the years of experience which each of the project personnel has in the provision of the services specified in the Required Services (RS) section;
- .3 Identify the number of years with the firm;
- .4 Professional accreditation.

3.2.5 Proposal Format and Presentation

- .1 Submission document will be concise, ordered and formatted according to SRE 2.1.

SRE 3.3 EVALUATION AND RATING

- .1 Proposals that are responsive (i.e. which meet all the mandatory requirements set out in the Request For Standing Offer) will be reviewed, evaluated and rated by a PWGSC Evaluation Board.
In the first instance, price envelopes will remain sealed and only the technical components of the proposal will be evaluated in accordance with the following to establish Technical Ratings:

Criterion	Weight Factor	Rating	Weighted Rating
Management of Services	1.5	0 - 10	0 - 15
Past Experience	3.5	0 - 10	0 - 30
Senior Personnel Expertise and Experience	1.5	0 - 10	0 - 15
Project Personnel Expertise and Experience	2.5	0 - 10	0 - 30
Format and Presentation	1	0 - 10	0 - 10
Total	10		100

Generic Evaluation Table

PWGSC Evaluation Board members will evaluate the strengths and weaknesses of the Proponent's response to the evaluation criteria and will rate each criterion with even numbers (0, 2, 4, 6, 8 or 10) using the generic evaluation table below:

NON RESPONSIVE	INADEQUATE	WEAK	ADEQUATE	FULLY SATISFACTORY	STRONG
0 point	2 points	4 points	6 points	8 points	10 points
Did not submit information which could be evaluated	Lacks complete or almost complete understanding of the requirements	Has some understanding of the requirements but lacks adequate understanding in some areas of the requirements	Demonstrates a good understanding of the requirements	Demonstrates a very good understanding of the requirements	Demonstrates an excellent understanding of the requirements
	Weaknesses cannot be corrected	Generally doubtful that weaknesses can be corrected	Weaknesses can be corrected	No significant weaknesses	No apparent weaknesses
	Proponent does not possess qualifications and experience	Proponent lacks minimum qualifications and experience	Proponent has an acceptable level of qualifications and experience	Proponent is qualified and experienced	Proponent is highly qualified and experienced
	Team proposed is not likely able to meet requirements	Team does not cover all components or overall experience is weak	Team covers most components and will likely meet requirements	Team covers all components - some members have worked successfully together	Strong team - has worked successfully together on comparable projects
	Extremely poor, insufficient to meet performance requirements	Little capability to meet performance requirements	Acceptable capability, should ensure adequate results	Satisfactory capability, should ensure effective results	Superior capability, should ensure very effective results

To be considered further, proponents must achieve a minimum weighted rating of seventy five (75) out of the hundred (100) points available for the rated technical criteria as specified above.

No further consideration will be given to proponents not achieving the pass mark of seventy five (75) points.

SRE 4 PRICE OF SERVICES

All price proposal envelopes corresponding to responsive proposals which have achieved the pass mark of fifty (50) points are opened upon completion of the technical evaluation for each zone separately. When there are three or more responsive proposals, an average price is determined by adding all the price proposals together and dividing the total by the number of price proposals being opened. This calculation will not be conducted when one or two responsive proposals are received.

All price proposals which are greater than twenty-five percent (25%) above the average price will be set aside and will receive no further consideration.

The remaining price proposals are rated as follows for each zone:

- .1 The lowest price proposal receives a Price Rating of 100
- .2 The second, third, fourth and fifth lowest prices receive Price Ratings of 80, 60, 40, and 20 respectively. All other price proposals receive a Price Rating of 0.
- .3 On the rare occasions where two (or more) price proposals are identical, the matching price proposals receive the same rating and the corresponding number of following ratings are skipped. The Price Rating is multiplied by the applicable percentage to establish the Price Score.

SRE 5 TOTAL SCORE

Total Scores will be established in accordance with the following:

Rating	Possible Range	% of Total Score	Score (Points)
Technical Rating	0 - 100	90	0 - 90
Price Rating	0 - 100	10	0 - 10
Total Score for Zone		100	0 - 100

The proposals will be ranked in order from the highest to the lowest using the total score (technical plus price). For each zone, the proponents submitting the highest ranked proposals will be recommended for issuance of a standing offer. In the case of a tie, the Proponent submitting the lower price for the services will be selected. Canada reserves the right to issue up to three Standing Offers per zone.

SRE 6 SUBMISSION REQUIREMENTS - CHECKLIST

The following list of documents and forms is provided with the intention of assisting the Proponent in ensuring a complete submission. The Proponent is responsible for meeting all submission requirements.

Please follow detailed instructions in "Submission of Proposals", General Instructions to Proponents (GI 10).

- ☐ Declaration/Certifications Form - completed and signed form provided in Appendix A
- ☒ **Code of Conduct and Certifications/Proposal - list of directors**
- ☐ Proposal - original + 4 copies submitted in a separate envelope for each zone proposal
- ☐ Front page of Request for Standing Offer
- ☐ Front page of Revision(s) to a Request for Standing Offer
- In a separate envelope:
 - ☐ Price Proposal form - one (1) completed and submitted in a separate envelope for each zone proposal

APPENDIX A

Declaration / Certifications Form

Declaration / Certifications Form (page 1 of 5)

Name of Proponent:

Street Address:

Mailing Address (if different than street address)

City:

City:

Prov./Terr./State:

Prov./Terr./State:

Postal/ZIP Code:

Postal/ZIP Code:

Telephone Number:()

Fax Number: ()

E-Mail:

Procurement Business Number:

Services are proposed for the following zones(s):

☐ **Zone A:** **Correctional Building Projects in British Columbia**

☐ **Zone B:** **Non-Correctional Building Projects in British Columbia**

Type of Organization

Size of Organization

☐ Sole Proprietorship

Number of Employees_____

☐ Partnership

Graduate Architects/ _____

☐ Corporation

Prof. Engineers: _____

Other Professionals _____

☐ Joint Venture

Technical Support _____

Other _____

Declaration / Certifications Form (page 2 of 5)

Federal Contractors Program (FCP) - Certification

1. The Proponent, or, if the Proponent is a joint venture the member of the joint venture, certifies its status with FCP, as follows:

The Proponent or the member of the joint venture

- (a) () is not subject to the FCP, having a workforce of less than 100 full- time or part-time permanent employees, and/or temporary employees having worked 12 weeks or more in Canada,
- (b) () is not subject to the FCP, being a regulated employer under the Employment Equity Act, S.C. 1995, c.44 (<http://laws.justice.gc.ca/en/E-5.401/index.html>);
- (c) () is subject to the requirements of the FCP, having a workforce of 100 or more full time or part-time permanent employees, or temporary employees having worked 12 weeks or more in Canada, but has not previously obtained a certificate number from HRSDC, (having not bid on requirements of \$200,000 or more), in which case a duly signed certificate of commitment is attached;
- (d) () is subject to the FCP, and has a valid certificate number as follows:
_____ (e.g. has not been declared an ineligible contractor by HRSDC).

Please check the appropriate item above. Further information on the FCP is available on the HRSDC Web site (<http://www.hrsdc.gc.ca/eng/labour/equality/fcp/index.shtml>).

2. If the Proponent does not fall within the exceptions enumerated in 1. (a) or (b), or does not have a valid certificate number confirming its adherence to the FCP, the Proponent must fax (819-953-8768) a copy of the signed form LAB 1168 (<http://www.servicecanada.gc.ca/cgi-bin/search/efrms/index.cgi?app=profile&form=lab1168&dept=sc&lang=e>), Certificate of Commitment to Implement Employment Equity, to the Labour Branch of HRSDC.

Declaration / Certifications Form (page 3 of 5)

Former Public Servant (FPS) - Certification

Contracts with former public servants (FPS) in receipt of a pension or of a lump sum payment must bear the closest public scrutiny and reflect fairness in the spending of public funds. In order to comply with Treasury Board policies and directives on contracts with FPS, proponents must provide the information required below.

Definitions

For the purposes of this clause,

"former public servant" is any former member of a department as defined in the *Financial Administration Act*, R.S., 1985, c. F-11, a former member of the Canadian Armed Forces or a former member of the Royal Canadian Mounted Police. A former public servant may be:

- (a) an individual;
- (b) an individual who has incorporated;
- (c) a partnership made of former public servants; or
- (d) a sole proprietorship or entity where the affected individual has a controlling or major interest in the entity.

"lump sum payment period" means the period measured in weeks of salary, for which payment has been made to facilitate the transition to retirement or to other employment as a result of the implementation of various programs to reduce the size of the Public Service. The lump sum payment period does not include the period of severance pay, which is measured in a like manner.

"pension" means, a pension or annual allowance paid under the *Public Service Superannuation Act* (PSSA), R.S., 1985, c. P-36, and any increases paid pursuant to the *Supplementary Retirement Benefits Act*, R.S., 1985, c. S-24 as it affects the PSSA. It does not include pensions payable pursuant to the *Canadian Forces Superannuation Act*, R.S., 1985, c. C-17, the *Defence Services Pension Continuation Act*, 1970, c. D-3, the *Royal Canadian Mounted Police Pension Continuation Act*, 1970, c. R-10, and the *Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act*, R.S., 1985, c. R-11, the *Members of Parliament Retiring Allowances Act*, R.S., 1985, c. M-5, and that portion of pension payable to the *Canada Pension Plan Act*, R.S., 1985, c. C-8.

Declaration / Certifications Form (page 4 of 5)

Former Public Servant in Receipt of a Pension

As per the above definitions, is the Proponent a FPS in receipt of a pension? YES ()
NO ()

If so, the Proponent must provide the following information, for all FPS in receipt of a pension, as applicable:

- (a) name of former public servant;
- (b) date of termination of employment or retirement from the Public Service.

By providing this information, proponents agree that the successful Proponent's status, with respect to being a former public servant in receipt of a pension, will be reported on departmental websites as part of the published proactive disclosure reports in accordance with Contracting Policy Notice: 2012-2 and the Guidelines on the Proactive Disclosure of Contracts.

Work Force Reduction Program

Is the Proponent a FPS who received a lump sum payment pursuant to the terms of a work force reduction program? YES () NO ()

If so, the Proponent must provide the following information:

- (a) name of former public servant;
- (b) conditions of the lump sum payment incentive;
- (c) date of termination of employment;
- (d) amount of lump sum payment;
- (e) rate of pay on which lump sum payment is based;
- (f) period of lump sum payment including start date, end date and number of weeks;
- (g) number and amount (professional fees) of other contracts subject to the restrictions of a work force reduction program.

For all contracts awarded during the lump sum payment period, the total amount of fees that may be paid to a FPS who received a lump sum payment is \$5,000, including the Goods and Services Tax or Harmonized Sales Tax.

Declaration / Certifications Form (page 5 of 5)

Name of Proponent:

This Declaration forms part of the offer.

Education, Professional Accreditation and Experience:

All statements made with regard to the education, professional accreditation and the experience of individuals proposed for providing services under the Standing Offer are accurate and factual, and we are aware that Canada reserves the right to verify any information provided in this regard and that untrue statements may result in the proposal being declared non-responsive. Should a verification by Canada disclose untrue statements, Canada shall have the right to treat any standing offer resulting from this solicitation as being in default and to terminate it accordingly.

DECLARATION:

I, the undersigned, being a principal of the Proponent, hereby certify that the information given on this form and in the attached Proposal is accurate to the best of my knowledge.

Name (print): _____

Capacity: _____

Signature _____

Telephone Number: () _____

Fax Number: () _____

E-mail: _____

Date: _____

During proposal evaluation period, PWGSC contact will be with the above named person.

This Appendix A should be completed and submitted with the proposal, but may be submitted afterwards as follows: if any of these required certifications is not completed and submitted with the proposal, the Contracting Authority will so inform the Proponent and provide the Proponent with a time frame within which to meet the requirement. Failure to comply with the request of the Contracting Authority and meet the requirement within that time period will render the proposal non-responsive.

APPENDIX B

Price Proposal Form

PRICE PROPOSAL

INSTRUCTIONS

1. Complete price proposal form for each zone and submit in a **separate sealed envelope**, with the Proponent's name, Solicitation Number, and "Price Proposal Form" typed on the outside.
2. Price proposals are not to include Applicable Taxes and will be evaluated in Canadian Dollars.
3. Proponents are not to alter or add information to the form.
4. In order to ensure that fair and competitive hourly rates are received for each of the positions listed, the following requirement must be strictly adhered to: proponents must provide an hourly rate for each listed position. In the event that the firm consists of fewer personnel than listed, provide an hourly rate that corresponds with each position listed. The hourly rate provided must be equal to or greater than the hourly rate provided for the position listed below it. For example, if the firm does not have an Intermediate Personnel, the hourly rate provided must be equal to or greater than the hourly rate provided for the Junior Personnel. Failure to insert an hourly rate for each position listed will render your proposal non-responsive.
5. The hourly rates identified will be for the duration of the Standing Offer.
6. Travel and Living Expenses: refer to Supplementary Conditions, SC 1.

PRICE PROPOSAL FORM - ZONE A

Category of Personnel Zone A Correctional Building Projects in British Columbia	Weight Factor (A)	Fixed Hourly Rate (B)	Total (A X B)
Partner or principals of the firm	5	\$	\$
Senior Personnel	25	\$	\$
Intermediate Personnel	40	\$	\$
Junior Personnel	25	\$	\$
Administrative Support	5	\$	\$
Total	100		\$

Signature of Consultant or Joint Venture Consultants.

.....
Firm signature & capacity

.....
Firm signature & capacity

.....
Firm signature & capacity

.....
Firm signature & capacity

.....
Firm signature & capacity

END OF PRICE PROPOSAL FORM ZONE A

PRICE PROPOSAL FORM - ZONE B

Category of Personnel ZONE B Non-Correctional Building Projects in British Columbia and Yukon	Weight Factor (A)	Fixed Hourly Rate (B)	Total (A X B)
Partner or principals of the firm	5	\$	\$
Senior Personnel	25	\$	\$
Intermediate Personnel	40	\$	\$
Junior Personnel	25	\$	\$
Administrative Support	5	\$	\$
Total	100		\$

Signature of Consultant or Joint Venture Consultants.

.....
Firm signature & capacity

.....
Firm signature & capacity

.....
Firm signature & capacity

.....
Firm signature & capacity

.....
Firm signature & capacity

END OF PRICE PROPOSAL FORM ZONE B

APPENDIX C

Bidders Board of Directors

Adresse de courriel /E-mail Address:	
Dénomination sociale complète du fournisseur / Complete Legal Name of Supplier	
Adresse du fournisseur / Supplier Address	
NEA du fournisseur / Supplier PBN	
Numéro de la demande de soumissions (ou numéro du contrat proposé) Solicitation Number (or proposed Contract Number)	
Membres du conseil d'administration (Utilisez le format - Prénom Nom) Board of Directors (Use format - first name last name)	
1. Membre / Director	
2. Membre / Director	
3. Membre / Director	
4. Membre / Director	
5. Membre / Director	
6. Membre / Director	
7. Membre / Director	
8. Membre / Director	
9. Membre / Director	
10. Membre / Director	
Autres Membres/ Additional Directors:	
Commentaires supplémentaires / Additional Comments:	

Envoyer le formulaire par courriel à / E-mail form to
Surveillancedelintegrite.IntegrityCheck@tpsgc-pwgsc.gc.ca

PWGSC-TPSGC ##### (07/2012)

APPENDIX D

Consent To A Criminal Record Verification

Form

PWGSC-TPSGC Form 229

(<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-eng.html>)

APPENDIX E

DOING BUSINESS WITH A&ES

(upon request)